



**Séance du Conseil du GECT
Eurodistrict Strasbourg-Ortenau
28.03.2011
Communauté Urbaine de Strasbourg
- Salon carré -
14.30-16.30 h**

2-1 Compte-rendu de la séance

Présents (par ordre alphabétique) :

M. Jean-Marie BEUTEL, Vice-Président de la CUS, Herr Gerhard BORCHERT, Kreisrat, Herr Matthias BRAUN Oberbürgermeister der Stadt Oberkirch, M. Henri BRONNER, Vice-Président de la CUS, Mme Andrée BUCHMANN, Vice-Présidente de la CUS, M. Yves BUR, Conseiller Communautaire, Herr Hermann BURGER, Stadtrat, Herr Dr. Walter CAROLI, Stadtrat, Herr Christian DUSCH, Kreisrat, Herr Dr. Karl-Heinz DEBACHER, Kreisrat, M. Bernard EGLES, Vice-Président de la CUS, M. Alain FONTANEL, Vice-Président de la CUS, Herr Günther GORECKY, Kreisrat, M. Robert GROSSMANN, Conseiller Communautaire, Herr Klaus JEHLE; Kreisrat, M. Alain JUND, Conseiller Communautaire, Herr Willy KEHRET, Kreisrat, Mme Fabienne KELLER, Conseillère Communautaire, Herr Peter KIEFER, Kreisrat, Herr Dr. Wolfgang G. MÜLLER, Oberbürgermeister der Stadt Lahr, Herr Klaus-Peter MUNGENAST, Kreisrat, Herr Klaus MUTTACH, Oberbürgermeister der Stadt Achern, Herr Jürgen OSSWALD, Kreisrat, Dr. Günther PETRY, Oberbürgermeister der Stadt Kehl, Mme Nawel RAFIK-ELMRINI, Adjointe au Maire de Strasbourg et Conseillère communautaire, M. Norbert REINHARDT, Vice-Président de la CUS, Mme Anne-Pernelle RICHARDOT, Conseillère communautaire, M. Roland RIES, Président de l'Eurodistrict, Sénateur-Maire de Strasbourg et Vice-Président de la CUS, Herr Frank SCHERER, Landrat des Ortenaukreises und Vizepräsident des Eurodistrikts, Frau Edith SCHREINER, Oberbürgermeisterin der Stadt Offenburg, Herr Richard SCHÜLER, Stadtrat, M. Eric SCHULTZ, Conseiller communautaire, Frau Anne SCHUHMANN, Conseillère Communautaire, Herr Michael WELSCHE, Kreisrat, Herr Wilhelm WUNSCH, Stadtrat

Ordre du jour

1. Accueil par le Président et ouverture de la séance

Le Président du GECT, M. RIES, ouvre la séance et le benjamin, M. DUSCH, procède à l'appel. Le Président rappelle les difficultés de mise en place de la structure en raison de cultures administratives très différentes des deux côtés du Rhin. Il annonce la tenue d'un workshop pour discuter de ces difficultés et procède à la lecture des différents points.

2. Rapport du Secrétaire Général

Le Secrétaire Général, M. Obrecht, présente les activités et le travail de mise en place du Secrétariat Général dans les anciens locaux d'Euro-Info-Consommateurs à compter de son déménagement le 1er mars. Il fait un point sur les activités qui ont occupé le Secrétariat Général les derniers mois et présente les différents groupes de travail. Il met particulièrement en avant les groupes de travail santé et "Eurodistrict trilingue". Il termine en informant sur son voyage à l'Eurométropole de Lille fin 2010 à l'occasion du lancement d'une plateforme sur les GECT en Europe.

3. Vie institutionnelle

3.1 Approbation du compte-rendu du conseil du 25 novembre 2010

Le compte-rendu est adopté à l'unanimité

3.2 Délibération et vote du budget prévisionnel 2011

Le Président souligne que du fait d'un excédent important supérieur à 785.000 € en 2010, le GECT dispose d'un budget important de l'ordre d'un million d'euros. Il propose d'adopter dans un premier temps le budget sans se prononcer sur l'affectation de l'excédent.

M. MUTTACH propose la tenue d'un workshop avec implication des membres du bureau pour réfléchir à la meilleure façon de faire cohabiter les deux cultures administratives et politiques et définir ensemble les grandes orientations politiques du GECT.

M. RIES explique que les retards proviennent des différences juridiques quant à la présence de l'Etat français et le recrutement des personnels. Il souligne qu'il ne s'agit pas de gommer les différences, mais de trouver des dénominateurs communs. Il demande au Secrétaire Général de faire des propositions d'initiative pour utiliser cet argent au mieux en se concentrant sur la facilitation de la coopération.

M. BUR ajoute que les sommes engagées ne sont pas à l'échelle requise et que l'Eurodistrict doit maintenant véritablement entrer dans le vif du sujet pour que les citoyens se sentent vraiment concernés.

M. GROSSMANN souligne qu'il est entièrement d'accord avec la remarque de M. BUR.

M. RIES précise que l'exercice 2010 est un exercice de transition et de mise en place et rappelle les initiatives qui ont déjà été engagées.

M. SCHERER revient sur la proposition de M. MUTTACH et demande qu'une délibération soit prise dans ce sens. Il demande au Secrétariat Général de formuler un train de mesures et d'actions concrètes d'ici la prochaine séance du Conseil.

M. le Dr. PETRY ajoute que le GECT doit se forger une nouvelle identité mixte.

M. le Dr. MÜLLER adhère au point de vue du Dr. PETRY et pense que les administrations ne se montrent pas assez créatives.

M. MUTTACH souhaite que le Secrétariat Général ne se consacre pas seulement à des tâches administratives, mais développe aussi des idées au sein de groupes de travail.

M. RIES souligne qu'il y a urgence à développer des projets et qu'il y a des financements disponibles pour leur réalisation.

Le budget prévisionnel 2011 est adopté avec une abstention (M. GROSSMANN).

M. SCHERER demande que la requête de M. MUTTACH de tenir un workshop sur les grandes orientations politiques, l'affectation du budget et les procédures de travail des deux administrations soit mise aux voix.

Il s'en suit une discussion entre MM. GROSSMANN, BUR, MUTTACH et SCHERER sur le rôle du bureau en tant que lieu de la réflexion politique.

La proposition de tenir un workshop est mise aux voix et adoptée avec une abstention (M. GROSSMANN).

3.3 Délibération et vote du compte de gestion 2010

M. DUSCH assure la présidence pour les points 3 et 4.

Le compte de gestion est adopté avec une abstention. (M. GROSSMANN)

3.4 Délibération et vote du compte administratif 2010

Le compte administratif est adopté avec une abstention. (M. GROSSMANN)

3.5 Délibération et vote: adhésion du GECT au Centre de Gestion du Bas-Rhin

L'adhésion au Centre de Gestion est adoptée à l'unanimité.

3.6 Convention Archives de la Ville et de la Communauté urbaine de Strasbourg

La convention est adoptée à l'unanimité.

3.7 Coopération avec Info-Best, Euro-Info-Consommateurs et Euro-Institut

M. GROSSMANN s'interroge sur la traduction politique de cette délibération et demande si INFO-Best est maintenant sur le même plan que l'Eurodistrict. M. le Dr. PETRY lui répond que les partenaires ne sont pas les mêmes.

Le principe de coopération avec ces institutions transfrontalières est adopté à l'unanimité.

3.8 Poste de Secrétaire Générale Adjointe

Cette délibération est adoptée à l'unanimité

4. Délibération et vote: instauration de groupes de travail

L'instauration de trois nouveaux groupes de travail est adoptée à l'unanimité

5. Approbation de l'avenant au protocole d'accord (apprentissage transfrontalier)

Cette délibération est adoptée à l'unanimité

6. Délibération et vote : Résolution "Tarifs de communication de téléphonie mobile dans la région transfrontalière"

M. BUR souligne que ce sujet occupe l'Eurodistrict depuis de nombreuses années et qu'il se demande s'il existe une véritable volonté politique.

M. SCHERER lui répond que ce sujet est compliqué et que la "Bundesnetzagentur" du côté allemand ne dispose pas d'instruments pour imposer des tarifs bon marché. Il souligne que les fournisseurs de téléphonie mobile sont des partenaires importants et qu'ils doivent aussi y trouver leur compte. Il est décidé de contacter impérativement les fournisseurs de téléphonie mobile.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité

7. Délibération et vote : Forum de l'Eurodistrict pour une politique territoriale transfrontalière

Mme Rafik-Elmrini présente ce point et explique le concept d'école des études politiques du Conseil de l'Europe. Elle précise que le Conseil de l'Europe a proposé l'instauration d'une école spécifique pour l'Eurodistrict avec 3 séminaires par an. L'idée est de faire augmenter la notoriété de l'Eurodistrict au niveau européen et de mettre en place un nouvel instrument innovant d'échange et d'expertise au service de l'Eurodistrict, sachant que le Réseau des Ecoles politiques du Conseil de l'Europe profitera aussi de ces échanges. Le premier séminaire au mois de mai est dédié à la multimodalité dans les transports. Mme BUCHMANN précise qu'elle soutient cette initiative et qu'elle est d'avis que ces séminaires sont de très bons outils de formation. Cette délibération est adoptée à l'unanimité

8. Délibération et vote : Soutien de projets transfrontaliers

8.1 ASPA

M. le Dr. PETRY explique qu'il est nécessaire de lutter contre les nuisances sonores. Il explique que l'initiative de plans de lutte contre les nuisances sonores est une initiative européenne qui doit être également déclinée au niveau communal et que ce sujet est très intéressant pour l'Eurodistrict. M. RIES précise qu'il existe déjà des actions contre le bruit. Il souligne que dans ce domaine, il est nécessaire de prendre en compte la situation des deux côtés du Rhin. M. MUNGENAST ajoute qu'il souhaite que les résultats de ces études soient présentés à l'Eurodistrict.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité

8.2 Ecole d'art: Année d'orientation transfrontalière

Cette délibération est adoptée à l'unanimité

8.3 Journée transfrontalière de l'histoire

Mme RICHARDOT souhaite pouvoir recevoir les actes suite à ce colloque

Cette délibération est adoptée à l'unanimité

8.4 Championnat d'athlétisme Eurodistrict

Cette délibération est adoptée à l'unanimité

8.5 Cirque d'enfants

Cette délibération est adoptée à l'unanimité

8.6 Opéra Carmen

Cette délibération est adoptée à l'unanimité

9. Divers

M. CAROLI demande où en sont les discussions relatives à l'élargissement du périmètre de l'Eurodistrict: M. RIES précise que des courriers ont été adressés aux intercommunalités et qu'une réunion est prévue avec les Présidents intercommunaux. M. le Dr. MÜLLER remercie M. RIES pour son engagement dans ce domaine et précise que l'élargissement représente un enjeu politique très intéressant. M. RIES reconnaît que pour le moment le déséquilibre territorial pose problème. M. CAROLI ajoute qu'un recadrage du territoire est nécessaire si l'on souhaite que les

populations adhèrent au projet de l'Eurodistrict.
M. RIES clôt la séance à 16h50.





**Réunion du Conseil du GECT
« Eurodistrict Strasbourg-Ortenau »**

du lundi 28 mars 2011 (1ère séance)
à la Communauté urbaine de Strasbourg
Salle des Conseils

Procès-verbal de réunion

3.1 Approbation du compte-rendu du Conseil du 25 novembre 2010

Il est demandé au Conseil d'approuver le compte-rendu du Conseil du 25 novembre 2010.

Adopté

3.2 Délibération et vote du budget prévisionnel 2011

Il est demandé au Conseil d'examiner puis d'adopter le budget prévisionnel 2011 conformément aux documents annexés.

Adopté

3.3 Délibération et vote du compte de gestion 2010

Il est demandé au Conseil d'examiner puis d'adopter la délibération relative au compte de gestion 2010 comme présenté par le Receveur des finances.

Adopté

3.4 Délibération et vote du compte administratif 2010

Il est demandé au Conseil d'examiner puis d'approuver le compte administratif 2010 tel que figurant dans les documents budgétaires annexés.

Adopté

3.5 Délibération et vote

Il est demandé au Conseil d'approuver l'adhésion du GECT au Centre de Gestion du Bas-Rhin afin de lui permettre de bénéficier d'un appui technique pour l'édition des fiches de paie et le suivi de la carrière des agents recrutés sous droit français.

Adopté

3.6 Délibération et vote : Convention de dépôt des archives entre l'Eurodistrict et la Communauté urbaine de Strasbourg

Il est demandé au Conseil d'approuver la convention passée entre l'Eurodistrict et la Communauté urbaine de Strasbourg pour le dépôt des archives publiques de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau auprès de la Communauté urbaine de Strasbourg

Adopté

3.7 Délibération et vote : Coopération avec les autres institutions du Pôle de compétences de Kehl et Euro-Info-Consommateurs

Il est demandé au Conseil d'approuver le renforcement de la coopération entre l'Eurodistrict, les autres institutions du Pôle de compétences de Kehl et Euro-Info-Consommateurs et de prier le secrétaire général de prendre les mesures nécessaires à cet effet.

Adopté

3.8 Délibération et vote

Il est demandé au Conseil d'approuver la modification du tableau des emplois et la nouvelle rédaction de la délibération du 17 juin 2010 relative au personnel du GECT telles que présentées dans les annexes jointes.

Adopté

4. Délibération et vote

Il est demandé au Conseil d'approuver l'instauration de trois nouveaux groupes de travail portant respectivement sur l'économie, les affaires sociales et les seniors ; l'environnement, les transports et l'aménagement du territoire ; l'éducation, la culture et le trilinguisme et de confier cette tâche au secrétaire général.

Adopté

5. Approbation de l'avenant au protocole d'accord (apprentissage transfrontalier)

Il est demandé au Conseil de ratifier l'avenant relatif au protocole d'accord sur l'apprentissage transfrontalier.

Adopté

6. Délibération et vote : Résolution « Tarifs de communication de téléphonie mobile dans la région transfrontalière »

Il est demandé au Conseil d'approuver une résolution relative aux coûts élevés de l'utilisation transfrontalière de services de télécommunication.

Adopté

7. Délibération et vote : Forum de l'Eurodistrict pour une politique territoriale transfrontalière

Il est demandé au Conseil d'approuver la création du *Forum de l'Eurodistrict pour une politique territoriale transfrontalière* ainsi que son programme annuel et son budget de 20.000 €.

Adopté

8. Délibération et vote de soutien de projets transfrontaliers

8.1 Projet ASPA

Il est demandé au Conseil d'approuver une participation financière du GECT de **30.000 €** sur trois ans au bénéfice du projet Interreg de prévention atmosphérique transrhénane dans l'Eurodistrict et le Rhin Supérieur.

Adopté

8.2 Ecoles d'arts : année d'orientation transfrontalière

Il est demandé au Conseil d'approuver une participation financière du GECT de **54.000 € sur quatre ans** pour la mise en place d'une année internationale d'orientation dans le domaine des arts et réalisée en commun par la Kunstschule Offenburg et l'Ecole Supérieure des Arts Décoratifs de Strasbourg.

Adopté

8.3 Journée transfrontalière de l'histoire

Il est demandé au Conseil d'approuver une participation financière du GECT de **2.500 €** pour l'organisation d'une journée transfrontalière de l'histoire à Offenburg.

Adopté

8.4 Championnat d'athlétisme de l'Eurodistrict

Il est demandé au Conseil d'approuver une participation financière du GECT de **3.750 €** pour la création et l'organisation d'un championnat d'athlétisme de l'Eurodistrict.

Adopté

8.5 Cirque d'enfants

Il est demandé au Conseil d'approuver une participation financière du GECT de **921 €** pour un projet scolaire transfrontalier autour du cirque.

Adopté

8.6 Opéra Carmen

Il est demandé au Conseil d'approuver une participation financière du GECT de **1.000 €** pour la réalisation d'un projet transfrontalier d'opéra.

Adopté

LE PRESIDENT,

ROLAND RIES



Séance du Conseil
28 mars 2011
Salle des Conseils
Communauté urbaine de Strasbourg
14.30-16.30 h

Ordre du jour

1. Accueil par le Président et ouverture de la séance.
2. Rapport du secrétaire général.
3. Vie institutionnelle :
 - 3.1. Approbation : Compte rendu Conseil 25 novembre 2010
 - 3.2 Délibération et vote : Budget primitif 2011.
 - 3.3 Délibération et vote : Compte de gestion 2010
 - 3.4 Délibération et vote : Compte administratif 2010
 - 3.5 Délibération et vote : Adhésion du GECT au Centre de Gestion du Bas-Rhin.
 - 3.6 Délibération et vote : Convention Archives de la Ville et de la Communauté urbaine de Strasbourg.
 - 3.7 Délibération et vote : Coopération avec INFOBest, EUROInfo Consommateur et Euro-Institut
 - 3.8 Délibération et vote : Poste de secrétaire général adjointe, projet « développement territorial ».
4. Délibération et vote : Instauration des groupes de travail.
5. Approbation de l'avenant au protocole d'accord (apprentissage transfrontalier).
6. Délibération et vote : Résolution « Tarifs de communication de téléphonie mobile dans la région transfrontalière ».
7. Délibération et vote : Forum de l'Eurodistrict pour la politique territoriale transfrontalière.
8. Délibération et vote : Soutien des projets transfrontaliers.
 - 8.1 ASPA
 - 8.2 École d'art : Année d'orientation transfrontalière
 - 8.3 Journée transfrontalière de l'histoire
 - 8.4 Championnat d'athlétisme Eurodistrict
 - 8.5 Cirque d'enfants
 - 8.6 Opéra Carmen
9. Divers



Conseil de l'Eurodistrict / Rat des Eurodistrikt 25.11.2010

Landratsamt
– *Großer Sitzungssaal* –
08:00-10:00 Uhr

Compte-rendu de résultats / Ergebnisprotokoll Dr. Marcus Obrecht

1. Accueil par le Président et ouverture de la séance.

2. Mise en place d'un comité consultatif pour la politique sanitaire.

M. le Dr. Feltz souligne l'importance de ce comité pour les citoyens et pour l'Eurodistrict, qui doit faire office de laboratoire. Il s'agit tout d'abord de mettre en place une carte sanitaire, mais aussi de tenter d'utiliser en commun les services du secteur sanitaire. M. le Dr. Feltz et M. le Dr. Seufert se sont déjà déclarés prêts à diriger le comité sanitaire. M. Scherer souligne la nécessité que l'Eurodistrict ne soit pas uniquement une institution destinée à promouvoir les projets, et qu'il reprenne aussi des sujets qui n'entrent pas directement dans ses attributions, mais qui concernent les citoyens. Selon lui, l'Eurodistrict devrait disposer d'un droit d'ingérence au-delà de son pouvoir de décision, et donc tenir un rôle politique. M. Grossmann renvoie aux progrès déjà accomplis par l'Eurodistrict dans ce domaine, par exemple la possibilité d'intervention des véhicules de secours sur les deux rives du Rhin. M. Ries souligne les insuffisances de la législation européenne en ce qui concerne le libre choix du médecin. La création du comité de politique sanitaire est décidée à l'unanimité.

3. Rapport du Secrétaire général sur l'évolution du GECT depuis août 2010.

Le Secrétaire général aborde les trois principales activités réalisées depuis son entrée en fonctions en août dernier : *premièrement* l'installation du Secrétariat général à Kehl, *deuxièmement* les nombreux entretiens menés avec les différents acteurs locaux et *troisièmement* la plate-forme en ligne pour la participation des citoyens sur Internet. Cette dernière constitue à ce jour une procédure unique en Europe pour intégrer les citoyens aux processus de décisions politiques. La plate-forme en ligne permet la communication entre les citoyens et la politique, entre les citoyens et l'administration et entre les citoyens eux-mêmes, en ce qui concerne les projets individuels de l'Eurodistrict. Elle leur permet ainsi d'influencer directement sur les processus de décision politiques. Cette nouvelle forme d' "e-démocratie" a déjà eu un succès mesurable : 3.100 ordinateurs étaient reliés directement à la plate-forme, 221 citoyens se sont enregistrés et 70 propositions ont été formulées. Les tchats de M. Ries, de M. Scherer et de Mme Rafik-Elmrini ont connu une affluence particulière. Sur la plate-forme, on a discuté en particulier de trois sujets : 1) les transports publics, 2) la santé, ainsi que 3) la culture et la langue. Le Secrétaire général renvoie aux projets d'utilisation ultérieure de la plate-forme : celle-ci sera intégrée à la page d'accueil déjà existante de l'Eurodistrict et les projets proposés entreront dans le programme de travail de l'Eurodistrict. Pour l'évolution institutionnelle

de l'Eurodistrict, outre la mise en place ce jour d'une commission sanitaire, il est également important d'organiser, dans les prochains mois, d'autres groupes de travail.

M. le Dr. Müller souligne la nécessité d'étudier les possibilités de participation des citoyens au-delà des nouveaux médias. M. Grossmann met l'accent sur la nécessité que les comités reçoivent des programmes de travail précis, et demande que l'opposition politique ait elle aussi la possibilité de réaliser des tchats. M. le Dr. Petry renvoie à la nécessité d'une coordination des groupes de travail par le Secrétariat général. Pour le Secrétaire général, les tâches du Secrétariat général sont avant tout dans la présentation, la coordination et l'accompagnement des experts et des mandataires participants. Le Dr. Caroli ajoute que la mission principale des comités consiste tout d'abord à déterminer les objectifs et les tâches.

4. Étude et vote : modifications de la Convention constitutive et des statuts du GECT

4.1 Modifications dues à l'adhésion de l'État français

4.2 Modification à la demande du Président

5. Discussion : demande d'adhésion de l'État français.

On résume les points 4 et 5 de l'ordre du jour. M. Ries renvoie à la vive discussion suscitée par la demande d'adhésion à l'Eurodistrict de l'État français, discussion qui, selon lui, montre la différence fondamentale entre les deux systèmes. L'adhésion de l'État français nécessite une modification de la Convention et des statuts (4.1) ; la seconde modification porte sur l'adoption du budget, lequel, selon la proposition de modification, devrait être voté le 31 mars de chaque année seulement, alors que jusqu'ici, la date fixée dans les statuts était le 31.12. (4.2).

M. Scherer souligne la tradition allemande d'autonomie administrative communale, qui contraste avec la réalité française à tendance centraliste. Alors que l'État allemand n'a pas déposé de demande d'adhésion, l'État français souhaite être admis dans les organes de l'Eurodistrict et y détenir un siège et une voix. Ni l'asymétrie que cela crée, ni le fait qu'un État soit représenté au bureau par un siège et une voix, ne constituent un problème. Cependant, le fait qu'un État exerçant une tutelle administrative sur une communauté de communes soit représenté dans un comité directeur soulève une difficulté. M. Scherer renvoie à deux propositions de compromis : 1) l'État français se voit attribuer un siège au bureau, mais n'a pas de droit de vote. 2) l'État français reçoit un siège et une voix dans le bureau, mais la tutelle juridique est transmise à l'État allemand. M. Scherer regrette que ces propositions de compromis aient été rejetées, tout en soulignant que la partie allemande acceptera majoritairement la modification des statuts, dans l'intérêt de l'Eurodistrict. M. Ries rappelle l'indépendance de l'Eurodistrict, qui n'est pas remise en cause par l'adhésion de l'État français. Celle-ci ne constitue pas, selon lui, une mise sous tutelle de l'Eurodistrict. M. Grossmann souligne le rôle de partenariat de l'État français et conseille de prendre les choses avec philosophie. M. Gießler note avec regret que le préfet n'est pas venu ce jour pour se présenter et donner lui-même des informations sur son rôle. M. Muttach souligne qu'il ne s'agit pas de méfiance envers l'État français, mais de différences d'interprétation du système juridique communal. Il regrette que les propositions de compromis n'aient pas été prises en compte. M. Muttach déclare qu'il va s'abstenir. Madame Schreiner loue les discussions ouvertes autour de cette question. Selon elle, ce débat fait état d'une bonne culture de cohabitation, et il est important pour l'idée que l'Eurodistrict et ses organes ont de leur fonction. M. le Dr. Müller craint qu'il ne s'établisse un déséquilibre dans les organes, et il dit pouvoir imaginer que l'État allemand puisse lui aussi devenir membre de l'Eurodistrict. M. Welsche craint que l'on ne laisse échapper une chance de créer quelque chose de nouveau.

Les modifications de la Convention et des statuts sont adoptées à la double majorité simple, avec sept abstentions (4.1).

La modification du délai de vote du budget est adoptée à l'unanimité (4.2).

6. Débat concernant le budget 2011.

Le Président renvoie à l'article 2312-1 du « Code Général des Collectivités territoriales ». Celui-ci stipule que les collectivités territoriales françaises de plus de 3.500 habitants sont tenues de mener une discussion générale concernant le budget (débat d'orientation budgétaire) avant l'adoption effective de ce dernier. Cette discussion ouverte est destinée à donner la possibilité aux politiciens, avant le vote du budget, de s'exprimer lors de la séance au sujet des priorités budgétaires et de l'évolution de la situation financière de la collectivité. Le Président note dans le compte rendu que le débat d'orientation budgétaire a été tenu.

7. Étude et vote : accords concernant le remboursement des dépenses du GECT à l'Ortenaukreis et à la communauté urbaine de Strasbourg (art. 11 alinéa 7).

Le Président explique le contexte des accords concernant le remboursement des dépenses de l'Ortenaukreis et de la Communauté urbaine de Strasbourg : ces deux collectivités territoriales ont effectué des dépenses pour le compte de l'Eurodistrict et au nom de ce dernier, qui ne disposait pas encore de son propre budget. Les montants à rembourser s'élèvent à 62.354,39 € pour l'Ortenaukreis et à 106.862,19 € pour la Communauté urbaine de Strasbourg. Le projet de décision est adopté à l'unanimité.

8. Augmentation du personnel et vote.

Le Secrétaire général informe le Conseil que le bureau a décidé d'étendre le personnel : le poste de Secrétaire général délégué pour l'évolution territoriale a été proposé à Madame Martine Schneider, le poste de chargé de relations publiques à Mme Pascale Simon-Studer et le poste d'assistante à Madame Carine Schaffroth. Le projet de décision de réévaluation d'un poste (développement territorial) est reporté à la prochaine séance du Conseil.

9. Information du Président concernant les projets adoptés par le bureau et soutenus par l'Eurodistrict.

Le Secrétaire général informe le Conseil au sujet des propositions de projets adoptées par le bureau et donc soutenus par l'Eurodistrict :

Intitulé projet 10	P	Porteur du projet	Subvention demandée à l'Eurodistrict
Institut pour la Promotion du Lien Social (IPLS)	I ü f u	Conférences franco-allemandes destinées à promouvoir les valeurs humaines sur le territoire de l'Eurodistrict 1 conférence en décembre 2010, 3 à 4 conférences en 2011	IPLS pour 2010 4.250 € pour 2011 13.575 €
Réseau Express Jeunes		Journée thématique franco-allemande pour travailleurs sociaux et de jeunesse le 16.11.10 à Strasbourg. Identifier les partenaires et les structures de l'autre côté du Rhin. Échange de pratiques et savoir-faire. Initiation de nouveaux projets transfrontaliers	Réseau Express Jeunes 1.350 €
Tournois de foot franco-allemands		Cinq tournois franco-allemands sur le territoire de l'Eurodistrict au cours du premier semestre 2011. Coupe de l'Eurodistrict entre les finalistes de la CUS et de l'Ortenau	Ligue de football badoise (SBFV) 6.900 €
Harmonies sans frontières		Organisation de 2 concerts transfrontaliers des harmonies de la Wantzenau, Gamsheim, Schiltigheim et Achern les 13 et 14 novembre à la Wantzenau	Harmonie de la Wantzenau 700 €
Jeunes Chambres Économiques		Rencontre entre les JCE de Strasbourg, Offenbourg, Stuttgart et Bruxelles les 30 et 31 octobre à Strasbourg	Jeune Chambre Économique de Strasbourg 2.000 €

Dans le cadre de la discussion, M. le Dr. Petry souligne qu'à côté de ces projets venus de l'extérieur, il est nécessaire que l'Eurodistrict initie lui-même ses propres projets. Le Président soutient ce point de vue.

10. Vote : projet BAAL Novo

Le Président donne des informations au sujet de la troupe de théâtre BAAL novo. Celle-ci met en scène des pièces en langue allemande et en langue française, qui sont jouées sur les deux rives du Rhin. Elle s'adresse à un public d'enfants et de jeunes. Pour l'année 2010, on prévoit 40 représentations dans le cadre du programme Jung@Jeunes, et 50 représentations pour l'année 2011. Le Conseil décide à l'unanimité d'aider le théâtre avec une subvention de 24.000 € pour 2010 et de 30.000 € pour 2011.

11. Étude et vote : Projets de l'Eurodistrict – Journée de la randonnée 2011 (avec le „Schwarzwaldverein“ (association de la Forêt-Noire) et le „Club vosgien“) et "km Solidarité" 2011 (en association avec la CUS).

Il est décidé à l'unanimité que ces deux projets de l'Eurodistrict seront maintenus en 2011.

12. Divers.

Le Président donne quelques repères pour la poursuite du travail de l'Eurodistrict dans les domaines suivants : environnement (plan d'action commun de lutte contre le bruit, actions pour assurer et améliorer la qualité de l'air, extension du *Secrétariat permanent pour la prévention de la pollution industrielle* [SPPPI], construction durable), marketing territorial (marketing commun pour le tourisme), affaires sociales (politique des seniors), transports (covoiturage, tarifs communs dans les transports publics) et formation professionnelle (extension des cursus de formation binationaux à d'autres secteurs professionnels). Mme Rafik-Elmrini demande que l'on étudie la possibilité pour l'Eurodistrict de reprendre l'idée d'une „École politique“ comme celle poursuivie depuis plusieurs années par le Conseil de l'Europe. M. le Dr. Müller remercie le Président pour la visite qu'il a rendue au syndicat transfrontalier Vis-à-Vis et suggère que l'Eurodistrict prenne position sur le plan de transports général. Le Président explique les projets d'extension de l'Eurodistrict du côté français, au Sud et au Nord de la Communauté urbaine de Strasbourg. M. Burger propose la mise en place d'un prix Eurodistrict pour les idées contribuant à réunir les deux rives du Rhin.

Le Président clôt la séance à 11h20.

Document de séance n° 1 / 3.2 / 2011

Vorlage Nr. 1 / 3.2 / 2011

Rapporteur / Berichterstatter:

Dr. Marcus Obrecht

Séance du Conseil de l'Eurodistrict Sitzung des Eurodistriktrates 1 / 2011	Date de la séance / Sitzungstag 28.03.2011
--	--

Point n° 3.2 de l'ordre du jour / *Punkt 3.2 der Tagesordnung*

Objet / *Betreff*: Proposition de budget prévisionnel pour l'année 2011 / *Vorschlag für den vorläufigen Haushalt 2011*

I. Rapport / Sachverhalt:

Les prévisions budgétaires ont été établies sur la base d'un **budget annuel global de 850 000 €**, conformément à la décision du Conseil de l'Eurodistrict du 26 mars 2009.

▪ Recettes

Conformément à l'article 10 des statuts, pour l'année 2011, les ressources du GECT proviennent des contributions annuelles des membres du groupement.

Il est proposé de voter le montant des contributions annuelles.

Conformément au principe de parité défini dans l'article 11 des statuts, la contribution financière annuelle de la partie allemande s'élèvera à 425 000 €, répartis comme suit :

- Ortenaukreis : 332 200 €
- Ville d'Offenburg : 30 100 € (arr.)
- Ville de Lahr : 22 200 € (arr.)
- Ville de Kehl : 17 600 € (arr.)
- Ville d'Achern : 12 700 € (arr.)
- Ville d'Oberkirch : 10 200 € (arr.)

La contribution de la partie française s'élèvera également à 425 000 €, répartis comme suit entre la CUS et l'État français (5 % de la contribution française totale, sous réserve de l'adhésion de l'Etat dans le cadre d'un arrêté préfectoral) :

- État français : 21 250 €
- Communauté Urbaine de Strasbourg : 403 750 €

Das vorläufige Budget berechnet sich nach dem Beschluss des Eurodistriktrates vom 26. März 2009 auf der Basis eines **jährlichen Haushalts von 850.000 €**.

▪ Einnahmen

Nach Artikel 10 der Satzung stammen die finanziellen Mittel des EVTZ für das Jahr 2011 aus den jährlichen Beitragszahlungen der Mitglieder des Verbundes.

Es wird vorgeschlagen über die Höhe der jährlichen Beitragszahlungen abzustimmen.

Gemäß des Grundsatzes der Parität, welcher in Artikel 11 der Satzung festgehalten ist, beläuft sich die jährliche Beitragszahlung von deutscher Seite auf 425.000 €, wie folgt aufgeteilt:

- Ortenaukreis: 332.200 €
- Stadt Offenburg: 30.100 € (ger.)
- Stadt Lahr: 22.200 € (ger.)
- Stadt Kehl: 17.600 € (ger.)
- Stadt Achern: 12.700 € (ger.)
- Stadt Oberkirch: 10.200 € (ger.)

Der Beitrag der französischen Seite beläuft sich ebenfalls auf 425.000 €, wie folgt aufgeteilt zwischen der CUS und dem französischen Staat (5 % der gesamten französischen Beteiligung, unter der Bedienung eines Beitritts nach einem präfektoralen Erlass):

- französischer Staat: 21.250 €
- Stadtgemeinschaft Straßburg: 403.750 €

▪ Dépenses

Le budget de l'année 2011 doit permettre de financer :

- la rémunération du personnel du GECT Eurodistrict
- les autres dépenses de fonctionnement du Secrétariat général
- l'organisation des séances du Bureau et du Conseil du GECT
- les projets transfrontaliers jugés pertinents pour le développement du territoire de l'Eurodistrict

Le projet de budget ci-annexé est présenté selon la nomenclature M14, il est équilibré en dépenses et en recettes, ainsi qu'en fonctionnement et en investissement.

Investissement :

L'inscription des crédits suivants est proposée :

- immobilisations incorporelles
Chap. 20 : 50 000 €
- immobilisations corporelles
Chap. 21 : 60 000 €

Fonctionnement :

L'inscription des crédits suivants est proposée :

- Charges à caractère général (location des bureaux, interprétariat et traduction, documentation, frais de missions, communication, annonces presse pour les futurs recrutements...)
Chap. 011 : 327 186,17 €
- Charges de personnel
Chap. 012 : 261 000 €
- Autres charges de gestion courante (soutien aux projets transfrontaliers)
Chap. 65 : 152 313,83 €

▪ Ausgaben

Das Budget des Jahres 2011 soll folgende Ausgaben erlauben:

- Entlohnung der Mitarbeiter des EVTZ Eurodistrict
- Sonstige Funktionskosten des Generalsekretariats.
- Organisation der Sitzungen des Vorstandes und des Rates des EVTZ
- Unterstützung von grenzüberschreitenden Projekten, die für die Entwicklung des Gebietes des Eurodistrictes als sinnvoll eingestuft werden

Das hier angefügte vorläufige Budget wurde gemäß der Nomenklatur M14 erstellt. Es ist zwischen Ausgaben und Einnahmen und zwischen Vermögens- und Verwaltungshaushalt ausgeglichen.

Investitionen:

Folgende Mittelverwendung wird vorgeschlagen:

- Sachanlagen
Code 20: 50.000 €
- Immaterielle Anlagen
Code 21: 60.000 €

Betriebskosten

Folgende Mittelverwendung wird vorgeschlagen:

- Allgemeine Kosten (Miete, Dolmetscherdienste und Übersetzungen, Dokumentation, Reisekosten, Öffentlichkeitsarbeit, Presseanzeigen für zukünftige Einstellungen...)
Chap. 011 : 327.186,17 €
- Personalkosten
Code 012: 261.000 €
- Andere laufende Betriebskosten (Unterstützung von grenzüberschreitenden Projekten)
Code 65: 152.313,83 €

- **Virement à la section d'investissement**
(financement des dépenses
d'investissement).
Chap. 023 : 110 000 €

- **Überweisung an den**
Investitionshaushalt (Finanzierung der
Investitionsausgaben).
Code 023: 110.000 €

II. Proposition de résolution / Beschlussvorschlag:

Le Conseil de l'Eurodistrict a examiné le budget prévisionnel et l'adopte conformément aux documents budgétaires joints en annexe:

Der Eurodistriktrat hat den Haushaltsplan geprüft und nimmt den vorläufigen Haushalt gemäß den angehängten Dokumenten an:

- **dépenses d'investissements : 110 000 €**
- **recettes d'investissements : 0 €**
- **dépenses de fonctionnement : 850 000 €**
- **recettes de fonctionnement : 850 000 €**

- **Ausgaben Investitionen: 110.000 €**
- **Einnahmen Investitionen: 0 €**
- **Ausgaben Betriebskosten: 850.000 €**
- **Einnahmen Betriebskosten: 850.000 €**

III. Résultat des délibérations / Beratungsergebnis:

<input type="checkbox"/> Accord	<input type="checkbox"/> Zustimmung
<input type="checkbox"/> Refus	<input type="checkbox"/> Ablehnung
<input type="checkbox"/> Résolution modifiée	<input type="checkbox"/> Abweichender Beschluss

Top 3.2 Annex 1

Section Sektion	Chap Natur	Nature	Libellé nature / Bezeichnung	Montant B.P 2010 Höhe Haushaltsplan 2010	Montant B.P 2011 Höhe Haushaltsplan 2011	
DEPENSES AUSGABEN						
	001		Résultat d'investissement reporté / Übertrag Vorjahreshaushalt			
	Total 001			0,00 €	0,00 €	
	020		Dépenses imprévues / ungeplante Ausgaben			
	Total 020			0,00 €	0,00 €	
I	20	205	Conc et droits similaires, brevets licences marques procédés Rechte Patente Marken Verfahren etc	70.000,00 €	50.000,00 €	
	Total 20			70.000,00 €	50.000,00 €	
I	21	2183	Matériel de bureau et matériel informatique / Büro- und EDV Material	50.000,00 €	60.000,00 €	
I	21	2188	Autres immobilisations corporelles / andere Sachanlagen	15.000,00 €	0,00 €	
	Total 21			65.000,00 €	60.000,00 €	
Total I				135.000,00 €	110.000,00 €	
F	022	022	Dépenses imprévues / ungeplante Ausgaben			
	Total 022			0,00 €	0,00 €	
F	023	023	Virement à la section d'investissement / Übertrag zum Vermögenshausl	135.000,00 €	110.000,00 €	
	Total 023			135.000,00 €	110.000,00 €	
F	011	60632	petit matériel et outillage / Kleinmaterial	0,00 €	1.000,00 €	
F	011	6132	Locations immobilières / Mieten unbewegliche Sachen	3.900,00 €	20.448,00 €	
F	011	6135	Locations mobilières / Mieten bewegliche Sachen	0,00 €	1.000,00 €	
F	011	614	Charges locatives et de copropriété / Kosten Mieten Räume	1.100,00 €	6.000,00 €	
F	011	6156	Maintenance / Unterhaltung	500,00 €	500,00 €	
F	011	616	Primes d'assurances / Versicherungsprämien	1.500,00 €	1.500,00 €	
F	011	617	Études et recherches / Studien		15.000,00 €	
F	011	6182	Documentation générale et technique / Dokumentation	2.000,00 €	2.000,00 €	
F	011	6184	Versement à des organisme de formation / Überweisungen Weiterbildung		2.000,00 €	
F	011	6226	Honoraires / Honorare	51.000,00 €	20.000,00 €	
F	011	6228	Divers / Verschiedenes	10.000,00 €	10.000,00 €	
F	011	6231	Annonces et insertions / Anzeigen	100.000,00 €	10.000,00 €	
F	011	6232	Foires et expositions / Messepräsenz		10.000,00 €	
F	011	6236	Catalogues et imprimés / Kataloge und Drucksachen	35.000,00 €	10.000,00 €	
F	011	6238	Divers / Verschiedenes		30.000,00 €	
F	011	6251	Voyages et déplacements / Reisen	5.000,00 €	5.000,00 €	
F	011	6257	Frais de réceptions / Empfangskosten	7.000,00 €	7.000,00 €	
F	011	6261	Frais d'affranchissement / Portokosten	2.000,00 €	2.000,00 €	
F	011	6262	Frais de télécommunications / Telekommunikation	3.000,00 €	3.600,00 €	
F	011	6283	Frais de nettoyage des locaux / Reinigung der Mieträume	1.500,00 €	1.500,00 €	
X	F	011	62878	Charges diverses de gestion courante => rbt CUS / Ruckerstattung CUS		106.283,78 €
X	F	011	62878	Charges diverses de gestion courante => rbt Ortenaukreis / Ruckerstattung Ortenaukreis		62.354,39 €
	Total 011			223.500,00 €	327.188,17 €	
F	012	6218	Autres personnels extérieurs => rbt CUS / Andere Personalkosten Ruckerstattung CUS		5.700,00 €	
F	012	6331	Versement de transport / Jobtickets u a		800,00 €	
F	012	6336	Cotisation au CNFPT et CDG / Mitgliedsbeiträge CNFPT und CDG		500,00 €	
X	F	012	64111	Rémunération principale / Gehälter	53.000,00 €	180.000,00 €
F	012	64118	Autres indemnités / andere Aufwandsentschädigungen	23.000,00 €		
F	012	64131	Rémunération principal (Personnel non titulaire) / Gehälter (Aushilfskräfte)		10.000,00 €	
F	012	6451	Cotisations à l'URSSAF/ Beiträges URSSAF	23.000,00 €	48.000,00 €	
F	012	6453	Cotisations aux caisses de retraite / Beiträges Rentenkassen	15.500,00 €	31.000,00 €	
F	012	6454	Cotisation aux Assedic / Beiträges Assedic		7.000,00 €	
	Total 012			114.500,00 €	281.000,00 €	
X	F	65	6574	Subventions assoc. et pers. de droit privé / Unterstützung Projekte	377.000,00 €	152.313,83 €
	Total 65			377.000,00 €	152.313,83 €	
Total F				850.000,00 €	850.500,00 €	
Total				985.000,00 €	960.500,00 €	
RECETTES EINNAHMEN						
I	021	021	Virement section de fonctionnement / Übertrag vom Verwaltungshaushalt	135.000,00 €	110.000,00 €	
	Total 021			135.000,00 €	110.000,00 €	
	1068		Excédents de fonctionnement capitalisés / Überschüsse		0,00 €	
	Total 10			0,00 €	0,00 €	
Total I				135.000,00 €	110.000,00 €	
	002		Résultat de fonctionnement reporté / Übertrag Verwaltungshaushalt		0,00 €	
	Total 002			0,00 €	0,00 €	
F	74	74758	Autres groupements (contributions) / andere Verbände (Beiträge)	850.000,00 €	850.000,00 €	
	Total 74			850.000,00 €	850.000,00 €	
F	77	773	Mandats annulés sur exercices antérieurs / stornierte Anweisungen frühere Geschäftsjahre		500,00 €	
	Total 77			0,00 €	500,00 €	
Total F				850.000,00 €	850.500,00 €	
Total				985.000,00 €	960.500,00 €	

TOP 3.2 Annex 2

REPUBLIQUE FRANCAISE

GECT EURODISTRICT

M 14

BUDGET PRIMITIF

ANNEE 2011

S O M M A I R E

pages		Jointes	Sans objet
	BUDGET PRINCIPAL - M14		
	I. Informations générales		
p.5	B - Modalités de vote du compte administratif		
	II. Présentation générale du compte administratif		
p.7	A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser		
p.8	A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres		
p.9	A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres		
p.10	B1 - Balance générale du compte administratif – Dépenses		
p.11	B2 - Balance générale du compte administratif – Recettes		
	III. Vote du compte administratif		
p.13	A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses - Articles		
p.16	A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes - Articles		
p.18	B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses		
p.20	B2 - Section d'investissement - Détail des recettes		
Néant	B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles		
	IV. Annexes		
	A - Eléments du bilan		
	A2.1 - Etat de la dette - Dette sur emprunt - Répartition par prêteurs		X
	A2.2 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme		X
	A2.3 - Etat de la dette - Autres dettes		X
	A2.4 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par type de taux		X
	A2.5 - Etat de la dette - Répartition par nature de dettes		X
	A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement		X
	A2.7 - Etat de la dette - Instruments de couverture du risque financier		X
	A2.8 - Etat de la dette - Crédits de trésorerie		X
	A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements		X
	A4 - Etat des provisions		X
	A5 - Etalement des provisions		X
p.22	A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	X	
p.23	A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	X	
	IV. Annexes		
		Jointes	Sans objet

A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement – Fonct		X
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement – Invest.		X
A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA – Fonctionnement		X
A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA – Investissement		X
A.7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM – Fonctionnement		X
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM – Investissement		X
A8 - Etat des charges transférées		X
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers		X
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées		X
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties		X
A10.3 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code l'urbanisme) - Entrées		X
A10.4 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code l'urbanisme) - Sorties		X
B - Engagements hors bilan		
B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement		X
B1.2 - Etat des contrats de crédit-bail		X
B1.3 - Etat des contrats de partenariat public-privé		X
B1.4 - Etat des autres engagements domes		X
B1.5 - Etat des engagements reçus		X
B1.6 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions		X
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents		X
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents		X
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale		X
C - Autres éléments d'informations		
C1.1 - Etat du personnel		X
C1.2 - Actions de formation des élus		X
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier		X
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement		X
C3.2 - Liste des établissements publics créés		X
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe		X
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe		X
C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes		X
D - Décisions en matière des taux de contributions directes		
D1 - Décisions en matière de taux de contributions directes		X
D2 - Arrêtés et signatures	X	

p.24

I - INFORMATIONS GENERALES
MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I
B

I - L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement;
- au niveau du chapitre pour la section d'investissement.
- sans les chapitres "opérations d'équipement" de l'état III B 3
- sans vote formel sur chacun des chapitres.

II - En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense "opération d'équipement".

III - Les provisions sont :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recettes de la section d'investissement)

IV - La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne "Pour mémoire") s'effectue par rapport à la colonne du budget primitif - de l'exercice.

Si le présent budget est un budget supplémentaire, reporter le budget primitif et le cumul des décisions budgétaires du budget en cours.

V - Le présent budget a été voté :

- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

VUE D'ENSEMBLE

II
A1

FONCTIONNEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
VOTES	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET	850 500,00	850 500,00
+			
RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT		0,00	0,00
RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT		0,00	0,00
=			
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		850 500,00	850 500,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
VOTES	CREDITS D'INVESTISSEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068)	110 000,00	110 000,00
+			
RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT		0,00	0,00
RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT		0,00	0,00
=			
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		110 000,00	110 000,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET		960 500,00	960 500,00
-----------------	--	------------	------------

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT - CHAPITRES

II
A2

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles	VOTE	TOTAL (=RAR+vote)
011	Charges à caractère général	223 500,00	0,00	327 186,17	327 186,17	327 186,17
012	Charges de personnel et frais assimilés	114 500,00	0,00	261 000,00	261 000,00	261 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	377 000,00	0,00	152 313,83	152 313,83	152 313,83
656	Secours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses de gestion courante	715 000,00	0,00	740 500,00	740 500,00	740 500,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles de fonctionnement	715 000,00	0,00	740 500,00	740 500,00	740 500,00
023	Virement à la section d'investissement	135 000,00	0,00	110 000,00	110 000,00	110 000,00
042	Opé. d'ordre de transferts entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opé. d'ordre à l'intérieur de la section fonct.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	135 000,00	0,00	110 000,00	110 000,00	110 000,00
	TOTAL	850 000,00	0,00	850 500,00	850 500,00	850 500,00
D 002	RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00				0,00
	TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	850 000,00				850 500,00

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles	VOTE	TOTAL (=RAR+vote)
013	Atténuation de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine et ventes...	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	850 000,00	0,00	850 000,00	850 000,00	850 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes de gestion courante	850 000,00	0,00	850 000,00	850 000,00	850 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	500,00	500,00	500,00
78	Reprises sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles de fonctionnement	850 000,00	0,00	850 500,00	850 500,00	850 500,00
042	Opé. d'ordre de transferts entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opé. d'ordre à l'intérieur de la section fonct.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'ordre de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	850 000,00	0,00	850 500,00	850 500,00	850 500,00
R 002	RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00				0,00
	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	850 000,00				850 500,00

Pour information

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DEGAGE AU
PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

110 000,00

Il s'agit, pour un budget vote en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement qui viennent financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES

II
A3

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles	VOTE	TOTAL (=RAR+vote)
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Immobilisations incorporelles (hors 204)	70 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00
204	Subventions d'équipements versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	65 000,00	0,00	60 000,00	60 000,00	60 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	135 000,00	0,00	110 000,00	110 000,00	110 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation...	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Particip. créances rattachées à des particip.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Depenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45...1	Total des opér. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Total des dépenses réelles d'investissement	135 000,00	0,00	110 000,00	110 000,00	110 000,00
041	<i>Opé. d'ordre de transferts entre sections</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
	<i>Opérations patrimoniales</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	135 000,00	0,00	110 000,00	110 000,00	110 000,00
	TOTAL	0,00				0,00

D 001 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES

RECETTES D'INVESTISSEMENT

TOTAL (=RAR+vote)

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles	VOTE	TOTAL (=RAR+vote)
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Immobilisations incorporelles (hors 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipements versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonct. capitalisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions d'investissement non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation...	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
29	Particip. créances rattachées à des particip.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45...2	Total des opér. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	<i>Virement de la section de fonctionnement</i>	<i>135 000,00</i>	<i>0,00</i>	<i>110 000,00</i>	<i>110 000,00</i>	<i>110 000,00</i>
040	<i>Opé. d'ordre de transferts entre sections</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
	Total des recettes d'ordre d'investissement	135 000,00	0,00	110 000,00	110 000,00	110 000,00
	TOTAL	135 000,00	0,00	110 000,00	110 000,00	110 000,00

R 001 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES

Pour information

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DEGAGE PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement qui viennent financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

110 000,00

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
BALANCE GENERALE DU BUDGET

B1

1 - DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles	Opérations d'ordre	TOTAL
011	Charges à caractère général	327 186,17	0,00	327 186,17
012	Charges de personnel et frais assimilés	261 000,00		261 000,00
014	Atténuation de produits	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	152 313,83	0,00	152 313,83
656	Secours	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00		0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00		0,00
68	Dotations aux amortissements et provisions	0,00		0,00
71	Production stockée (ou déstockage)	0,00		0,00
022	Depenses imprévues	0,00		0,00
023	Versement à la section d'investissement		110 000,00	110 000,00
Dépenses de fonctionnement - Total		740 500,00	110 000,00	110 000,00
				+
				850 500,00

	D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	TOTAL
			0,00
			=
			850 500,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles	Opérations d'ordre	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges		0,00	0,00
16	Rembt. d'emprunts (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation	0,00	0,00	0,00
19	Différences sur réalisations d'immobilisations		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	50 000,00	0,00	50 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	60 000,00	0,00	60 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours	0,00		0,00
26	Partic. et créances rattachées à des partic.	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00		0,00
28	Amortissements des immobilisations (reprise)		0,00	0,00
29	Provisions pour dépréciation des immobilisations		0,00	0,00
39	Provisions pour dépréciation des stocks et en-cours		0,00	0,00
45...1	Total des opérations pour compte de tiers	0,00		0,00
481	Charges à répartir sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Provisions pour dépréciation des comptes de tiers		0,00	0,00
59	Prov. pour dépréciation des comptes financiers		0,00	0,00
3..	Stocks	0,00		0,00
020	Depenses imprévues	0,00		0,00
Dépenses d'investissement - Total		110 000,00	0,00	110 000,00

	D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIVE REPORTE OU ANTICIPE	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	TOTAL
			0,00
			=
			110 000,00

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE DU BUDGET

II
B2

2 - RECETTES (du présent budget + Restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles	Opérations d'ordre	TOTAL
013	Atténuation de charges	0,00	0,00	0,00
60	Achats et variation des stocks	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, et ventes diverses	0,00	0,00	0,00
71	Production stockée (ou déstockage)	0,00	0,00	0,00
72	Travaux en régie	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	850 000,00	0,00	850 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	500,00	0,00	500,00
78	Reprises sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges	0,00	0,00	0,00
	Recettes de fonctionnement - Total	850 500,00	0,00	850 500,00

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	850 500,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles	Opérations d'ordre	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budg.)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation	0,00	0,00	0,00
19	Différences sur réalisations d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Partic. et créances rattachées à des partic.	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissements des immobilisations	0,00	0,00	0,00
29	Provisions pour dépréciation des immobilisations	0,00	0,00	0,00
39	Provisions pour dépréciation des stocks et en-cours	0,00	0,00	0,00
45...2	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir sur plusieurs exercices	0,00	0,00	0,00
49	Provisions pour dépréciation des comptes de tiers	0,00	0,00	0,00
59	Prov. pour dépréciation des comptes financiers	0,00	0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00	110 000,00	110 000,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
	Recettes d'investissement - Total	0,00	110 000,00	110 000,00

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	110 000,00

III - VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES

Chap/ art.	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Propositions nouvelles du Président	Vote du Groupement
011	Charges à caractère général	223 500,00	327 186,17	327 186,17
60632	petit matériel et outillage	0,00	1 000,00	1 000,00
6132	Locations immobilières	3 900,00	20 448,00	20 448,00
6135	Locations mobilières	0,00	1 000,00	1 000,00
614	Charges locatives et de copropriété	1 100,00	6 000,00	6 000,00
6156	Maintenance	500,00	500,00	500,00
616	Primes d'assurances	1 500,00	1 500,00	1 500,00
617	ETUDES ET RECHERCHES	0,00	15 000,00	15 000,00
6182	Documentation générale et technique	2 000,00	2 000,00	2 000,00
6184	Versement à des organismes de formation	0,00	2 000,00	2 000,00
6226	Honoraires	51 000,00	20 000,00	20 000,00
6228	Divers	10 000,00	10 000,00	10 000,00
6231	Annonces et insertions	100 000,00	10 000,00	10 000,00
6232	FETES ET CEREMONIES	0,00	10 000,00	10 000,00
6236	Catalogues et imprimés	35 000,00	10 000,00	10 000,00
6238	DIVERS	0,00	30 000,00	30 000,00
6251	Voyages et déplacements	5 000,00	5 000,00	5 000,00
6257	Frais de receptions	7 000,00	7 000,00	7 000,00
6261	Frais d'affranchissement	2 000,00	2 000,00	2 000,00
6262	Frais de telecommunications	3 000,00	3 600,00	3 600,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	1 500,00	1 500,00	1 500,00
62878	Remboursements de frais à d'autres organismes	0,00	168 638,17	168 638,17
012	Charges de personnel et frais assimilés	114 500,00	261 000,00	261 000,00
6218	Autres personnels extérieurs	0,00	5 700,00	5 700,00
6331	Versement de transport	0,00	800,00	800,00
6336	Cotisations au CNFPT et au Centre de Gestion	0,00	500,00	500,00
64111	Rémunération principale	53 000,00	160 000,00	160 000,00
64118	Autres indemnités	23 000,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	0,00	10 000,00	10 000,00
6451	Cotisations à l'URSSAF	23 000,00	46 000,00	46 000,00
6453	Cotisations aux caisses de retraite	15 500,00	31 000,00	31 000,00

III - VOTE DU BUDGET
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES

Chap/ art.	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Propositions nouvelles du Président	Vote du Groupement
6454	Cotisations ASSEDIC	0,00	7 000,00	7 000,00
014	Atténuation de produits	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courantes	377 000,00	152 313,83	152 313,83
6574	Subventions aux associations et autres pers. de droit privé	377 000,00	152 313,83	152 313,83
656	Secours	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES		715 000,00	740 500,00	740 500,00
(A) = (011+012+014+65+656)				

III
A1

III - VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES

Chap/ art.	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Propositions nouvelles du Président	Vote du Groupement
66	Charges financières (b)	0,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE Calcul du 66112 Montant des ICNE de l'exercice = Montant de l'exercice N-1 =	0,00 0,00	0,00 0,00	0,00 0,00
67	Charges exceptionnelles (c)	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions (d) (6)	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (e)	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES DEPENSES REELLES = (a)+(b)+(c)+(d)+(e)	715 000,00	740 500,00	740 500,00
023	Virtement à la section d'investissement	135 000,00	110 000,00	110 000,00
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	135 000,00	110 000,00	110 000,00
043	Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonct.	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE	135 000,00	110 000,00	110 000,00
	TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	850 000,00	850 500,00	850 500,00
	RESTES A REALISER N-1			+
	D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00		+ 0,00
	TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	850 000,00		= 850 500,00

III - VOTE DU BUDGET
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES RECETTES

III
A2

Art.	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Propositions nouvelles du Président	Vote du Groupement
013	Atténuation de charges	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine et ventes...	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	850 000,00	850 000,00	850 000,00
74758	Autres groupements	850 000,00	850 000,00	850 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES		850 000,00	850 000,00	850 000,00
(a) = (70+73+74+75+013)		850 000,00	850 000,00	850 000,00

III - VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES RECETTES

Art.	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Propositions nouvelles du Président	Vote du Groupement
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00
7621	Intérêts encaissés à l'échéance	0,00	0,00	0,00
7622	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00
	Calcul du 7622	0,00	0,00	0,00
	Montant des ICNE de l'exercice =			
	Montant de l'exercice N-1 =	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	0,00	500,00	500,00
773	MANDATS ANNULÉS SUR EXERCICES ANTERIEURS	0,00	500,00	500,00
78	Reprises sur amortissements et provisions (d)	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges (e)	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
	TOTAL RECETTES REELLES = A+B+C+D+E	850 000,00	850 500,00	850 500,00
042	<i>Opérations d'ordre de transfert entre sections</i>	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
043	<i>Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonct.</i>	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	850 000,00	850 500,00	850 500,00
	RESTES A REALISER N-1			0,00
	R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00		0,00
	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	850 000,00	850 500,00	850 500,00

III - VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES

Chap/ art.	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Propositions nouvelles du Président	Vote du Groupement
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	70 000,00	50 000,00	50 000,00
205	Conc et droits similaires, brevets licences marques procédés	70 000,00	50 000,00	50 000,00
204	Subventions d'équipements versées	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	65 000,00	60 000,00	60 000,00
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	50 000,00	60 000,00	60 000,00
2188	Autres immobilisations corporelles	15 000,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
	Opérations d'équipement n°	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	135 000,00	110 000,00	110 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation à...	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	0,00	0,00	0,00
45...1	Opérations pour compte de tiers n°	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DEPENSES REELLES DE L'EXERCICE	135 000,00	110 000,00	110 000,00

III - VOTE DU BUDGET
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES

Chap/ art.	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Propositions nouvelles du Président	Vote du Groupement
040	<i>Opérations d'ordre de transfert entre sections</i>	0,00	0,00	0,00
	<i>Reprises sur autofinancement antérieur</i>	0,00	0,00	0,00
	<i>Charges transférées</i>	0,00	0,00	0,00
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	135 000,00	110 000,00	110 000,00
	RESTES A REALISER N-1			0,00
	D 001 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00		0,00
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	135 000,00		110 000,00

III
B1

III - VOTE DU BUDGET SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES

Chap/ art.	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Propositions nouvelles	Vote
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opération)	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions d'investissement non transf.	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation à...	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	0,00	0,00	0,00
45...2	Opérations pour compte de tiers n°			
		0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00
	TOTAL RECETTES REELLES DE L'EXERCICE	0,00	0,00	0,00

III
B2

III - VOTE DU BUDGET
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES

Chap/ art.	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Propositions nouvelles du Président	Vote du Groupement
021	Virement de la section de fonctionnement	135 000,00	110 000,00	110 000,00
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		135 000,00	110 000,00	110 000,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		135 000,00	110 000,00	110 000,00
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		135 000,00	110 000,00	110 000,00
RESTES A REALISER N-1				0,00
R 001 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE		0,00		0,00
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES		135 000,00		110 000,00

IV - ANNEXES
ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - DEPENSES

IV
A6.1

A6.1 - DETAIL DES DEPENSES

Art. (1)	Libellé (1)	Pour mémoire		Vote du Groupement
		Budget précédent	Restes à réaliser	
	DEPENSES TOTALES (I) = A+B+C+D	0,00	0,00	I 0,00
	HORS CHARGES TRANSFEREES II = A+B+C	0,00	0,00	II 0,00
16	Emprunts et dettes assimilées hors 16449 et 166 (A)	0,00	0,00	0,00
	Autres dépenses financières (sous-total) (B)	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	<i>Transferts entre sections = C+D</i>	0,00		0,00
	<i>Reprises sur autofinancement antérieur : (C)</i>	0,00		0,00
	<i>Charges transférées (D) = E+F+G</i>	0,00		0,00
	<i>Travaux en régie (E)</i>	0,00		0,00
	<i>Charges à répartir sur plusieurs exercices (F)</i>	0,00		0,00
	<i>Stocks (G)</i>	0,00		0,00
	Op. de l'exercice	Solde d'exécution	CUMUL	

IV - ANNEXES
ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - RECETTES

IV
A6.2

A6.2 - DETAIL DES RECETTES

Art.	Libellé	Pour mémoire		Vote du Groupement
		Budget précédent	Restes à réaliser	
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a+b+c+d				
	Ressources propres externes (a)	135 000,00	0,00	III 110 000,00
	Autres recettes financières (b)	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions d'investissement non transférables	0,00	0,00	0,00
<i>Transférés entre sections (c)</i>		0,00	0,00	0,00
021	<i>Virement de la section de fonct. (d)</i>	135 000,00		110 000,00
Recettes		110 000,00		110 000,00
Op. de l'exercice				
	Déficit (I)-(III)		Excédent (III)-(I)	Resultat hors charges transférées = III-II
Solde des op. financières			110 000,00	110 000,00
Montant				
Dépenses financières (IV)				0,00
Recettes financières (V)				110 000,00
Solde (recettes-dépenses)				110 000,00
Solde net hors créances sur autres collectivités publiques (c/2763) et charges transférées (D)				110 000,00

D2 – ARRETE - SIGNATURES

Présenté par le Président

A Strasbourg, le

Le Président

Nombre de membres en exercice.....

Nombre de membres présents.....

Nombre de suffrages exprimés.....

VOTES : Pour.....

Contre.....

Abstentions.....

Date de convocation :/...../.....

Délibéré par le groupement réuni en session

A Strasbourg, le

Les membres du groupement

Certifié exécutoire par le Président, compte tenu de la transmission en préfecture, le,
et de la publication le

A Strasbourg, le.....

Top 3.2 Annex 3 Compte administratif 2010

Section d'investissement	
Dépenses (D)	Recettes (R)
Total mandaté/ titré - compte 001	0,00
26.212,30	0,00
Soide d'exécution (R) - (D) (1)	
-26.212,30	
Résultat antérieur reporté (2)	
0,00	
Besoin de financement (R) - (D)	
-26.212,30	

inscription sur 001

Section de fonctionnement	
Dépenses (D)	Recettes (R)
64.941,55	850.000,00
Résultat de l'exercice (R) - (D)	
785.058,45	
Résultat antérieur reporté	
0,00	
Résultat cumulé	
785.058,45	

Total recette sauf 002

inscriptionsur 002

Budget primitif 2011

Section d'investissement			
Dépenses		Recettes	
Résultat d'inv. reporté (001)	26.212,30	Excédents de fonc. capitalisés (1068)	45.000,00
Dépenses imprévues (020)	3.787,70	Emprunts	0,00
Dépenses nouvelles s/205	50.000,00	Virement de la section de fonctionnement (021)	85.000,00
Dépenses nouvelles s/2183	50.000,00	Recettes nouvelles	
Total	130.000,00	Total	130.000,00

Section de fonctionnement			
Dépenses		Recettes	
Dépenses imprévues (022)	78.113,83	Résultat de fonc. Reporté (002)	740.058,45
Virement à la section d'investissement (023)	85.000,00	Recettes nouvelles	
011 -	163.548,00	74758 - Contributions	850.000,00
012 -	254.000,00	773 - Mandats annulés	4.941,55
6574 -	402.452,00		
6574 - subv pour équilibre	437.548,00		
Dépenses nouvelles (rbts vacataires CUS - 6218)	5.700,00		
Dépenses nouvelles (rbts dépenses Ortenaukreiss - 658)	62.354,39		
Dépenses nouvelles (rbts dépenses CUS - 658)	106.283,78		
Total	1.595.000,00	Total	1.595.000,00

Résultat à affecter
785.058,45

Affectation du résultat

Données du BP2011

Données du BP2011
non incluses dans les
ddes de M. OBRECHT

Solde en fonc.

Document de séance n° 1 / 3.3 / 2011

Vorlage Nr. 1 / 3.3 / 2011

Rapporteur / Berichterstatter:

Dr. Marcus Obrecht

Séance du Conseil de l'Eurodistrict Sitzung des Eurodistriktrates 1 / 2011	Date de la séance / Sitzungstag 28.03.2011
--	--

Point n° 3.3 de l'ordre du jour / Punkt 3.3 der Tagesordnung

Objet / Betreff: Approbation du compte de gestion 2010 / Annahme des Compte de gestion 2010

Le Receveur des finances a présenté le compte de gestion de l'exercice 2010 de l'Eurodistrict. Le compte de gestion est l'ensemble des documents justifiant et résumant la totalité des opérations exécutées, sous sa responsabilité, par un comptable public dans le cadre de sa gestion financière d'une collectivité locale.

Ces documents ont été comparés avec les documents comptables tenus par l'ordonnateur.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil
après en avoir délibéré,*

*Vu les comptes rendus par M Bernard
MARKOWNA, Receveur des finances, de
ses recettes et dépenses du 1^{er} janvier au
31 décembre 2010,*

*Vu le budget primitif de 2010,
constate*

*statuant sur les opérations de l'exercice
2010, sauf le règlement et l'apurement par
le juge des comptes, que les opérations
effectuées pendant la gestion 2010 se
présentent comme suit*

Der Kämmerer präsentierte den *Compte de gestion 2010* des Eurodistrikts. Der *Compte de gestion* stellt die Gesamtheit der Nachweise sowie eine Aufstellung aller in seiner Verantwortung durchgeführten Transaktionen dar. Sie werden durch einen öffentlichen Buchhalter im Rahmen des Finanzmanagements einer Gebietskörperschaft erstellt.

Diese Dokumente wurden mit der vom Anweisungsbefugten geführten Buchhaltung verglichen.

Daher möchte ich Sie bitten, nachfolgenden Beschlussentwurf anzunehmen.

Nach Beratung

*angesichts des von Herrn Bernard
MARKOWNA, Kämmerer, vorgelegten
Haushaltes über seine Einnahmen und
Ausgaben vom 1. Januar bis 31. Dezember
2010*

*angesichts des Haushaltplans 2010
trifft der Rat folgende Feststellung:*

*in der Beschlussfassung über die
Transaktionen des Geschäftsjahres 2010,
vorbehaltlich der Regulierung und
Bereinigung der Rechnung durch die
oberste Kontrollinstanz, den „Juge des
comptes“ dass sich aus der Buchhaltung
folgendes ergibt*

Compte de l'Eurodistrict : / Betriebsrechnung des Eurodistrikts:

Section d'investissement / Budgetabschnitt Vermögenshaushalt

	Dépenses / Ausgaben	Recettes / Einnahmen
Mandats émis : / Getätigte Anweisungen:	26 212,30	0,00
		Résultat de l'exercice : / Ergebnis des Geschäftsjahres:
		-26 212,30

Section de fonctionnement / Budgetabschnitt Verwaltungshaushalt

	Dépenses / Ausgaben	Recettes / Einnahmen
Mandats émis : / Getätigte Anweisungen:	63 403,12	850 000,00
		Résultat de l'exercice : / Ergebnis des Geschäftsjahres:
		786 596,88

2

Résultat des délibérations / Beratungsergebnis:

<input type="checkbox"/> Accord	<input type="checkbox"/> Zustimmung
<input type="checkbox"/> Refus	<input type="checkbox"/> Ablehnung
<input type="checkbox"/> Résolution modifiée	<input type="checkbox"/> Abweichender Beschluss

067058

R.F. STRASBOURG MUNICIPALE ET CO

50000 GECT EURODISTRICT STBG ORTENAU

ORIGINE DOCUMENT : vp/laadt-ep

Libellé du poste comptable : R.F. STRASBOURG MUNIC
 Budget collectivité GECT EURODISTRICT STBG ORTEN
 Fibre : Edition Partielle : 0
 Fibre : Edition Provisoire : 0
 Fibre : A Viser : 1
 Fibre : Edition destinée au CDG sur chiffre étend

TRÉSOR PUBLIC

IDENTIFIANT BUDGET 50000

R.F. STRASBOURG MUNICIPALE ET COM.URB

N° de SIRET 20002417200013

N° CODIQUE 067058

Date d'édition : 23/02/2011

**GECT EURODISTRICT STBG ORTENA
BUDGET PRINCIPAL
COMPTE DE GESTION
EXERCICE 2010**

PRÉSENTÉ À

PAR LE(S) COMPTABLE(S)

AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION

La Chambre régionale des comptes

M Bernard MARKOWNA

DU 01/01/2010 AU 31/02/2011



067058

R F STRASBOURG MUNICIPALE ET CO

Date d'édition : 23-02-2011

N 156.009.046

Population : 100000

Nomenclature M14 sup.egal 10000h

Vote par Nature avec ref. fonct.

Exercice 2010

SOMMAIRE

PAGES

1ERE PARTIE : Situation patrimoniale	3
1 Bilan synthétique	4
2 Bilan	5
3 Compte de résultat synthétique	13
4 Comptes de résultat	14
5 Annexe	18
Etats des opérations pour compte de tiers	19
2EME PARTIE : Exécution budgétaire	21
1 Résultats budgétaires de l'exercice	22
2 Résultats d'exécution	23
3 Etat de consommation des crédits	24
4 Etat de réalisation des opérations	28
3EME PARTIE : Comptabilité des deniers et valeurs	32
1 Balance des comptes	33
2 Situation des valeurs inactives	37
4EME PARTIE : Présentation croisée nature/fonction	38
5EME PARTIE : Page des signatures	50

SITUATION PATRIMONIALE

50000 - GECT EURODISTRICT STBG ORTENAU

BILAN SYNTHÉTIQUE

En milliers d'Euros

ACTIF NET (1)	Total	PASSIF	Total
Immobilisations incorporelles (nettes)	26,21		
Terrains	0,00	Dotations	0,00
Constructions	0,00	Fonds globalisés	0,00
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers	0,00	Réserves	0,00
Immobilisations corporelles en cours	0,00	Différences sur réalisations d'immobilisations	0,00
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	Report à nouveau	0,00
Autres immobilisations corporelles	0,00	Résultat de l'exercice	0,00
Total immobilisations corporelles (nettes)	0,00	Subventions transférables	0,00
Immobilisations financières	0,00	Subventions non transférables	0,00
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ	26,22	Droits de l'affectant, du concédant, de l'affermant et du retenant	0,00
		Autres fonds propres	0,00
Stocks	0,00	TOTAL FONDS PROPRES	0,00
Créances	425,00	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	0,00
Valeurs mobilières de placement	0,00	Dettes financières à long terme	0,00
Disponibilités	410,41	Fournisseurs (2)	75,03
Autres actifs circulants	0,00	Autres dettes à court terme	0,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT	835,41	Total dettes à court terme	75,03
Comptes de régularisations	0,00	TOTAL DETTES	75,03
		Comptes de régularisations	0,00
TOTAL ACTIF	861,63	TOTAL PASSIF	861,63

(1) Déduction faite des amortissements et provisions

(2) Y compris amortis émis pendant la journée complémentaire et répétés sur l'exercice N+1

50000 - GECT EURODISTRICT STBG ORTENAU

BILAN (en Euros)

	ACTIF	EXERCICE N			EXERCICE N-1
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	
	Subventions d'équipement				
	Autres immobilisations incorporelles	26 212,30	0,00	26 212,30	0,00
	Immobilisations incorporelles en cours				
ACTIF	Terrains en toute propriété				
	Constructions en toute propriété				
	Construit sur autres en toute propriété				
	Réseaux installés autres réseaux divers				
IMMOBILISE	Collections et œuvres d'art				
	Autres immobilisations corporelles				
	Immobilisations corporelles en cours				
	Immo affecté à service non personnalisé				
	Immo en cours affecté à despo immo aff				
	Terrains reçus au titre mise à disposit				
	Contrat reç au titre mise à disposition				
	Contrat sol autres au titre mise à dispo				
	Réseaux installés autres réseaux divers				
	Autres immobilisations corporelles				
	Terrains reçus au titre affectation				
	MONTANT A REPORTER	26 212,30	0,00	26 212,30	0,00

COMPTE DE RÉSULTAT SYNTHÉTIQUE

En milliers d' Euros

POSTES	EXERCICEN	EXERCICEN -1
Impôts et taxes perçus		
Dotations et subventions reçues	850,00	0,00
Produits des services		
Autres produits		
Transfert de charges		
Produits courants non financiers	850,00	0,00
Traitements, salaires, charges sociales		
Achats et charges externes	61,40	0,00
Participations et interventions		
Dotations aux amortissements et provisions		
Autres charges		
Charges courantes non financières	61,40	0,00
RESULTAT COURANT NON FINANCIER	788,60	0,00
Produits courants financiers		
Charges courantes financières		
RESULTAT COURANT FINANCIER		
RESULTAT COURANT	788,60	0,00
Produits exceptionnels		
Charges exceptionnelles		
RESULTAT EXCEPTIONNEL		
IMPOTS SUR LES BENEFICES		
RESULTAT DE L'EXERCICE	788,60	0,00



067058

R.F. STRASBOURG MUNICIPALE ET CO

50000 - GECTEURODISTRICTSTBG ORTENAU

COMpte DE RESULTAT 2010

	POSTES	EXERCICE N	EXERCICE N-1
	PROFITS COURANTS NON FINANCIERS		
	Impôts locaux		
	Autres impôts et taxes		
	Produit services (dépense ventes diverses)		
	Produits stockés		
	Travaux en régie		
	Report sur amortissements et provisions		
	Transferts de charges		
	Autres produits		
	Dotations de l'Etat		
	Subventions et participations	850 000,00	
	Autres attributions (participation/compta)		
	TOTAL	850 000,00	
	CHARGES COURANTES NON FINANCIERS		
	Traitements et salaires		
	Charges sociales		
	Achats et charges courtes	48 421,10	
	Impôts et taxes		
	Dotations aux amortissements (sur stocks)		
	Dotations aux amortissements (sur charges à répartir)		

58000 - GECT EURDISTRICTSIBG ORENAU

COMpte DE RESULTAT 2010

POSTES	EXERCICE N	EXERCICE N-1
Dotations aux provisions		
Autres charges		
Dotations et participations		
Subventions		
TOTAL II	63 801,12	
1-RESULTAT FEMPT DITATREMI (II)	788 899,88	
PROFITS COURANTS EN-AMTTERS		
Valeurs mobilières et créances de court-terme		
Autres sociétés et produits similaires		
Cours de change		
Produit net sur régime de VMP		
Reprises sur provisions		
Embiements de charges		
TOTAL III		
CHARGES COURANTES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées		
Pertes de change		
Charges nettes sur cession de VMP		
Dotations aux amortissements et provisions		
TOTAL IV		

50000 - GECT EURODISTRICTSIBG ORTINAL
COMPTE DE RESULTAT 2010

POSTES	EXERCICE N	EXERCICE N-1
2 - RESULTAT FINANCIER (III-IV)		
3 - RESULTAT GLOBAL (I-IV)	110.376,88	
PRODUIES EXCEPTIONNELLES		
Produits except op position - Subventions		
Prod except op position - Autres opérations		
Produits des cessions d'immobilisations		
Différentiel négatif ou positif résultant		
Prod except op capital - Autres opérations		
Reprises sur provisions		
Transferts de charges		
TOTAL 3		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges except op position - Subventions		
Charges except op position - Autres opérations		
Valeur imputable des immobilisations		
Différentiel positif ou négatif investis		
Charges except op capital - Autres opérations		
Dotations aux amortissements et provisions		
TOTAL 4		
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		



50000 GECT EURODISTRICT STBG ORTENAU

PAGE DE SIGNATURES

Vu et certifié par le comptable supérieur qu'il déclare que le présent compte est exact en ses résultats.



STRASBOURG le 01 MARS 2011

Le Directeur Régional des Finances Publiques
par procuration

Claude SCHAELE
Inspecteur des finances publiques

Le comptable affirme, en outre et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de GECT EURODISTRICT STBG ORTENAU pendant l'année 2010 et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

A Strasbourg

le 01 Mars 2011

Claude Schaele
Le Directeur des Finances Publiques

Vu par

émis est conforme aux écritures de sa comptabilité administrative, a été voté le par l'organe délibérant

A

le

Document de séance n° 1 / 3.4 / 2011
Vorlage Nr. 1 / 3.4 / 2011
Rapporteur / Berichterstatter:
Dr. Marcus Obrecht

Séance du Conseil de l'Eurodistrict Sitzung des Eurodistriktrates 1 / 2011	Date de la séance / Sitzungstag 28.03.2011
--	--

Point n° 3.4 de l'ordre du jour / Punkt 3.4 der Tagesordnung

**Objet / Betreff: Approbation du compte administratif pour l'exercice 2010 / Annahme
des Compte administratif 2010**

Alors que le *compte de gestion* retrace les opérations (dépenses et recettes) effectuées par le comptable public, le compte administratif reprend l'ensemble des opérations (mandats et titres) réalisées par l'ordonnateur (le président de l'Eurodistrict).

Je vous sou mets, à des fins d'approbation, le compte administratif de l'Eurodistrict pour l'exercice 2010. Cette année, il a été clôturé avec un excédent global de **760 384,58 €**. Cet excédent est composé, d'une part de l'excédent de la section de fonctionnement, qui s'élève à 786 596,88 €, et du besoin de financement de la section d'investissement, d'un montant de 26 212,30 €.

Ce document a été établi sur la base des budgets et des pièces comptables de l'ordonnateur. Les résultats sont conformes au compte de gestion présenté par le Receveur des finances. Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve le compte administratif de l'Eurodistrict pour l'exercice 2010 tel que figurant aux documents budgétaires joints en annexe et dont les résultats se présentent comme suit :

Während der *Compte de gestion* die vom öffentlichen Buchhalter getätigten Transaktionen darlegt (Ausgaben und Einnahmen), weist der *Compte administratif* sämtliche Transaktionen (Anweisungen und Titel) aus, die vom Anweisungsbefugten (dem Vorsitzenden des Eurodistrikts) vorgenommen worden sind.

Hiermit präsentiere ich Ihnen zwecks Annahme den *Compte administratif* des Eurodistrikts für das Geschäftsjahr 2010. Dieses Geschäftsjahr wurde mit einem Gesamtüberschuss von **760.384,58 €** abgeschlossen. Dieser Überschuss gliedert sich einerseits in einen Überschuss aus dem Verwaltungshaushalt in Höhe von 786 596,88 € und in einen Finanzierungsbedarf des Vermögenshaushalts in Höhe von 26.212,30 €.

Das vorliegende Dokument wurde anhand des Haushalts und der Buchhaltungsunterlagen des Anweisungsbefugten erstellt. Die Ergebnisse entsprechen dem vom (staatlichen) Kämmerer präsentierten *Compte de gestion*. Daher möchte ich Sie bitten, nachfolgenden Beschlussentwurf anzunehmen:

Nach Beratung ratifiziert der Rat den *Compte administratif des Eurodistrikts für das Geschäftsjahr 2010 nach den im Anhang beigefügten Haushaltsunterlagen und dies mit folgenden Ergebnissen:*

**Section de fonctionnement – Dépenses / Budgetabschnitt Verwaltungshaushalt
- Ausgaben**

Chapitre/ Kapitel	Libellé chapitre / Kapitelbezeichnung	Mt. Mdt - Titre total Comptabilisé / Anweisungsbetrag - Verbuchter Gesamtbetrag des Budgetabschnittes
011	Charges à caractère général / Allgemeine Ausgaben	63 403,12

**Section de fonctionnement – Recettes / Budgetabschnitt Verwaltungshaushalt
– Einnahmen**

Chapitre/ Kapitel	Libellé chapitre / Kapitelbezeichnung	Mt. Mdt - Titre total Comptabilisé / Anweisungsbetrag - verbuchter Gesamtbetrag des Budgetabschnittes
074	Dotations et Participations / Zuweisungen und Beteiligungen	850 000,00

Résultat / Ergebnis

Résultat de l'exercice / Ergebnis des Geschäftsjahres **786 596, 88 €**

2

**Section d'investissement – Dépenses / Budgetabschnitt Vermögenshaushalt –
Ausgaben**

Chapitre/ Kapitel	Libellé chapitre / Kapitelbezeichnung	Mt. Mdt - Titre total Comptabilisé / Anweisungsbetrag - Verbuchter Gesamtbetrag des Budgetabschnittes
20	Immobilisations incorporelles / Immaterielles Anlagevermögen	26 212,30

Résultat / Ergebnis

Résultat de l'exercice / Ergebnis des Geschäftsjahres **- 26 212,30 €**

Résultat des délibérations / Beratungsergebnis:

<input type="checkbox"/> Accord	<input type="checkbox"/> Zustimmung
<input type="checkbox"/> Refus	<input type="checkbox"/> Ablehnung
<input type="checkbox"/> Résolution modifiée	<input type="checkbox"/> Abweichender Beschluss

Top 3.4 Annex 1 Compte administratif

REPUBLIQUE FRANCAISE

GECT EURODISTRICT

M 14

COMPTE ADMINISTRATIF

2010



S O M M A I R E

pages		Jointes	Sans objet
	BUDGET PRINCIPAL - M14		
	I. Informations générales		
p. 5	B - Modalités de vote du compte administratif		
	II. Présentation générale du compte administratif		
p. 7	A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser		
p. 8	A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres		
p. 9	A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres		
p. 10	B1 - Balance générale du compte administratif – Dépenses		
p. 11	B2 - Balance générale du compte administratif – Recettes		
	III. Vote du compte administratif		
p. 12	A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses - Articles		
p. 14	A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes - Articles		
p. 16	B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses		
p. 18	B2 - Section d'investissement - Détail des recettes		
Néant	B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles		
	IV. Annexes		
	A - Eléments du bilan		
	A2.1 - Etat de la dette - Dette sur emprunt - Répartition par prêteurs		X
	A2.2 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme		X
	A2.3 - Etat de la dette - Autres dettes		X
	A2.4 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par type de taux		X
	A2.5 - Etat de la dette - Répartition par nature de dettes		X
	A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement		X
	A2.7 - Etat de la dette - Instruments de couverture du risque financier		X
	A2.8 - Etat de la dette - Crédits de trésorerie		X
	A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements		X
	A4 - Etat des provisions		X
	A5 - Etalement des provisions		X
p. 20	A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	X	
p. 21	A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	X	

	IV. Annexes	Jointes	Sans objet
	A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement – Fonct.		X
	A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement – Invest		X
	A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA – Fonctionnement		X
	A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA – Investissement		X
	A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM – Fonctionnement		X
	A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM – Investissement		X
	A8 - Etat des charges transférées		X
	A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers		X
	A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées		X
	A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties		X
	A10.3 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code l'urbanisme) - Entrées		X
	A10.4 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code l'urbanisme) - Sorties		X
	B - Engagements hors bilan		
	B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement		X
	B1.2 - Etat des contrats de crédit-bail		X
	B1.3 - Etat des contrats de partenariat public-privé		X
	B1.4 - Etat des autres engagements donnés		X
	B1.5 - Etat des engagements reçus		X
	B1.6 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions		X
	B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents		X
	B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents		X
	B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale		X
	C - Autres éléments d'informations		
	C1.1 - Etat du personnel		X
	C1.2 - Actions de formation des élus		X
	C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier		X
	C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement		X
	C3.2 - Liste des établissements publics créés		X
	C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe		X
	C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe		X
	C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes		X
	D - Décisions en matière des taux de contributions directes		
	D1 - Décisions en matière de taux de contributions directes		X
	D2 - Arrêtés et signatures	X	

p.22

I - INFORMATIONS GENERALES	
MODALITES DE VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	
	I
	B

POUR MEMOIRE

I - L'assemblée délibérante a voté le présent budget :

- au niveau du chapitre
- au niveau du chapitre
- sans les chapitres "opérations d'équipement" de l'état III B 3
- sans vote formel sur chacun des chapitres.

pour la section de fonctionnement;
pour la section d'investissement.

II - En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense "opération d'équipement".

III - Les provisions sont :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recettes de la section d'investissement)

IV - La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne "Pour mémoire") s'effectue par rapport à la colonne du budget cumulé de l'exercice précédent

V - Le présent budget a été voté :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1

II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF		II
VUE D'ENSEMBLE		A1

EXECUTION DU BUDGET

REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	EXECUTION DU BUDGET	
	DEPENSES	RECETTES
Section de fonctionnement	A 63 403,12	G 850 000,00
Section d'investissement	B 26 212,30	H 0,00
	+	+
Report en section de fonctionnement (002)	C 0,00	I 0,00
Report en section d'investissement (001)	D 0,00	J 0,00
	=	=
TOTAL (réalisations + reports)	=A+B+C+D 89 615,42	=G+H+I+J 850 000,00

RESULTAT CUMULE	EXECUTION DU BUDGET	
	DEPENSES	RECETTES
Section de fonctionnement	=A+C+E 63 403,12	=G+H+K 850 000,00
Section d'investissement	=B+D+F 26 212,30	=H+J+L 0,00
TOTAL CUMULE	=A+B+C+D+D+E+F 89 615,42	=G+H+I+J+J+K+L 850 000,00

II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF

SECTION DE FONCTIONNEMENT - CHAPITRES

II
A2

Chap.	Libellé	(BP+DM +RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)				Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12		
011	Charges à caractère général	223 500,00	63 403,12	0,00	0,00	160 096,88	
012	Charges de personnel et frais assimilés	114 500,00	0,00	0,00	0,00	114 500,00	
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	377 000,00	0,00	0,00	0,00	377 000,00	
656	Secours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Total des dépenses de gestion courante	715 000,00	63 403,12	0,00	0,00	651 596,88	
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
68	Dotations aux provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
022	Dépenses imprévues	0,00					
	Total des dépenses réelles de fonctionnement	715 000,00	63 403,12	0,00	0,00	651 596,88	
023	Virement à la section d'investissement	135 000,00					
042	Opé. d'ordre de transferts entre sections	0,00	0,00			0,00	
043	Opé. d'ordre à l'intérieur de la section fonct.	0,00	0,00			0,00	
	Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	135 000,00	0,00			0,00	
	TOTAL	850 000,00	63 403,12	0,00	0,00	651 596,88	
	Pour information						
	D002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1	0,00					

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	(BP+DM +RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)				Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12		
013	Atténuation de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
70	Produits des services, du domaine et ventes...	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
74	Dotations et participations	850 000,00	850 000,00	0,00	0,00	0,00	
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Total des recettes de gestion courante	850 000,00	850 000,00	0,00	0,00	0,00	
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
78	Reprises sur provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Total des recettes réelles de fonctionnement	850 000,00	850 000,00	0,00	0,00	0,00	
042	Opé. d'ordre de transferts entre sections	0,00	0,00			0,00	
043	Opé. d'ordre à l'intérieur de la section fonct.	0,00	0,00			0,00	
	Total des recettes d'ordre de fonctionnement	0,00	0,00			0,00	
	TOTAL	850 000,00	850 000,00	0,00	0,00	0,00	
	Pour information						
	R002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1	0,00					

II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF

SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES DEPENSES D'INVESTISSEMENT

II
A3

Chap.	Libelle	Crédits ouverts BP+DM +RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors 204)	70 000,00	26 212,30	0,00	43 787,70
204	Subventions d'équipements versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	65 000,00	0,00	0,00	65 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	135 000,00	26 212,30	0,00	108 787,70
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation...	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Particip. créances rattachées à des particip.	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Depenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	0,00	0,00	0,00	0,00
45...1	Total des opér. pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Total des dépenses réelles d'investissement	135 000,00	26 212,30	0,00	108 787,70
041	<i>Opér. d'ordre de transferts entre sections</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
	<i>Opérations patrimoniales</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	135 000,00	26 212,30	0,00	108 787,70

Pour information
D001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1

0,00

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libelle	Crédits ouverts BP+DM +RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipements versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Excédents de fonct. capitalisés (8)	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Autres subventions d'investissement non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Compte de liaison : affectation à...	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Particip. créances rattachées à des particip.	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	0,00	0,00	0,00	0,00
45...2	Total des opér. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Total des recettes réelles d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
040	<i>Opér. d'ordre de transferts entre sections</i>	<i>135 000,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>135 000,00</i>
041	<i>Opérations patrimoniales (2)</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
	Total des recettes d'ordre d'investissement	135 000,00	0,00	0,00	135 000,00
	TOTAL	135 000,00	0,00	0,00	135 000,00

Pour information
R001 Solde d'exécution positif reporté de N-1

0,00

II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF
BALANCE GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF

II
B1

1 - Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles	Opérations d'ordre	TOTAL
011	Charges à caractère général	63 403,12		63 403,12
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuation de produits	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks</i>		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
656	Secours	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00		0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00		0,00
68	Dotations aux amortissements et provisions	0,00		0,00
71	<i>Production stockée (ou déstockage)</i>		0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement - Total		63 403,12	0,00	63 403,12
Pour information				
D002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1				0,00
INVESTISSEMENT				
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
15	<i>Provisions pour risques et charges</i>		0,00	0,00
16	Remb. d'emprunts (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation	0,00	0,00	0,00
19	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00
20	Différences sur réalisations d'immobilisations			
204	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	26 212,30	0,00	26 212,30
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Partic. et créances rattachées à des partic.	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	<i>Amortissements des immobilisations (peprises)</i>		0,00	0,00
29	<i>Provisions pour dépréciation des immobilisations</i>		0,00	0,00
39	<i>Provisions pour dépréciation des stocks et en-cours</i>		0,00	0,00
45...1	Total des opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à répartir sur plusieurs exercices</i>			
49	<i>Provisions pour dépréciation des comptes de tiers</i>			
59	<i>Prov. pour dépréciation des comptes financiers</i>			
3..	Stocks	0,00	0,00	0,00
Dépenses d'investissement - Total		26 212,30	0,00	26 212,30
Pour information				
D001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1				0,00

II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF

BALANCE GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF

II
B2

2 - Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles	Opérations d'ordre	TOTAL
013	Atténuation de charges	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks</i>		0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, et ventes diverses	0,00		0,00
71	<i>Production stockée (ou désstockage)</i>		0,00	0,00
72	<i>Travaux en régie</i>		0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00		0,00
74	Dotations et participations	850 000,00		850 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00		0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
79	<i>Transferts de charges</i>		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement - Total		850 000,00	0,00	850 000,00
Pour information				
R002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1				0,00
INVESTISSEMENT		Opérations réelles	Opérations d'ordre	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
15	<i>Provisions pour risques et charges</i>		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budg.)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation	0,00	0,00	0,00
19	Différences sur réalisations d'immobilisations		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Partic. et créances rattachées à des partic.	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	<i>Amortissements des immobilisations</i>		0,00	0,00
29	<i>Provisions pour dépréciation des immobilisations</i>		0,00	0,00
39	<i>Provisions pour dépréciation des stocks et en-cours</i>		0,00	0,00
45...2	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à répartir sur plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
49	<i>Provisions pour dépréciation des comptes de tiers</i>		0,00	0,00
59	<i>Prov. pour dépréciation des comptes financiers</i>		0,00	0,00
3..	Stocks	0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement - Total		0,00	0,00	0,00
Pour information				
R001 Solde d'exécution positif reporté de N-1				0,00

**III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES**

**III
A1**

Chap/ art.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+ RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)				Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12		
011	Charges à caractère général	223 500,00	63 403,12	0,00	0,00	160 096,88	
60632	petit matériel et outillage	0,00	57,98	0,00	0,00	-57,98	
6132	Locations immobilières	3 900,00	0,00	0,00	0,00	3 900,00	
6135	Locations mobilières	0,00	3 221,10	0,00	0,00	-3 221,10	
614	Charges locatives et de copropriété	1 100,00	0,00	0,00	0,00	1 100,00	
6156	Maintenance	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00	
616	Primes d'assurances	1 500,00	20,21	0,00	0,00	1 479,79	
6182	Documentation générale et technique	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	
6226	Honoraires	51 000,00	5 541,27	0,00	0,00	45 458,73	
6228	Divers	10 000,00	436,60	0,00	0,00	9 563,40	
6231	Annonces et insertions	100 000,00	27 243,20	0,00	0,00	72 756,80	
6236	Catalogues et imprimés	35 000,00	24 844,46	0,00	0,00	10 155,54	
6251	Voyages et déplacements	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	
6257	Frais de réceptions	7 000,00	1 693,71	0,00	0,00	5 306,29	
6261	Frais de franchissement	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	
6262	Frais de télécommunications	3 000,00	344,59	0,00	0,00	2 655,41	
6283	Frais de nettoyage des locaux	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	
012	Charges de personnel et frais assimilés	114 500,00	0,00	0,00	0,00	114 500,00	
64111	Rémunération principale	53 000,00	0,00	0,00	0,00	53 000,00	
64118	Autres indemnités	23 000,00	0,00	0,00	0,00	23 000,00	
6451	Cotisations à l'URSSAF	23 000,00	0,00	0,00	0,00	23 000,00	
6453	Cotisations aux caisses de retraite	15 500,00	0,00	0,00	0,00	15 500,00	
014	Atténuation de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
65	Autres charges de gestion courantes	377 000,00	0,00	0,00	0,00	377 000,00	
6574	Subventions aux associations et autres pers. de droit privé	377 000,00	0,00	0,00	0,00	377 000,00	
656	Secours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES		715 000,00	63 403,12	0,00	0,00	651 596,88	
(a) = (011+012+014+65+656)							

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES

III
A1

Chap/ art.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+ RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)				Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12		
66	Charges financières (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE Calcul du 66112 (2) Montant des ICNE de l'exercice = Montant de l'exercice N-1 =	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles (c)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (e)	0,00					0,00
	TOTAL DES DEPENSES REELLES = (a)+(b)+(c)+(d)+(e)	715 000,00	63 403,12	0,00	0,00	0,00	651 596,88
023	Virement à la section d'investissement	135 000,00	0,00				135 000,00
042	Op. d'ordre de transfert entre sections (4) (5) (6)	0,00	0,00				0,00
		0,00	0,00				0,00
	TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	135 000,00	0,00				135 000,00
043	Op. d'ordre à l'intérieur de la section de fonct. (7)	0,00	0,00				0,00
		0,00	0,00				0,00
	TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE	135 000,00	0,00				135 000,00
	TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	850 000,00	63 403,12	0,00	0,00	0,00	786 596,88
	Pour information D002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1						0,00

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES RECETTES

Chap/ art.	Libelle	(BP+DM+ RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuation de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine...	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	850 000,00	850 000,00	0,00	0,00	0,00
74758	Autres groupements	850 000,00	850 000,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES		850 000,00	850 000,00	0,00	0,00	0,00
(a) = (70+73+74+75+013)		850 000,00	850 000,00	0,00	0,00	0,00

III
A2

**III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES RECETTES**

**III
A2**

Chap/ art.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+ RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7621	Intérêts encaissés à l'échéance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7622	Intérêts - Rattachement des ICNE Calcul du 7622 Montant des ICNE de l'exercice = Montant de l'exercice N-1 =	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions (d)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL RECETTES REELLES = a+b+c+d	850 000,00	850 000,00	0,00	0,00	0,00
042	<i>Op. d'ordre de transfert entre sections</i>	0,00	0,00			0,00
043	<i>Op. d'ordre à l'intérieur de la section de fonct.</i>	0,00	0,00			0,00
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	0,00	0,00			0,00
	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	850 000,00	850 000,00	0,00	0,00	0,00
	<i>Pour information</i> R002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1			0,00		0,00

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES

III
B1

Chap/ art.	Libelle	Crédits ouverts (BP+DM+ RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)	70 000,00	26 212,30	0,00	43 787,70
205	Conc et droits similaires, brevets licences marques procédés	70 000,00	26 212,30	0,00	43 787,70
204	Subventions d'équipements versés (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf opérations)	65 000,00	0,00	0,00	65 000,00
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00
2188	Autres immobilisations corporelles	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations d'équipement n°	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	135 000,00	26 212,30	0,00	108 787,70
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation à...	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées à des part.	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	Total des dépenses financières	0,00	0,00	0,00	0,00
45...1	Opérations pour compte de tiers n°	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DEPENSES REELLES	135 000,00	26 212,30	0,00	108 787,70

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES

III
B1

Chap/ art.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+ RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
040	<i>Opérations d'ordre de transfert entre sections</i>	0,00	0,00		0,00
	<i>Reprises sur autofinancement antérieur</i>	0,00	0,00		0,00
	<i>Charges transférées</i>	0,00	0,00		0,00
		0,00	0,00		0,00
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	0,00	0,00		0,00
		0,00	0,00		0,00
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	0,00	0,00		0,00
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	135 000,00	26 212,30	0,00	108 787,70
	Pour information D001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	0,00			

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES

Chap/ art.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM +RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	III B2
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions d'investissement transférées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation à...	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées à des particip.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45..2	Opérations pour compte de tiers n°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES RECETTES REELLES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES

III
B2

Chap/ art.	Libelle	Crédits ouverts (BP+DM +RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
021	Virement de la section de fonctionnement	135 000,00	0,00		135 000,00
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	0,00	0,00		0,00
		0,00	0,00		0,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		135 000,00	0,00		135 000,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00		0,00
		0,00	0,00		0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		135 000,00	0,00		135 000,00
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		135 000,00	0,00		135 000,00
Pour information R001 Solde d'exécution positif reporté de N-1					0,00

IV - ANNEXES		IV
ELEMENTS DU BILAN		
ÉQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - DEPENSES		A6.1
A6.1 - DETAIL DES DEPENSES		

Art.	Libellé	Crédits ouverts	Réalisations (mandats émis)	Crédits à annuler
	DEPENSES TOTALES (I) = A+B+C+D	0,00	1 0,00	0,00
	HORS CHARGES TRANSFEREES II = A+B+C	0,00	11 0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées hors 16449 et 166 (A)	0,00	0,00	0,00
	Autres dépenses financières (sous-total) (B)	0,00	0,00	0,00
10	Reversement de dotations et fonds divers	0,00	0,00	0,00
13	Remboursement de subventions	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Transferts entre sections = C+D	0,00	0,00	0,00
	Reprises sur autofinancement antérieur : (C)	0,00	0,00	0,00
	Charges transférées (D) = E+F+G	0,00	0,00	0,00
	Travaux en régie (E)	0,00	0,00	0,00
	Charges à répartir sur plusieurs exercices (F)	0,00	0,00	0,00
	Stocks (G)	0,00	0,00	0,00

Op. de l'exercice

Solde d'exécution

CUMUL

IV - ANNEXES		IV
ELEMENTS DU BILAN		
ÉQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - RECETTES		A6.2

A6.2 - DETAIL DES RECETTES

Art.	Libellé	Crédits ouverts	Réalizations (titres émis)	Crédits à annuler
	RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a+b+c+d	135 000,00	III	135 000,00
	Ressources propres externes (a)	0,00	0,00	0,00
	Autres recettes financières (b)	0,00	0,00	0,00
	Transferts entre sections (c) (2)	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonct. (d)	135 000,00		135 000,00
	Op. de l'exercice	Solde d'exécution	Affectation c/1068	CUMUL
	Déficit (I)-(III)		Excédent (III)-(I)	Résultat hors charges transférées = III-II (4)
	Montant			
	Dépenses financières (IV)			0,00
	Recettes financières (V)			0,00
	Solde (recettes-dépenses)			0,00
	Solde net hors créances sur autres collectivités publiques (c/2763) et charges transférées (D)			0,00

D2 – ARRETE - SIGNATURES

Présenté par le Président	
A Strasbourg, le	
Le Président	
Delibéré par l'Assemblée Deliberante réunie en session	
A Strasbourg, le	
Les membres de l'Assemblée Deliberante	
	Nombre de membres en exercice.....
	Nombre de membres présents.....
	Nombre de suffrages exprimés.....
	VOTES : Pour.....
	Contre.....
	Abstentions.....
	Date de convocation :/...../.....
Certifié exécutoire par le Président, compte tenu de la transmission en préfecture, le,	
et de la publication le,	
A Strasbourg, le.....	

GECT Eurodistrikt RESULTATS DE L'EXERCICE 2010

BUDGET PRINCIPAL

SECTION DE FONCTIONNEMENT

	DEPENSES	RECETTES
Prévu	850.000,00	850.000,00
Mandats et titres émis	63.403,12	850.000,00
Résultat de l'exercice		786.596,88
Résultat reporté		
Total réalisé	63.403,12	850.000,00
Taux de réalisation	7,46 %	100,00 %
Résultat cumulé		786.596,88

SECTION D'INVESTISSEMENT

	DEPENSES	RECETTES
Prévu	135.000,00	135.000,00
Mandats et titres émis	26.212,30	0,00
Résultat de l'exercice	26.212,30	
Résultat reporté		
Total réalisé	26.212,30	0,00
Taux de réalisation	19,42 %	0,00 %
Résultat cumulé	26.212,30	

Document de séance n° 1 / 3.5 / 2011

Vorlage Nr. 1 / 3.5 / 2011

Rapportrice / Berichterstatterin:

Martine Schneider

Séance du Conseil de l'Eurodistrict Sitzung des Eurodistriktrates 28.03.2011	Date de la séance / Sitzungstag 28.03.2011
--	--

Point n° 3 .5 de l'ordre du jour / Punkt 3.5 der Tagesordnung

**Objet / Betreff: Adhésion du GECT au Centre de Gestion du Bas-Rhin/ Beitritt des
EVTZ an den « Centre de Gestion du Bas Rhin »**

I. Rapport / Sachverhalt:

Les Centres de Gestion sont des organismes publics locaux à caractère administratif dont les missions sont définies par la loi du 26 janvier 1984 sur la fonction publique territoriale française.

Ils sont principalement compétents pour l'organisation du recrutement au sein des collectivités (publication des postes vacants), l'accès aux différents corps de la fonction publique locale (organisation de concours) et la gestion de la carrière des fonctionnaires territoriaux.

Les Centres de Gestion peuvent, dans ce cadre, assurer un certain nombre d'expertises et de prestations en mettant à la disposition des collectivités affiliées des outils adaptés à l'édition de fiches de paie et du suivi de la carrière de leurs agents.

En tant que syndicat mixte ouvert le GECT de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau a prévu le recrutement direct de personnel statutaire ou contractuel de droit français. Les fonctionnalités requises pour la gestion du personnel pourraient utilement faire l'objet d'un appui de la part du *Centre de Gestion* du Bas-Rhin avec lequel des échanges ont

Die « Verwaltungszentren » sind lokale öffentlich-rechtliche Einrichtungen, deren Aufgaben im Gesetz vom 26. Januar 1984 über die territoriale öffentliche Verwaltung definiert sind.

Sie sind vor allem zuständig für die Personalgewinnung der Verwaltungen (Ausschreibung von offenen Stellen), die Organisation von „concours“ im Rahmen der Stellenausschreibungen der kommunalen öffentlichen Verwaltungen sowie die Begleitung der Karriere von Beamten der Kommunalverwaltung.

Die Verwaltungszentren können in diesem Rahmen ihren Mitgliedern ihre Expertise und Serviceleistungen anbieten, z.B. Zurverfügungstellung von Software und technischer Hilfe für die Lohnabrechnungen oder die Begleitung von Karrierewegen.

Als kommunaler Verbund hat der EVTZ Eurodistrikt Strasbourg-Ortenau die Einstellung von eigenem Personal im Angestellten- oder Beamtenverhältnis nach französischem Recht vorgesehen. Die Personalverwaltung könnte vom *Centre de Gestion du Bas Rhin* unterstützt werden. Diesbezügliche Gespräche haben bereits

Eurodistrict Strasbourg-Ortenau

d'ores et déjà été engagés.

L'adhésion au *Centre de Gestion* suppose une demande formelle du président de l'Eurodistrict, ainsi qu'une contribution financière annuelle d'un montant de 1,20 % de la masse salariale des agents bénéficiant d'une prestation du CDG.

Eurodistrikt Strasbourg-Ortenau

stattgefunden.

Ein Beitritt bedarf der förmlichen Anfrage des Präsidenten des Eurodistriktes beim *Centre de Gestion*. Die jährlichen Kosten betragen 1,2% der Lohn- und Gehaltssumme desjenigen Personals, das diese Dienstleistung vom *Centre de Gestion* beansprucht.

II. Proposition de résolution / Beschlussvorschlag:

Le Conseil de l'Eurodistrict décide d'adhérer au *Centre de Gestion du Bas-Rhin*, afin de permettre au GECT de bénéficier de son appui technique pour l'édition des fiches de paie et le suivi de la carrière des agents recrutés sous droit français. Au titre de cette adhésion, le GECT Strasbourg-Ortenau prévoira dans son budget une cotisation annuelle au Centre de Gestion du montant de 1,20 % de la masse salariale des agents bénéficiant de ses prestations.

Der Eurodistriktrat Strasbourg-Ortenau beschließt den Beitritt zum *Centre de Gestion du Bas Rhin*. Damit kann der EVTZ die Unterstützung des Centre bei der Erstellung der Lohnabrechnung sowie der Verwaltung von Karrieren des unter französischem Rechts eingestelltem Personal in Anspruch nehmen. Der EVTZ Eurodistrikt Strasbourg-Ortenau berücksichtigt jährlich in seinem Haushalt den Beitrag für das *Centre de Gestion* in Höhe von 1,2% der Lohn- und Gehaltssumme desjenigen Personals, das die Leistung des *Centres* beansprucht.

2

III. Résultat des délibérations / Beratungsergebnis:

- | | |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> Accord | <input type="checkbox"/> Zustimmung |
| <input type="checkbox"/> Refus | <input type="checkbox"/> Ablehnung |
| <input type="checkbox"/> Résolution modifiée | <input type="checkbox"/> Abweichender Beschluss |

Document de séance n° 1 / 3.6 / 2011

Vorlage Nr. 1 / 3.6 / 2011

Rapporteur / *Berichterstatter*: Dr. Marcus
Obrecht

Séance du Conseil de l'Eurodistrict <i>Sitzung des Eurodis- trikrates</i> 1 / 2011	Date de la séance / <i>Sitzungstag</i> 28.03.2011
---	---

Point n° 3.6 de l'ordre du jour / *Punkt 3.6 der Tagesordnung*

**Objet / *Betreff*: Convention relative au dépôt des archives publiques avec la
Communauté urbaine de Strasbourg / *Vereinbarung über die Archivierung von Doku-
menten mit der Stadtgemeinschaft Straßurg***

I. Rapport / *Sachverhalt*:

En tant syndicat mixte, le GECT Eurodistrict Strasbourg-Ortenau a l'obligation, selon le *Code du patrimoine*, d'archiver les documents importants et présentant un intérêt historique. Étant donné que l'Eurodistrict ne dispose pas d'archives propres et ne peut en instaurer pour des raisons de place, la Communauté urbaine de Strasbourg est disposée à assurer la conservation et la communication au public de ces documents aux archives municipales et communautaires. L'accord entre l'Eurodistrict et la Communauté urbaine de Strasbourg, joint au projet de résolution, instaure la procédure d'archivage et en fixe les conditions.

Als kommunaler Zweckverband hat der EVTZ Eurodistrikt Strasbourg-Ortenau nach dem *Code du Patrimoine* Verpflichtungen zur Archivierung wichtiger und historisch bedeutender Dokumente. Da der Eurodistrikt über kein eigenes Archiv verfügt und aus räumlichen Gründen ein solches auch nicht anlegen kann, hat sich die Stadtgemeinschaft Strasbourg angeboten, die Konservierung der Dokumente in den stadteigenen Archiven zu gewährleisten. Die der Beschlussvorlage beiliegende Vereinbarung zwischen dem Eurodistrikt einerseits und der Stadtgemeinschaft Strasbourg andererseits begründet das Verfahren der Archivierung und legt deren Bedingungen fest.

II. Proposition de résolution / *Beschlussvorschlag*:

Le Conseil de l'Eurodistrict approuve l'accord annexé entre l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau et la Communauté urbaine de Strasbourg.

Der Rat des Eurodistrikts stimmt der beiliegenden Vereinbarung zwischen dem Eurodistrikt Strasbourg-Ortenau und der Stadtgemeinschaft Strasbourg zu.

III. Résultat des délibérations / *Beratungsergebnis*:

<input type="checkbox"/> Accord	<input type="checkbox"/> Zustimmung
<input type="checkbox"/> Refus	<input type="checkbox"/> Ablehnung
<input type="checkbox"/> Résolution modifiée	<input type="checkbox"/> Abweichender Beschluss

Top 3.6 Annex 1 FR

Convention n°.... du relative au dépôt des archives publiques de l' Eurodistrict Strasbourg Ortenau auprès de la Communauté urbaine de Strasbourg (projet n°1)

Entre

L'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau, dont le siège est situé à Strasbourg, représenté par M. Roland Ries, président de l'Eurodistrict.....

D'une part

Et

La Communauté urbaine de Strasbourg, Centre administratif, 1 parc de l'Etoile, représentée par son Président en exercice, M Jacques Bigot, habilité aux fins des présentes par délibération n°6 du Conseil de Communauté en date du , déposée en Préfecture du Bas-Rhin le

D'autre part,

Ci - après collectivement désignées par « les parties »

Préambule

Cet accord particulier s'inscrit dans le cadre de la participation importante de la Communauté urbaine à l'Eurodistrict de Strasbourg-Ortenau. L'Eurodistrict, établissement public transfrontalier, émanant de collectivités locales et établissements publics locaux allemands et français, produit des archives publiques. Il doit donc garantir leur conservation et l'accès du public aux documents.

L'Eurodistrict n'a pas de service d'archives et n'a pas vocation à en créer un.

La Communauté urbaine de Strasbourg dispose d'un service d'archives organisé, situé au siège du district, à Strasbourg. Il est proposé qu'elle prenne en charge les archives à caractère historique de l'Eurodistrict afin d'en organiser la bonne conservation, le traitement et la mise à disposition du public

Par cette convention, le contractant et la Communauté urbaine de Strasbourg, s'accordent sur le dépôt des archives à caractère historique de l'Eurodistrict aux Archives de Strasbourg. L'Eurodistrict entend ainsi garantir à son fonds d'archives des conditions optimales de

Top 3.6 Annex 1 FR

conservation et des moyens techniques appropriés pour sa communication au public et sa valorisation scientifique.

Ceci exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1.- Objet de la présente convention

La présente convention de gestion, dont le préambule et l'annexe font partie intégrante, a pour objet de définir les conditions du dépôt : l'Eurodistrict confie la gestion de ses archives historiques à la Communauté urbaine de Strasbourg, sous forme d'originaux. Il en reste propriétaire.

Article 2.- Date de transfert des documents

Le transfert des documents pourra avoir lieu toutes les fois qu'une quantité suffisamment importante d'entre eux aura perdu toute utilité administrative ou juridique et sera passée à l'âge historique.

Article 3.- Obligations communes aux Parties

Les parties s'engagent à respecter l'ensemble des lois et règlements applicables aux documents objets du dépôt, qui constituent des archives publiques, placées sous le contrôle scientifique et technique des archives départementales du Bas-Rhin.

Elles s'engagent en particulier à respecter le Code du Patrimoine, (livre II sur les Archives) et les textes relatifs au traitement, à la conservation et à la communication des archives publiques.

Au moment du dépôt, un état descriptif des documents déposés est établi par les soins de l'Eurodistrict, sous la forme d'un bordereau de dépôt.

Article 4.- Obligations de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau

Avant le transfert :

Afin de garantir le service public, l'Eurodistrict s'engage à ne transférer aux Archives de Strasbourg que des documents répertoriés selon les règles archivistiques et correctement conditionnés. Ainsi, dès leur transfert, ces archives sont immédiatement communicables aux lecteurs de la salle de lecture des Archives de Strasbourg, sous réserve des délais légaux de communicabilité des archives prévus à l'article L 213, titre II du Code du Patrimoine.

L'Eurodistrict s'engage ainsi à effectuer une description intellectuelle, fiable, claire et précise, pour tous les dossiers transférés aux Archives de Strasbourg, sous forme de bordereau de dépôt.

Il s'engage également fournir à la Communauté urbaine de Strasbourg le bordereau de dépôt correspondant aux archives concernées en double exemplaire, sous format papier et informatique.

Article 5.- Obligations de la Communauté urbaine de Strasbourg

Top 3.6 Annex 1 FR

La Communauté urbaine de Strasbourg s'engage à assurer un accompagnement et une assistance scientifique et technique au personnel de l'Eurodistrict chargé de préparer le transfert. A ce titre, elle apporte des conseils en matière de conservation des archives et de rédaction des bordereaux de dépôt et d'élimination pour les documents ne présentant pas d'intérêt historique à l'issue de leur durée administrative.

Au moment du transfert : le contrôle du bordereau de dépôt et le transfert matériel des documents dans les locaux des Archives de Strasbourg.

Après le transfert, une vérification du bordereau de dépôt sera effectuée et adressée, signée par l'archiviste municipal et communautaire, à l'Eurodistrict

Après le transfert :

La Communauté urbaine de Strasbourg prend en charge la conservation matérielle des archives transférées en apportant, dans la garde desdites archives, les mêmes soins qu'elle apporte dans la garde des documents qui lui appartiennent.

Elle assure la communication des documents déposés au public.

Article 6.- Communicabilité des archives

Les documents faisant l'objet de la présente convention sont communicables dans les conditions des archives publiques prévues au chapitre II, articles L 213-1, L 213-2 et L 213-3 de la loi n° 2008-696 du 15 juillet 2008 relative aux archives. Ces conditions s'appliquent aux originaux et aux reproductions.

Les demandes de dérogation aux règles de communicabilité des archives seront transmises à la direction administrative de l'Eurodistrict pour visa.

Article 7.- Droit de reproduction

L'Eurodistrict donne une autorisation permanente de reproduction des documents transférés sauf en cas d'exploitation à des fins commerciales ; dans ce cas l'autorisation de l'Eurodistrict est requise. La Communauté urbaine de Strasbourg encaissera les recettes provenant desdites reproductions, en dédommagement des frais engagés pour le traitement et la conservation des archives de l'Eurodistrict.

L'Eurodistrict déclare être titulaire de tous les droits attachés aux documents versés et s'engage à signaler le cas échéant à la Communauté urbaine de Strasbourg les droits d'auteur et autres. D'une façon plus générale, l'Eurodistrict garantit la Communauté urbaine de Strasbourg contre tout trouble ou revendication relatifs auxdits droits d'auteur attachés aux documents versés. En conséquence, l'Eurodistrict garantit la Communauté urbaine de Strasbourg contre tout recours des tiers et la relèvera des condamnations pouvant être mise à sa charge à ce titre.

Article 8.- Prêt de documents

Toute demande de prêt de documents adressée à la Communauté urbaine de Strasbourg pour exposition ou tout autre motif est soumise à l'autorisation écrite de l'Eurodistrict.

Top 3.6 Annex 1 FR

Article 9.- Délégation des autorisations

L'organisme donne délégation à la Communauté urbaine de Strasbourg pour accorder les autorisations prévues aux articles 7 et 8 dans le cas où il lui serait impossible de répondre dans un délai d'un mois.

Article 10.- Responsabilité-assurances

La Communauté urbaine de Strasbourg s'engage à couvrir les risques de responsabilité civile découlant de l'exécution de la présente convention. En cas de perte ou de détérioration de tout ou partie des fonds versés, la responsabilité de la Communauté urbaine de Strasbourg pourra être engagée à moins qu'elle n'apporte la preuve qu'elle est étrangère à cette perte ou détérioration.

Article 11. – Durée de la convention

La présente convention de gestion prendra effet à compter de la signature pour une durée de 6 ans renouvelable une fois par tacite reconduction.

Article 12.- Dénonciation

Chaque partie peut à tout moment dénoncer la présente convention à condition que cette dénonciation soit dûment motivée. La partie qui souhaite dénoncer la convention en donne avis à l'autre par lettre recommandée avec accusé de réception sous réserve d'un préavis de six mois.

Si la dénonciation est le fait de l'Eurodistrict, celui-ci dispose d'un délai maximum de un an à compter de la réception de la lettre recommandée de dénonciation par la Communauté urbaine de Strasbourg pour organiser à ses frais le transfert des archives versées. L'Eurodistrict remet alors une décharge à la Communauté urbaine de Strasbourg.

Si la dénonciation est le fait de la Communauté urbaine de Strasbourg, L'Eurodistrict dispose d'un délai de un an maximum à compter de la réception de la lettre recommandée de dénonciation pour organiser le retour de leurs documents. Les frais de transfert sont à la charge de la Communauté urbaine de Strasbourg. L'Eurodistrict remet alors une décharge à la Communauté urbaine de Strasbourg.

Dans le cas d'une dénonciation de la convention par l'une ou l'autre des parties, les reproductions de documents déposés, réalisées par les soins ou aux frais de la Communauté urbaine de Strasbourg, resteront la propriété de celle-ci. Il en sera de même des microfilms et des fichiers numériques réalisés dans les mêmes conditions.

Article 13.- Résiliation

Les parties peuvent à tout moment résilier la présente convention pour faute. Cette résiliation ne pourra être prononcée qu'à l'issue de la mise en demeure adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception par la partie lésée à la partie défaillante et restée vaine pendant plus d'un mois. Cette résiliation pourra être prononcée par la partie lésée sans préjudice des dommages et intérêts qu'elle serait en droit de réclamer à la partie défaillante.

Top 3.6 Annex 1 FR

Article 14.- Litige

En cas de litige, les parties conviennent de rechercher une solution amiable avant de saisir le tribunal compétent. Le tribunal compétent est le tribunal administratif de Strasbourg.

Article 15.- Modification de la convention

La présente convention, son préambule et son annexe, ne pourront être modifiées que par voie d'avenant dûment signés des deux parties.

Fait en deux exemplaires à Strasbourg, le

L'Eurodistrict	la Communauté urbaine de Strasbourg

Top 3.6 Annex 2 Übereinkommen Archive DE

Übereinkommen Nr..... vom über die Verwahrung der öffentlichen Archive des Eurodistrikts Strasbourg Ortenau beim Stadtverband Straßburg (Entwurf Nr. 1)

zwischen

dem EVTZ „Eurodistrikt Strasbourg-Ortenau“ mit Sitz in Straßburg, vertreten durch Herrn Roland Ries, Präsident des Eurodistrikts.....,

einerseits,

und

dem Stadtverband Straßburg, Centre administratif, 1 parc de l'Etoile, vertreten durch seinen amtierenden Präsidenten, Herrn Jacques Bigot, welcher in Einklang mit dem am bei der Präfektur des Departements Bas-Rhin eingereichten Beschluss Nr. 6 des Rates des Stadtverbands vom zum Abschluss dieses Übereinkommens ermächtigt wurde,

andererseits,

nachstehend gemeinsam bezeichnet als „die Parteien“.

Präambel

Dieses Sonderübereinkommen fällt in den Rahmen der umfangreichen Beteiligung des Stadtverbands am Eurodistrikt Strasbourg-Ortenau. Als von deutschen und französischen Gebietskörperschaften und lokalen öffentlichen Einrichtungen ausgehende grenzüberschreitende öffentliche Einrichtung erzeugt der Eurodistrikt öffentliche Archive. Er muss deren Aufbewahrung und den Zugriff der Öffentlichkeit auf die Dokumente somit gewährleisten.

Der Eurodistrikt verfügt über keine Archivabteilung und soll auch keine solche Abteilung einrichten.

Der Stadtverband Straßburg verfügt über eine organisierte Archivabteilung am Sitz des Distrikts in Straßburg. Es wird vorgeschlagen, dass er die historischen Archive des Eurodistrikts übernimmt, um deren einwandfreie Aufbewahrung, Archivierung und Bereitstellung zugunsten der Öffentlichkeit einzurichten.

Der Vertragspartner und der Stadtverband Straßburg einigen sich im Rahmen dieses Übereinkommens auf die Verwahrung der historischen Archive des Eurodistrikts in den Archiven der Stadt Straßburg. Der Eurodistrikt beabsichtigt auf diese Weise, seinem Archivgutbestand optimale Bedingungen im Hinblick auf dessen Aufbewahrung sowie

Top 3.6 Annex 2 Übereinkommen Archive DE

geeignete technische Mittel zwecks Einsichtnahme durch die Öffentlichkeit, desgleichen wie seine wissenschaftliche Auswertung zuzusichern.

Nach dieser Darlegung wird wie folgt vereinbart und festgelegt:

Artikel 1.- Gegenstand dieses Übereinkommens

In diesem Verwaltungsübereinkommen, dessen Präambel und Anhang fester Bestandteil desselben sind, sollen die Bedingungen für die Verwahrung definiert werden: Der Eurodistrikt überträgt dem Stadtverband Straßburg die Verwaltung seiner historischen Archive in Form von Urschriften. Er tritt auch weiterhin als ihr Eigentümer auf.

Artikel 2.- Ablieferungsdatum der Unterlagen

Unterlagen können immer dann abgeliefert werden, wenn eine ausreichend große Menge dieser Dokumente ihren Primärzweck oder Rechtswert verliert und als historisch gilt.

Artikel 3.- Gemeinsame Verpflichtungen der Parteien

Die Parteien verpflichten sich, sich an alle Gesetze und ordnungsrechtlichen Bestimmungen zu halten, welche für die zur Verwahrung abgegebenen Dokumente gelten, die öffentlichen Archiven unter der wissenschaftlichen und technischen Aufsicht der Archive des Departements Bas-Rhin entsprechen.

Sie verpflichten sich insbesondere, sich an den Code du Patrimoine (Buch II über die Archive) sowie die Texte in Bezug auf die Archivierung, die Aufbewahrung und die Aushebung öffentlicher Archive zu halten.

Eine beschreibende Liste der abgegebenen Dokumente wird vom Eurodistrikt anlässlich der Abgabe in Form einer Ablieferungsliste erstellt.

Artikel 4.- Verpflichtungen des Eurodistrikts Strasbourg-Ortenau

Vor der Ablieferung:

Um den öffentlichen Dienst zu gewährleisten, verpflichtet sich der Eurodistrikt, nur Dokumente an die Archives de Strasbourg abzuliefern, welche in Einklang mit den archivwissenschaftlichen Regeln registriert und einwandfrei eingelagert wurden. Diese Archive können den Lesern des Lesesaals der Archives de Strasbourg somit umgehend nach ihrer Ablieferung bereitgestellt werden, vorbehaltlich der in Abschnitt II Artikel L 213 des Code du Patrimoine vorgesehenen gesetzlichen Sperrfristen für Archive.

Der Eurodistrikt verpflichtet sich somit, eine intellektuelle, zuverlässige, eindeutige und genaue Beschreibung für alle bei den Archives de Strasbourg abgelieferten Unterlagen in Form einer Ablieferungsliste vorzulegen.

Er verpflichtet sich ebenfalls, die den betreffenden Archiven entsprechende Ablieferungsliste dem Stadtverband Straßburg in zweifacher Ausfertigung als Hardcopy und im EDV-Format zur Verfügung zu stellen.

Top 3.6 Annex 2 Übereinkommen Archive DE

Artikel 5.- Verpflichtungen des Stadtverbands Straßburg

Der Stadtverband Straßburg verpflichtet sich zu einer Begleitung sowie wissenschaftlichen und technischen Unterstützung des mit der Vorbereitung der Ablieferung betrauten Personals des Eurodistrikts. Er erteilt diesbezüglich Ratschläge im Hinblick auf die Aufbewahrung der Archive und die Abfassung der Ablieferungslisten sowie die Aussonderung von Dokumenten, welche nach Ablauf ihres amtlichen Nutzungszeitraums kein historisches Interesse aufweisen.

Bei der Ablieferung: Überprüfung der Ablieferungsliste und materielle Weiterleitung der Dokumente in die Räumlichkeiten der Archives de Strasbourg.

Nach der Ablieferung erfolgt eine Überprüfung der Ablieferungsliste, welche dem Eurodistrikt nach der Unterzeichnung durch den Archivar der Stadt und des Stadtverbands übermittelt wird.

Nach der Ablieferung:

Der Stadtverband Straßburg übernimmt die materielle Aufbewahrung des abgelieferten Archivguts, indem er im Rahmen der Überwachung dieses Archivguts die gleiche Sorgfalt walten lässt wie im Rahmen der Überwachung seiner eigenen Unterlagen.

Er gewährleistet die Bereitstellung der verwahrten Dokumente zugunsten der Öffentlichkeit.

Artikel 6.- Zugänglichkeit des Archivguts

Die diesem Übereinkommen unterliegenden Dokumente können unter den in Kapitel II Artikel L 213-1, L 213-2 und L 213-3 des Gesetzes Nr. 2008-696 vom 15. Juli 2008 in Bezug auf Archive vorgesehenen Bedingungen für öffentliche Archive benutzt werden. Diese Bedingungen gelten für Urschriften und Reproduktionen.

Ausnahmeanträge im Hinblick auf die Zugänglichkeitsregeln für Archive werden an die Verwaltungsleitung des Eurodistrikts zur Freigabe weitergeleitet.

Artikel 7.- Reproduktionsrecht

Der Eurodistrikt erteilt eine ständige Reproduktionserlaubnis in Bezug auf die abgelieferten Dokumente, vorbehaltlich einer Nutzung zu gewerblichen Zwecken; in diesem Fall ist die Genehmigung des Eurodistrikts erforderlich. Die Einnahmen aus diesen Reproduktionen stehen dem Stadtverband Straßburg als Entschädigung für die zur Archivierung und Aufbewahrung der Archive des Eurodistrikts ausgelegten Kosten zu.

Der Eurodistrikt erklärt, dass er Inhaber aller mit den abgegebenen Dokumenten verbundenen Rechte ist, und verpflichtet sich, den Stadtverband Straßburg gegebenenfalls auf Urheberrechte und sonstige Rechte hinzuweisen. Der Eurodistrikt sichert den Stadtverband Straßburg allgemein gegen Besitzstörungen oder Forderungen in Bezug auf diese mit den abgegebenen Dokumenten verbundenen Urheberrechte ab. Der Eurodistrikt sichert den Stadtverband Straßburg folglich gegen Rechtsmittel von Dritten ab und entbindet ihn von Verurteilungen, welche ihm diesbezüglich angelastet werden können.

Artikel 8.- Ausleihe von Dokumenten

Top 3.6 Annex 2 Übereinkommen Archive DE

Ein Antrag auf Ausleihe von Dokumenten, welcher dem Stadtverband Straßburg zu Ausstellungszwecken oder aus sonstigen Gründen zugeht, bedarf der schriftlichen Genehmigung des Eurodistrikts.

Artikel 9.- Genehmigungsvollmacht

Die Einrichtung ermächtigt den Stadtverband Straßburg, die in Artikel 7 und 8 vorgesehenen Genehmigungen zu erteilen, sollte sie nicht in der Lage sein, innerhalb von einem Monat zu antworten.

Artikel 10.- Haftung-Versicherungen

Der Stadtverband Straßburg verpflichtet sich zur Absicherung der auf der Erfüllung dieses Übereinkommens beruhenden Haftpflichtrisiken. Bei einem Verlust oder einer Beschädigung des abgegebenen Archivbestands bzw. von Teilen desselben kann die Haftung des Stadtverbands Straßburg in Anspruch genommen werden, es sei denn, er erbringt den Beweis, dass er mit diesem Verlust bzw. dieser Beschädigung nichts zu tun hat.

Artikel 11. – Laufzeit des Übereinkommens

Dieses Verwaltungsübereinkommen tritt nach Unterzeichnung mit einer Laufzeit von 6 Jahren in Kraft, welche einmalig stillschweigend verlängert werden kann.

Artikel 12.- Aufhebung

Die einzelnen Parteien können dieses Übereinkommen jederzeit aufheben, unter der Voraussetzung, dass diese Aufhebung ordnungsgemäß begründet wird. Eine Partei, welche das Übereinkommen aufheben möchte, teilt dies der anderen Partei per Einschreiben mit Rückschein unter Einhaltung einer sechsmonatigen Kündigungsfrist mit.

Erfolgt die Aufhebung auf Veranlassung des Eurodistrikts, verfügt er über eine Frist von höchstens einem Jahr ab dem Eingang des Kündigungseinschreibens beim Stadtverband Straßburg, um die Verlegung des abgegebenen Archivguts auf eigene Kosten vorzunehmen. Der Eurodistrikt erteilt dem Stadtverband Straßburg in diesem Fall eine Entlastungsbescheinigung.

Erfolgt die Aufhebung auf Veranlassung des Stadtverbands Straßburg, verfügt der Eurodistrikt über eine Frist von höchstens einem Jahr ab dem Eingang des Kündigungseinschreibens, um die Rücksendung seiner Unterlagen vorzunehmen. Die Verlegungskosten entfallen auf den Stadtverband Straßburg. Der Eurodistrikt erteilt dem Stadtverband Straßburg in diesem Fall eine Entlastungsbescheinigung.

Die vom Stadtverband Straßburg bzw. auf dessen Kosten angefertigten Reproduktionen verwahrter Dokumente sind bei einer Aufhebung des Übereinkommens durch eine Partei auch weiterhin Eigentum desselben. Dies gilt ebenfalls für Mikrofilme und digitale Dateien, welche unter den gleichen Bedingungen angefertigt werden.

Artikel 13.- Kündigung

Top 3.6 Annex 2 Übereinkommen Archive DE

Die Parteien können dieses Übereinkommen jederzeit aufgrund eines Verschuldens kündigen. Diese Kündigung kann erst nach Ablauf der Mahnung ausgesprochen werden, welche der säumigen Partei von der geschädigten Partei per Einschreiben mit Rückschein übermittelt wird und mehr als einen Monat lang erfolglos geblieben ist. Diese Kündigung kann von der geschädigten Partei unbeschadet von Schadenersatzleistungen ausgesprochen werden, welche sie von der säumigen Partei fordern kann.

Artikel 14.- Streitigkeiten

Die Parteien vereinbaren bei einem Streitfall, nach einer einvernehmlichen Lösung zu suchen, bevor sie das zuständige Gericht anrufen. Bei dem zuständigen Gericht handelt es sich um das Verwaltungsgericht Straßburg.

Artikel 15.- Änderung des Übereinkommens

Dieses Übereinkommen, seine Präambel und sein Anhang können nur im Rahmen eines von den beiden Parteien ordnungsgemäß unterzeichneten Nachtrags abgeändert werden.

In zweifacher Ausfertigung, zu Straßburg, den

Der Eurodistrikt	Der Stadtverband Straßburg

Document de séance n° 1 / 3.7 / 2011
Vorlage Nr. 1 / 3.7 / 2011
Rapporteur / Berichterstatter
Dr. Marcus Obrecht

Séance du Conseil de l'Eurodistrict <i>Sitzung des Eurodis- trikrates</i> 1 / 2011	Date de la séance / <i>Sitzungstag</i> 28.03.2011
---	---

Point n° 3.7 de l'ordre du jour / Punkt 3.7 der Tagesordnung

Objet / Betreff: *Coopération de l'Eurodistrict avec les institutions voisines du Pôle de compétences pour les questions transfrontalières et européennes de Kehl (INFOBEST Kehl-Strasbourg, Euro-Institut, Conférence franco-germano-suisse du Rhin supérieur) et Euro-Info-Consommateurs /*

Kooperation des Eurodistrikts mit den Nachbarinstitutionen im Kompetenzzentrum für grenzüberschreitende und europäische Fragen in Kehl (INFOBEST Kehl-Strasbourg, Euro-Institut, Deutsch-französisch-schweizerische Oberrheinkonferenz) sowie Euro-Info-Verbraucher

I. Rapport / Sachverhalt:

Avec la prise de fonctions du secrétariat général de l'Eurodistrict et son déménagement au *Pôle de compétences pour les questions transfrontalières et européennes* le 1^{er} mars 2011, la question se pose à nouveau des possibilités de coopération entre l'Eurodistrict et les autres institutions à vocation transfrontalière, telles qu'Euro-Info-Consommateurs, et plus particulièrement celles qui sont impliquées dans le Pôle de compétences : INFOBEST Kehl-Strasbourg, Euro-Institut, Conférence franco-germano-suisse du Rhin supérieur.

Ces institutions travaillent sur la base d'une répartition du travail dans de multiples secteurs de la coopération transfrontalière. Pour cette raison, la recherche d'interfaces et de possibilités de coopération entre les institutions est souhaitable : des effets de synergie peuvent ainsi naître du travail commun d'experts, et des intérêts communs peuvent être mieux véhiculés et défendus auprès du public.

Le secrétariat général a déjà engagé des premières coopérations : Euro-Info-Consommateurs et INFOBEST Kehl-

Mit der Arbeitsaufnahme des Eurodistrikt-Generalsekretariats und dem Umzug in das *Kompetenzzentrum für grenzüberschreitende und europäische Fragen* am 1. März 2011 stellt sich neu die Frage nach möglichen Kooperationen zwischen dem Eurodistrikt einerseits und den anderen grenzüberschreitend arbeitenden Institutionen wie Euro-Info-Verbraucher sowie insbesondere denjenigen, welche am Kompetenzzentrum mitbeteiligt sind: INFOBEST Kehl-Strasbourg, Euro-Institut, Deutsch-französisch-schweizerische Oberrheinkonferenz.

Die genannten Einrichtungen funktionieren arbeitsteilig in zahlreichen Bereichen der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit. Die Suche nach Anknüpfungspunkten und Kooperationsmöglichkeiten zwischen den Institutionen ist deshalb erstrebenswert: So können Synergieeffekte durch das Zusammenwirken einzelner Fachexperten entstehen, gemeinsame Interessen nach außen besser vermittelt und vertreten werden.

Erste Kooperationen hat das Generalsekretariat bereits in die Wege geleitet: So bringen in der Arbeitsgruppe „Gesundheit“ des

Eurodistrict Strasbourg-Ortenau

Strasbourg apportent leur expertise au groupe de travail « Santé » de l'Eurodistrict et le projet d'un Forum de l'Eurodistrict sur la politique territoriale transfrontalière, également soumis au vote aujourd'hui, est issu de la collaboration étroite entre l'Euro-Institut et le secrétariat général, avec la participation du Conseil de l'Europe.

Une formalisation de la collaboration entre l'Eurodistrict et INFOBEST Kehl-Strasbourg sous forme d'un contrat de coopération semble particulièrement souhaitable : en tant qu'organisme franco-allemand de conseil pour les transfrontaliers, mais aussi en qualité d'interlocuteur pour les administrations, les politiques, les associations et les groupements professionnels, INFOBEST traite par exemple des problèmes rencontrés par les citoyens que la situation frontalière place en position de conflit avec les administrations publiques et des demandes d'informations du public sur les démarches administratives en Allemagne et en France. Avec son activité de conseil, INFOBEST complète les missions de l'Eurodistrict qui s'engage pour une simplification administrative et une intégration des deux territoires.

Eurodistrikt Strasbourg-Ortenau

Eurodistrikts Euro-Info-Verbraucher und INFOBEST Kehl-Strasbourg ihr Fachwissen ein; auch das heute zur Abstimmung stehende Projekt eines *Eurodistrikt-Forums für grenzüberschreitende Kommunalpolitik* entstand neben der Beteiligung des Europarates in enger Zusammenarbeit von Euro-Instituts und Generalsekretariat.

Insbesondere erscheint das Zusammenwirken in Form eines Kooperationsvertrages zwischen Eurodistrikt und INFOBEST Kehl-Strasbourg als gewinnbringend: INFOBEST als deutsch-französische Beratungsstelle für Grenzgänger, aber auch Anlaufstelle für Behörden, Politiker, Vereine und Verbände, kümmert sich z.B. um Belange der Bürger, wenn diese durch die Grenzsituation in Konflikt mit öffentlichen Verwaltungen kommen oder Informationen zum Verwaltungshandeln in Deutschland und Frankreich benötigen. Durch die Berater Tätigkeit ergänzt INFOBEST die Aufgaben des Eurodistrikts, der sich für Verwaltungsvereinfachungen und ein Zusammenwachsen der beiden Territorien engagiert.

II. Proposition de résolution / Beschlussvorschlag:

Le Conseil de l'Eurodistrict salue les coopérations avec d'autres institutions du Pole de compétences de Kehl et Euro-Info-Consommateurs. Il y voit une source d'opportunités, notamment pour ce qui est de la collaboration étroite avec INFOBEST Kehl-Strasbourg, et demande au Regierungspräsidium de Freiburg et au Conseil général leur accord pour l'élaboration d'un projet de convention de coopération entre les deux institutions. Il demande également au secrétaire général de prendre les mesures nécessaires à cet effet.

Der Eurodistriktrat begrüßt die Kooperationen mit anderen Institutionen des Kompetenzzentrums in Kehl sowie Euro-Info-Verbraucher. Er sieht große Chancen insbesondere in einer engen Zusammenarbeit mit INFOBEST Kehl-Strasbourg und bittet das Regierungspräsidium Freiburg sowie den Conseil Général um ihre Zustimmung für die Erarbeitung eines Entwurfes für eine Kooperationsvereinbarung zwischen beiden Institutionen. Er bittet zudem den Generalsekretär, die nötigen Schritte hierfür zu unternehmen.

III. Résultat des délibérations / Beratungsergebnis:

- | | |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> Accord | <input type="checkbox"/> Zustimmung |
| <input type="checkbox"/> Refus | <input type="checkbox"/> Ablehnung |
| <input type="checkbox"/> Résolution modifiée | <input type="checkbox"/> Abweichender Beschluss |

Document de séance n° 1 / 3.8 / 2011
Vorlage Nr. 1 / 3.8 / 2011

Séance du Conseil du GECT Ratssitzung des EVTZ Eurodistrict Strasbourg-Ortenau 1 / 2011	Date de la séance / Sitzungstag 28.03.2011
--	---

Point n° 3.8 de l'ordre du jour / Punkt 3.8 der Tagesordnung

Objet / Betreff: Poste de secrétaire générale adjointe, chef de projet développement territorial - modifications à la délibération adoptée par le Conseil du 17 juin 2010 / Stelle Stv. Generalsekretärin, Projektleiterin territoriale Entwicklung – Änderungen Beschluss Rat des Eurodistrict vom 17. Juni 2010.

<u>I. Contexte de la modification</u>	<u>I. Hintergrund der Änderung</u>
<p><i>Le Bureau de l'Eurodistrict du 28 octobre 2010 a validé le choix de recruter Mme Martine SCHNEIDER comme adjointe au Secrétaire général du GECT, chef de projet „développement territorial“.</i></p> <p><i>En lien étroit avec le Secrétaire Général, les missions confiées à la Secrétaire générale adjointe sont notamment de représenter le GECT dans les instances européennes, françaises, allemandes et transfrontalières. Par ailleurs, elle a un rôle d'animation en réseau et de pilotage de projets, ainsi qu'un rôle de conseil et d'expertise aux porteurs de projets transfrontaliers.</i></p> <p><i>L'adéquation entre le profil de Martine SCHNEIDER et les missions attendues du poste de Secrétaire général adjoint justifie l'évolution de la grille statutaire et de rémunération de Martine SCHNEIDER qui sera alors au niveau de sa rémunération antérieure.</i></p> <p><i>Cela nécessite de modifier la délibération du Conseil de l'Eurodistrict du 17 juin 2010 relative au personnel du GECT. Il est ainsi</i></p>	<p><i>Der Vorstand des Eurodistricts bestätigte in seiner Sitzung vom 28. Oktober 2010 die Entscheidung, Frau Martine SCHNEIDER als Stellvertreterin des Generalsekretärs des EVTZ, Projektleiterin „Territoriale Entwicklung“, einzustellen.</i></p> <p><i>In enger Abstimmung mit dem Generalsekretär bestehen die der Stellvertretenden Generalsekretärin zugewiesenen Aufgaben in der Repräsentation des EVTZ in europäischen, französischen, deutschen und grenzüberschreitenden Gremien. Des Weiteren gehören zu ihrer Rolle, die Netzwerkarbeit, die Projektsteuerung sowie die Begleitung von Projektträgern bei ihrer grenzüberschreitenden Arbeit.</i></p> <p><i>Die Übereinstimmung des Profils von Martine SCHNEIDER mit der von der Stelle des stellvertretenden Generalsekretärs erwarteten Leistungen rechtfertigt eine Höherstufung in den Lohn- und Statusgruppen. Die Bezahlung von Frau Schneider wird dann auf dem Niveau ihrer vorhergehenden Anstellung sein.</i></p> <p><i>Dies macht die Änderung des Beschlusses des Eurodistrictrates vom 17. Juni 2010 in Bezug auf die Einstellung von Mitarbeitern</i></p>

<p>proposé au Conseil d'ouvrir également ce poste aux grades de directeur territorial et d'administrateur territorial.</p> <p>Les modifications apportées figurent à l'annexe 1 et les modifications à apporter au tableau des emplois figurent à l'annexe 2.</p> <p><u>Délibéré :</u> Le Conseil de l'Eurodistrict approuve la modification du tableau des emplois et la nouvelle rédaction de la délibération du 17 juin 2010 relative au personnel du GECT telles qu'elles sont présentées dans les deux annexes jointes.</p>	<p>nötig. Es wird dem Rat vorgeschlagen, die Stelle nach dem Niveau eines „directeur territorial“ und eines „administrateur territorial“ anzupassen.</p> <p>Die Änderungen werden in Annex 1, die Veränderungen der Tabelle zur Stellenbeschreibung in Anhang 2 angeführt.</p> <p><u>Beschluss:</u> Der Eurodistriktrat genehmigt die Änderung der Stellentabelle und die neue Fassung des Beschlusses vom 17. Juni 2010 über das Personal des EVTZ in ihrer in den beiden Anhängen vorgelegten Form.</p>
---	--

II. Résultat des délibérations / Beratungsergebnis:

<p><input type="checkbox"/> Accord</p> <p><input type="checkbox"/> Refus</p> <p><input type="checkbox"/> Résolution modifiée</p>	<p><input type="checkbox"/> Zustimmung</p> <p><input type="checkbox"/> Ablehnung</p> <p><input type="checkbox"/> Abweichender Beschluss</p>
--	---

Annexe I. Nouvelle rédaction du rapport /Anhang 1: Neue Fassung des Berichts

Conformément à l'article 6 § 2-6 des statuts du GECT de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau, le Conseil de l'Eurodistrict fixe la liste des emplois à créer.

Lors de sa réunion constitutive du 4 février 2010, le Conseil de l'Eurodistrict avait adopté une résolution (point 7) sur les emplois suivants à créer :

- un(e) Secrétaire Général(e) ;
- un(e) chef de projet développement territorial ;
- un(e) responsable évènementiel et communication ;
- un(e) responsable pour le fonds de micro-projet (dans le cadre d'un projet européen INTERREG IV A) ;
- un(e) assistant(e)-comptable.

Pour permettre le recrutement sur ces postes, il est nécessaire que le Conseil se prononce sur l'assimilation du GECT à une commune.

Il est proposé de compléter cette délibération en tenant compte, en outre, des dispositions prévues par le nouvel article 17 des statuts du GECT sous réserve de l'entrée en vigueur de cette modification statutaire.

Sous réserve des compétences du Conseil, « les conditions relatives aux recrutements, à la rémunération, à la couverture sociale et aux conditions de travail » sont déterminées par le Bureau. Celui-ci veille à ce que « les conditions soient équivalentes pour l'ensemble du personnel, indépendamment de la nationalité ou du lieu de résidence des agents. Dans ce cadre, il peut décider d'appliquer le droit français ou allemand ».

A. Dispositions du droit français

1. Assimilation du GECT à une

Gemäß Artikel 6, § 2-6 der Satzung des EVTZ Eurodistrikt Straßburg-Ortenau stellt der Rat des Eurodistrikts den Stellenplan fest.

In seiner konstituierenden Sitzung am 4. Februar 2010 hatte der Rat des Eurodistrikts beschlossen, folgende Stellen zu schaffen (Tagesordnungspunkt 7):

- *Ein(e) Generalsekretär(in) ;*
- *Ein Beschäftigter für die allgemeine Projektverantwortung / territoriale Entwicklung;*
- *Ein Beschäftigter für die Veranstaltungen und die Presse- und Öffentlichkeitsarbeit*
- *Ein Beschäftigter für den Mikroprojekte-Fonds (im Rahmen eines EU-INTERREG IV A-Projektes) ;*
- *Ein Beschäftigter für die Sekretariatsarbeiten und die Buchhaltung.*

Um diese Einstellungen vornehmen zu können, muss der Rat die Gleichstellung des EVTZ mit einer Gemeinde festlegen.

Außerdem wird eine Ergänzung dieses Beschlusses vorgeschlagen, um die im neuen Artikel 17 der Satzung des EVTZ festgelegten Bedingungen zu integrieren, dies unter Vorbehalt des Inkrafttretens dieser Satzungsänderung.

Unter Vorbehalt der Kompetenzen des Rates, werden vom Vorstand „die Bedingungen der Einstellungen, Arbeitsverhältnisse, Entlohnung und sozialen Absicherung“ festgelegt. Der Vorstand achtet darauf, dass „die Bedingungen für das gesamte Personal gleichwertig sind, unabhängig davon, welche Nationalität und welchen Wohnort der Mitarbeiter hat“. Es kann dabei grundsätzlich deutsches oder französisches Recht vereinbart werden.

A. Französisches Recht

1. Gleichstellung des EVTZ mit einer

commune de 40.000 habitants

En raison de la nomenclature des emplois de la fonction publique territoriale et en vertu des dispositions de l'article 1^{er} du décret n° 2000-954 du 22 septembre 2000 relatif aux règles d'assimilation des établissements publics locaux aux collectivités territoriales pour la création de certains grades de fonctionnaires territoriaux, il est nécessaire, au préalable que le Conseil se prononce sur l'assimilation du GECT à une commune.

Les objectifs et les missions du GECT, telles que précisées par l'article 5 de la convention constitutive ainsi que par ses statuts, la nature de ces missions destinées à faire de l'Eurodistrict un laboratoire européen pour une coopération et une gouvernance transfrontalières innovantes, le montant de son budget et les missions d'expertise et d'analyse prospective en vue d'assurer le rayonnement et le développement du GECT confiées à son personnel, ainsi que les compétences attendues de ce personnel, sont de nature à permettre une assimilation du GECT au niveau d'une commune de 40.000 habitants.

2. Régime indemnitaire applicable aux agents

En vertu des dispositions de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et du décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application de l'alinéa 1^{er} de cet article, le Conseil de l'Eurodistrict doit se prononcer sur le régime indemnitaire qu'il souhaite instituer au bénéfice de ses agents.

En l'état des effectifs du groupement composés uniquement de personnels relevant de la filière administrative, il est proposé au Conseil de décider de la mise en place des primes suivantes :

a) **au bénéfice du Secrétaire Général**, la prime de responsabilité des emplois administratifs de direction (décret n° 88-631 du 6 mai 1998). Cette prime est

Gemeinde von 40.000 Einwohnern

Aufgrund der Nomenklatur bezüglich der Stellen im territorialen öffentlichen Dienst und kraft Artikel 1 der Verfügung n° 2000-954 vom 22. September 2000 über die Gleichstellung von öffentlichen lokalen Anstalten mit Gebietskörperschaften für die Schaffung von manchen Dienststufen für Territorialbeamte, muss die Gleichstellung des EVTZ mit einer Gemeinde vom Rat genehmigt werden.

Die Gleichstellung des EVTZ mit einer Gemeinde mit 40.000 Einwohnern wird ermöglicht durch:

- die Ziele und Aufgaben des EVTZ, wie sie im Artikel 5 der Gründungsvereinbarung und in der Satzung festgehalten sind,*
- die Aufgabenstellung, aus dem Eurodistrict ein europäisches Laboratorium für innovative grenzüberschreitende Zusammenarbeit und Governance zu machen,*
- die Höhe seines Budgets und die Aufgabe an das Personal, eine zukunftsorientierte Arbeit zu betreiben, um die Ausstrahlung und die Entwicklung des EVTZ zu gewährleisten,*
- sowie aufgrund der vom Personal erwarteten Kompetenzen.*

2. Zulagenregelung für die Beschäftigten

Aufgrund der Bestimmungen in Art. 88 des Gesetzes vom 26. Januar 1984, das statistische Bestimmungen zum territorialen öffentlichen Dienstes beinhaltet, und der Verfügung Nr. 91 – 875 des 6. Septembers 1991, auf welcher die Anwendung des 1. Paragraphen dieses Artikels beruht, muss der Eurodistriktrat über eine Zulagenregelung für seine Mitarbeiter entscheiden.

Da der Personalbestand des Verbunds ausschließlich aus Verwaltungspersonal besteht, wird dem Rat vorgeschlagen, folgende primes (Zulagen) festzulegen:

a) **für den Generalsekretär** die prime de responsabilité des emplois administratifs de direction (Verantwortungszulage für leitende Stellen)

versée mensuellement et correspond à 15% du traitement mensuel brut (hors indemnité de résidence et autre régime indemnitaire)

b) au bénéfice des agents titulaires occupant un poste d'un niveau comparable, l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des administrations centrales (décret n° 2002-62 du 14 janvier 2002). Cette indemnité est attribuée mensuellement.

En fonction du supplément de travail fourni et de l'importance des sujétions auxquelles les agents éligibles sont soumis dans l'exercice de leur activité, le montant mensuel moyen de la prime pouvant être attribuée est de **308,28€ bruts**, sans pouvoir excéder **924,84€ bruts**.

c) au bénéfice des agents occupant un emploi d'administrateur territorial, la prime de rendement des administrations centrales (décrets n°45-1753 du 6 août 1945 et n° 50-196 du 6 février 1950). Cette indemnité est attribuée mensuellement. Le montant mensuel moyen susceptible d'être attribué est de **285,92 € bruts**, sans pouvoir excéder **652,59 € bruts**.

d) au bénéfice des agents relevant de la filière administrative titulaires d'un grade de la catégorie A ou B ou occupant un poste calibré à ces deux mêmes niveaux, l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des personnels de la filière administrative (décret n°2002-63 du 14 janvier 2002). Cette indemnité est versée mensuellement. En fonction des sujétions particulières rencontrées dans l'exercice de leurs missions ainsi que du supplément de travail fourni sur leur poste par les agents éligibles, les montants mensuels moyens et maximum pouvant être attribués au titre de l'IFTS sont les suivants :

Grades	Montant	Montant
--------	---------	---------

(Verordnung Nr. 88-631 vom 6. Mai 1998). Diese Zulage wird monatlich ausgezahlt und entspricht 15 % des monatlichen Bruttogehalts ohne Ortszulage und anderer Zulagen.

b) für Mitarbeiter, die eine vergleichbare Stelle inne haben, die indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des administrations centrales (Pauschalzulage für Mehrarbeit in Hauptverwaltungen) (Verfügung Nr. 2002 – 62 vom 14. Januar 2002). Diese Zulage wird monatlich ausbezahlt. Die durchschnittliche monatliche Höhe dieser Zulage beträgt **308,28 € brutto bis maximal 924,84 € brutto**, je nach geleisteter Mehrarbeit und Mehrbelastung des Mitarbeiters.

c) für Mitarbeiter, die eine Stelle als administrateur territorial (Territorialverwalter) innehaben, die prime de rendement des administrations centrales (Erfolgszulage der Hauptverwaltungen) (Verordnung Nr. 45-1753 vom 6. August 1945 und Nr. 50-196 vom 6. Februar 1950). Diese Zulage wird monatlich ausbezahlt. Die durchschnittliche monatliche Höhe dieser Zulage beträgt **285,92 € brutto bis maximal 652,59 € brutto**.

d) für Mitarbeiter aus der Verwaltung mit der Amtsbezeichnung „A“ oder „B“ (agents relevant de la filière administrative titulaires d'un grade de la catégorie A ou B) **oder Mitarbeiter, die vergleichbare Stellen inne haben**, die l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des personnels de la filière administrative / IFTS (Zulage für Mehrarbeit der Verwaltungsmitarbeiter) (Verordnung Nr. 2002-63 vom 14. Januar 2002). Diese Zulage wird monatlich ausbezahlt. Die durchschnittliche monatliche Höhe dieser Zulage (IFTS) kann je nach geleisteter Mehrarbeit und Mehrbelastung des Mitarbeiters betragen:

Amtsstufe	Durch-	Maximal-
-----------	--------	----------

	mensuel moyen (€ brut)	maximum (€ brut)
1ère catégorie : Directeur et assimilé Attaché prin- cipal et assi- milé	121,99	975,92
2^{ème} catégo- rie : Attaché et assimilé	89,45	715,60
3^{ème} catégo- rie : Rédacteur chef Rédacteur principal Rédacteur (au-delà du 6 ^{ème} échelon)	71,13	569,04

L'ensemble des primes ainsi instituées par le Conseil de l'Eurodistrict peuvent bénéficier, selon conditions fixées par la présente délibération, à tous les agents permanents titulaires, stagiaires ou non titulaires employés par le groupement.

A ce titre, le Conseil de l'Eurodistrict autorise l'inscription au budget de la collectivité, des crédits suivants, majorés, le cas échéant des charges patronales :

- au titre de l'IFTS des administrations centrales : 22.000 €
- au titre de la prime de rendement des administrations centrales : 3.431 €
- au titre de l'IFTS de la filière administrative :

1^{ère} catégorie :	11.711 €
2^{ème} catégorie :	8.587 €
3^{ème} catégorie :	6.828 €

Une annexe à la présente délibération liste les postes prévus avec des indications complémentaires portant sur le cadre d'emploi, les descriptifs de poste, le mode de recrutement et le régime indemnitaire proposé.

	schnittliche monatliche Höhe (€, brutto)	betrag (€, brutto)
1. Kategorie: Direktor und gleichgestellt Attaché principal und gleichgestellt	121,99	975,92
2. Kategorie Attaché und gleichgestellt	89,45	715,60
3. Kategorie: Rédacteur chef Rédacteur principal Rédacteur (über der 6. Stufe)	71,13	569,04

Alle festangestellte Beschäftigte des Verbunds, ob Beamte, Beamtenanwärter oder Angestellte, profitieren von der Gesamtheit der Zulagen, wie sie durch den Eurodistriktrat, entsprechend diesem Beschluss, eingerichtet werden.

In diesem Zusammenhang bevollmächtigt der Eurodistriktrat den Verbund, folgende Posten, ggf. zuzüglich der Arbeitgeberanteile, in das Budget aufzunehmen:

- für die IFTS für die Stellen der Hauptverwaltungen : 22.000€
- für die prime de rendement des administrations centrales (Erfolgszulage für die Stellen der Hauptverwaltungen): 3.431 €
- für die IFTS für die Stellen des Verwaltungszweigs :

1, Kategorie:	11.711 €
2, Kategorie:	8.587 €
3. Kategorie:	6.828 €

Eine diesem Beschluss beigefügte Anlage zählt die vorgesehenen Stellen auf. Sie enthält, neben den Beschreibungen der Stellen, zusätzliche Angaben über die Rahmenbedingungen, über die Art und Weise, wie die Stellenbesetzung erfolgen soll und die vorgeschlagene Eingruppierung für die Zulagenregelung.

B. Dispositions en droit allemand

En cas de recours au droit allemand, le paragraphe 105 de la « Gewerbeordnung » (libre détermination des contrats de travail), précisant les modalités relatives à la conclusion, au contenu et à la forme du contrat de travail librement négociables entre l'employeur, serait applicable.

B. Deutsches Recht

Im Falle der Wahl deutschen Rechts gilt auf Basis des §105 Gewerbeordnung (freie Gestaltung des Arbeitsvertrages), dass Arbeitgeber und Arbeitnehmer den Abschluss, den Inhalt und die Form des Arbeitsvertrages frei vereinbaren können.

Annexe 2 : Tableau des emplois du GECT (cas du droit français)

Intitulé de l'emploi	Fourchette de grade Niveau de recrutement	Régime indemnitaire proposé	Montants
<p>Chef de projet « Développement territorial »</p>	<p>Administrateur territorial</p> <p>Attaché territorial à directeur territorial</p>	<p>IFTS des administrations centrales</p> <p>Prime de rendement des administrations centrales</p> <p>IFTS des personnels de la filière administrative (1^{ère} et 2^{ème} catégorie) Versement mensuel. Le versement de cette prime et sa modulation sont conditionnés par : - le supplément de travail fourni et - les sujétions particulières de l'emploi exercé</p>	<p>Montant mensuel moyen : 308,28€ bruts Montant mensuel maximum : 924,84€ bruts</p> <p>Montant mensuel moyen : 285,92 € bruts Montant mensuel maximum : 652,59 € bruts</p> <p>Montants mensuels moyens : - 1^{ère} catégorie : 121,99 € bruts - 2^{ème} catégorie : 89,45 € bruts</p> <p>Montants mensuels maximum : - 1^{ère} catégorie : 975,92 € bruts - 2^{ème} catégorie : 715,60 € bruts</p>

Anhang 2: Tabelle der Stellen in der Geschäftsstelle des EVTZ (französisches Recht)

Bezeichnung der Stelle	Dienststufe Einstellungs niveau	Vorgeschlagene Zulagen	Beträge
Projektleiter „Territoriale Entwicklung“	Administrateur Territorial Territorialverwalter	IFTS – Stellen der Hauptverwaltungen Prime de rendement des administrations centrales (Erfolgszulage für die Stellen der Hauptverwaltungen) IFTS - Stellen in der Verwaltung (1. und 2. Kategorie). Monatliche Auszahlung. Die Auszahlung dieser Zulage und ihre Anpassung hängen von den nachstehenden Elementen ab: - der geleisteten Mehrarbeit und - der Mehrbelastung der bekleideten Stelle	Durchschnittlicher Monatsbetrag: 308,28 € brutto Maximaler Monatsbetrag: 924,84 € brutto Durchschnittlicher Monatsbetrag: 285,92 € brutto Maximaler Monatsbetrag: 652,59 € brutto Durchschnittliche Monatsbeträge: - 1. Kategorie: 121,99 € brutto - 2. Kategorie: 89,45 € brutto Maximale Monatsbeträge: - 1. Kategorie: 975,92 € brutto - 2. Kategorie: 715,60 € brutto

Séance du Conseil de l'Eurodistrict / Sitzung des Euro- distriktrates 1/2011	Date de la séance / Sitzungstag 28.03.2011
---	---

Point n° 4 de l'ordre du jour / Punkt 4 der Tagesordnung

Objet / Betreff: Instauration de groupes de travail – Einrichtung von Arbeitsgruppen

I. Rapport / Sachverhalt:

Pour faire rapidement des progrès dans notre travail de coopération au bénéfice des citoyens, il est souhaitable d'instaurer des groupes de travail qui permettent une collaboration étroite entre élus, experts et société civile. Ils assistent le Conseil de leur expertise, élaborent des propositions de projets transfrontaliers et œuvrent à l'amélioration de la coopération transfrontalière en général. Un premier groupe de travail consacré au thème de la « santé » dans l'Eurodistrict a été créé lors du dernier conseil le 25 novembre 2010. Il s'est déjà réuni quatre fois depuis cette date sous la direction de MM. les Dr Seufert et Feltz.

Afin d'étendre le travail de l'Eurodistrict à d'autres domaines, d'autres organes de travail spécifiques sur les thèmes suivants doivent être mis en place :

- Économie, Affaires sociales et Seniors ;
- Environnement, Transports et Aménagement du Territoire ;
- Éducation, culture et Eurodistrict trilingue.

Les groupes de travail intégreront des réseaux existants. L'objectif est de donner suite aux projets en cours, tout en impulsant de nouvelles initiatives après analyse des besoins. Ainsi, le GdT *Économie, Affaires sociales et Seniors* doit se charger d'élargir le dispositif d'apprentissage transfrontalier à d'autres métiers Avec le GdT *Environnement, Transports et Aménagement du territoire*, l'Eurodistrict vise une collaboration étroite avec le *Secrétariat permanent de prévention des pollutions industrielles (SPPPI)* et les possibilités d'un plan antibruit commun à tout

Um schnelle Fortschritte im Rahmen unserer Kooperation im Sinne der Bürger realisieren zu können, bedarf es der Einrichtung von Arbeitsgruppen. In Ihnen arbeiten Mandatsträger, Experten und Akteure der Zivilgesellschaft eng zusammen. Die Arbeitsgruppen stehen dem Rat mit Expertise zur Seite, formulieren Vorschläge für grenzüberschreitende Projekte und zur Verbesserung der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit allgemein. Eine erste Arbeitsgruppe wurde während des letzten Rates am 25. November 2010 zum Thema „Gesundheit“ im Eurodistrikt gegründet. Sie hat sich bisher vier Mal unter der Leitung von Dr. Seufert und Dr. Feltz getroffen.

Um die Arbeit des Eurodistrikts auf andere Bereiche auszudehnen, sollen weitere arbeitsteilige Gremien mit folgenden Themenschwerpunkten eingerichtet werden:

- Wirtschaft, Soziales und Senioren;
- Umwelt, Verkehr und Raumplanung;
- Bildung, Kultur und trilingualer Eurodistrikt.

Die Arbeitsgruppen integrieren bestehende Netzwerke. Ziel ist es, laufende Projekte fortzuführen sowie neue nach einer Bedarfsanalyse anzustoßen. So soll z.B. in der AG *Wirtschaft, Soziales und Senioren* die grenzüberschreitende Berufsausbildung auf weitere Berufe ausgeweitet werden. In der AG *Umwelt, Verkehr und Raumplanung* strebt der Eurodistrikt eine enge Zusammenarbeit mit dem *Secrétariat Permanent de Prévention des Pollutions Industrielles (SPPPI)* an; auch sollen Möglichkeiten eines gemeinsamen Eurodistrikt-Lärmaktionsplanes geprüft werden. In

l'Eurodistrict doivent être étudiées. Le GdT *Éducation, Culture et Eurodistrict trilingue* travaille sur le positionnement de l'Eurodistrict en tant que région innovante leader en matière d'éducation et de culture. Un rôle important y est dévolu à l'enseignement trilingue (allemand, français, anglais) à l'école et l'université.

der AG *Bildung, Kultur und trilingualer Eurodistrikt* geht es um die Positionierung des Eurodistrikts als führende und innovative Bildungs- und Kulturregion. Hierbei kommt der dreisprachigen Ausbildung (Deutsch, Französisch, Englisch) von Schülern und Studenten eine wichtige Rolle zu.

II. Proposition de résolution / Beschlussvorschlag:

Le Conseil de l'Eurodistrict approuve la proposition d'instauration des groupes de travail suivants : a) Économie, Affaires sociales et Seniors, b) Environnement, Transports et Aménagement du territoire et c) Éducation, Culture et Eurodistrict trilingue. Il confie cette tâche au secrétaire général.

Der Eurodistriktrat stimmt dem Vorschlag der Einrichtung folgender Arbeitsgruppen zu: a) Wirtschaft, Soziales und Senioren, b) Umwelt, Verkehr und Raumplanung, c) Bildung, Kultur und trilingualer Eurodistrikt. Er beauftragt den Generalsekretär mit der Ausführung dieser Aufgabe.

III. Résultat des délibérations / Beratungsergebnis:

<input type="checkbox"/> Accord	<input type="checkbox"/> Zustimmung
<input type="checkbox"/> Refus	<input type="checkbox"/> Ablehnung
<input type="checkbox"/> Résolution modifiée	<input type="checkbox"/> Abweichender Beschluss

Document de séance n° 1 / 4.1 / 2011
Vorlage Nr. ° 1 / 4.1 / 2011

Séance du Conseil de l'Eurodistrict / Sitzung des Euro- distriktrates 1/2011	Date de la séance / Sitzungstag 28.03.2011
---	---

Point n° 4.1 de l'ordre du jour / Punkt 4.1 der Tagesordnung

Objet / Betreff: Instauration d'un groupe de travail chargé de la prévention de la délinquance – *Einrichtung einer mit der Verbrechensvorbeugung betrauten Arbeitsgruppe*

I. Rapport / Sachverhalt:

Le Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance s'est réuni le 9 décembre 2010 et a souhaité l'instauration d'un groupe d'experts transfrontalier dans le cadre de l'Eurodistrict.

Afin de rassembler l'ensemble des autorités compétentes en matière de prévention de la délinquance des côtés français et allemand, ce groupe pourrait avoir la composition suivante :

- services de police et de gendarmerie français
- services de police allemands
- Procureurs de la République de Strasbourg et d'Offenbourg
- Centre de Coopération Policière et Douanière (CCPD de Kehl)
- Pôle Sécurité Prévention de la Communauté urbaine de Strasbourg

Les champs d'activité et de coopération de ce groupe de travail pourraient comprendre :

- les patrouilles et les contrôles mixtes préventifs et ciblés,
- les interventions communes lors d'évènements extraordinaires,
- la prévention des accidents dus aux artifices, la lutte commune contre l'usage détourné des pétards à l'occasion des fêtes

Der Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance trat am 9. Dezember 2010 zusammen und wünschte die Einrichtung einer grenzüberschreitenden Expertengruppe im Rahmen des Eurodistrikts.

Um alle im Bereich der Verbrechensvorbeugung zuständigen Behörden auf französischer und deutscher Seite zusammenführen zu können, könnte diese Gruppe sich folgendermaßen zusammensetzen:

- Dienststellen der französischen Polizei und Gendarmerie
- Dienststellen der deutschen Polizei
- Staatsanwälte aus Straßburg und Offenbourg
- Gemeinsames Zentrum für deutsch-französische Polizei- und Zollzusammenarbeit (Kehl)
- Pôle Sécurité Prévention der Stadtgemeinschaft Straßburg

Die Tätigkeits- und Zusammenarbeitsbereiche dieser Arbeitsgruppe könnten sich folgendermaßen gestalten:

- gemischte vorbeugende und zielgerichtete Streifen und Kontrollen,
- gemeinsame Einsätze bei außerordentlichen Veranstaltungen und Ereignissen,
- Vorbeugung von Feuerwerksunfällen, gemeinsame Bekämpfung der missbräuchlichen Nutzung von Feuer-

de fin d'année,

- la lutte contre le tourisme de la drogue,
- les échanges transfrontaliers d'informations,
- la prévention commune des atteintes aux biens par la "prévention technique de la malveillance" et des opérations ciblées de prévention de certains phénomènes transfrontaliers,
- la défense commune de l'environnement dans le cadre de patrouilles le long du Rhin (patrouilles hélicoptères notamment),
- le développement des offres de formation linguistique en s'appuyant sur le centre linguistique de Lahr.

werkskörpern an Silvester und Neujahr,

- Bekämpfung des Drogentourismus,
- grenzüberschreitender Informationsaustausch,
- gemeinsame Vorbeugung von Sachbeschädigungen durch „technische Vorbeugung mutwilliger Zerstörungen“ und zielgerichtete Aktionen zur Vorbeugung bestimmter grenzüberschreitender Phänomene,
- gemeinsame Schutz der Umwelt im Rahmen von Streifendiensten entlang des Rheins (vor allem hubschraubergestützte Streifen),
- Entwicklung von Sprachkurse durch Unterstützung des Sprachenzentrums Lahr.

II. Proposition de résolution / Beschlussvorschlag:

Le Conseil de l'Eurodistrict approuve la proposition d'instauration d'un Groupe de travail chargé de la prévention de la délinquance. Il confie cette tâche au secrétaire général du GECT.

Der Rat des Eurodistrikts stimmt dem Vorschlag zu, eine mit der Verbrechensvorbeugung betraute Arbeitsgruppe einzurichten. Er überträgt diese Aufgabe dem Generalsekretär des EVTZ.

III. Résultat des délibérations / Beratungsergebnis:

<input type="checkbox"/> Accord	<input type="checkbox"/> Zustimmung
<input type="checkbox"/> Refus	<input type="checkbox"/> Ablehnung
<input type="checkbox"/> Résolution modifiée	<input type="checkbox"/> Abweichender Beschluss

Straßburg, den 16. März 2011

TOP 4 ANNEX

Mitteilung an den Präsidenten des Eurodistrikts und die Gewählten über die Ausrichtung des grenzüberschreitenden öffentlichen Verkehrs im Eurodistrikt (ED)

Die bestehenden grenzüberschreitenden Fahrausweise

Der Europass

Der seit 15 Jahren bestehende Europass funktioniert insofern nach dem Prinzip der Wochen- oder Monatskarte *Carte Orange*, als er die Möglichkeit bietet, alle Verkehrsmittel des Gebiets des ED zu benutzen, nämlich Züge (DB und SNCF), Tram und Busse aller Betreiber auf dem Gebiet des ED.

Es gibt drei Formeln:

- Ein Fahrausweis mit 24-stündiger Gültigkeit für 1 Person + 2 Kinder unter 12 Jahren: 7,80 €
- Ein Familienfahrausweis mit 24-stündiger Gültigkeit für 2 Personen + 2 Kinder unter 12 Jahren: 11,80 €
- Eine personengebundene Monatskarte: 68,80 €

Die Anerkennung der „Jugend“-Fahrausweise im Sommer

Diese Vereinbarung in Bezug auf die gegenseitige Anerkennung der Fahrausweise für Jugendliche im Eurodistrikt („*Eté jeunes*“ der CTS, „*carte Tonus Alsace*“ und „*Schülermonatskarten*“ des TGO) gilt den Sommer hindurch.

Diese Maßnahme, welche letztes Jahr erstmals erprobt wurde, verzeichnete keinen großen Erfolg.

Die einzelnen Einrichtungen verfügen über ihre eigene Preisgestaltung, welche für bestimmte grenzüberschreitende Verbindungen Gültigkeit besitzt. Die Fahrten in öffentlichen Verkehrsmitteln erfolgen zwischen Straßburg und der Ortenau über die Verkehrsnetze:

- der CTS bis nach Kehl : Linie 21 (innerstädtischer Preis, d.h. 1,40 € für eine einfache Hinfahrt)
- der SNCF oder der DB (gemeinsam bewirtschaftete *Méto-Rhin*-Verbindung zwischen Straßburg und Offenburg) : Preis Straßburg-Kehl 3,50 €
- der TGO in Kehl und in der restlichen Ortenau: Einzelticket à 1,90 € für Kehl und Umgebung.

Die Anhäufung dieser verschiedenen Tarife kann sich je nach Fahrtstrecke rasch entmutigend gestalten.

Zwei große Hauptausrichtungen

1. Erfüllung neuer Anforderungen, vor allem nach Inbetriebnahme des Tramverkehrs nach Kehl

Der bestehende Europass ist für die Fahrten Kehl-Straßburg zu teuer. Die Vertreter der verschiedenen Verkehrsnetze, welche regelmäßig zusammentreten, um an der Verbesserung der grenzüberschreitenden Fahrpreise zu arbeiten, stimmen bereits seit mehreren Jahren dem Grundsatz zu, einen „Mini-Europass“ zu schaffen, welcher nur im Gebiet Kehl und Umgebung der TGO Gültigkeit besitzen würde und somit preisgünstiger wäre.

NB: Die Fachleute einigten sich vor kurzem auf einen Preis, da jedes Verkehrsnetz äußerst umfangreiche Nachlässe auf die eigenen Fahrpreise bewilligte, sowie auf eine Aufteilung der Einnahmen.

Der Mini-Europass könnte somit eingerichtet werden, und zwar unter dem Vorbehalt der politischen Zustimmung der Region, des Stadtverbands Straßburg und des Landrats des Ortenaukreises:

- Mini-Europass für „Einzelreisende“ 6 €
- Mini-Europass „Family“ 9 €
- monatlicher Mini-Europass 55 €

Dieser Fahrpreis könnte für die Kombibenutzer von TGO und CTS eine erste Lösung im Hinblick auf die Ankunft der Tram in Kehl darstellen, bevor man zu einem ehrgeizigeren Preisabkommen gelangt.

2. Einrichtung einer sozialen Preisgestaltung für die Fahrausweise des Eurodistrikts

Der Stadtverband Straßburg richtete im September 2010 eine Fahrpreisstaffelung in Abhängigkeit von den finanziellen Kapazitäten der einzelnen Haushalte ein.

Die Fahrpreistabelle umfasst zwei Bezugspreise, auf die Nachlässe in Einklang mit der finanziellen Lage der Familien angewandt werden:

- ein Abonnement zum vollen Preis;
- ein Abonnement zum ermäßigten Preis (50%iger Nachlass) für Kinder, Jugendliche und junge Erwachsene von 4 bis 25 Jahren und Senioren über 65 Jahre.

Der Stadtverband Straßburg bewilligt über diese an das Alter gebundene und ohne Ressourcenvoraussetzungen erhältlichen Abonnements hinaus zusätzliche Nachlässe auf den Fahrpreis der Altersgruppe (voller Preis oder ermäßigter Preis) in Abhängigkeit vom Einkommen und der Zusammensetzung der Familie je nach dem für die Benutzer geltenden Abschnitt der einkommensteuerrelevanten Bewertungsziffer (Quotient Familial - QF):

- QF bis 350 €: zusätzlicher 90 %iger Nachlass
- QF zwischen 351€ und 550 €: zusätzlicher 75 %iger Nachlass
- QF zwischen 551€ und 750 €: zusätzlicher 50 %iger Nachlass

Die Einzelaufstellung wird in der nachstehenden Tabelle dargelegt

DIE NEUEN MONATSKARTENPREISE		
	Voller Preis	Wenn ich jünger als 26 Jahre oder älter als 65 Jahre bin
Meine Bewertungsziffer liegt über 750 €	44 €	22 €
Meine Bewertungsziffer liegt zwischen 551 € und 750 €	22 €	11 €
Meine Bewertungsziffer liegt zwischen 351 € und 550 €	11 €	5,50 €
Meine Bewertungsziffer entspricht oder liegt unter 350 €	44 €	2,20 €

Die Inhaber eines Europasses können derzeit nicht in den Vorteil eines solchen Nachlasses gelangen, was die Nutzung dieses Fahrausweises bei Personen mit geringem Einkommen nicht fördert.

Arbeits- und Funktionsweise

Eine binationale Gruppe aus Verkehrsfachleuten wurde gebildet, an der sich die Betreiber und die verkehrsausrichtenden Behörden beiderseits des Rheins beteiligen und mit deren Vorsitz die Oberbürgermeisterin von Offenburg betraut wurde.

Es wird vorgeschlagen, die Arbeiten dieser Gruppe erneut in Gang zu setzen damit konkrete Verbesserungsvorschläge in Abstimmung mit den jeweiligen Verwaltungen des Eurodistrikts und auf der Basis der genannten Prioritäten gemacht werden können.

Sie sollte ebenfalls zweisprachige Öffentlichkeitsarbeits- und Informationsaktionen vorschlagen, um die bestehenden Maßnahmen und die neuen Vorschläge bekannt zu machen.

Die weiter oben angeführten Elemente wurden in den nachstehend vorgeschlagenen Orientierungstext aufgenommen, der eine Diskussionsgrundlage für die nächste Ratssitzung des ED über diese Themen bildet.

Mitteilung über die Ausrichtung des öffentlichen Personenverkehrs im Eurodistrikt.

Die Ausrichtung des öffentlichen Verkehrs innerhalb des Eurodistrikts fällt in den Zuständigkeitsbereich der verschiedenen ausrichtenden Behörden, darunter der Stadtverband Straßburg, die Region Elsass, der Conseil Général des Departements Bas-Rhin und der Ortenaukreis. Diese Behörden sowie die von ihnen mit der Verwaltung der Verkehrsdienste betrauten Betreiber verfolgen eine Verkehrspolitik ohne wirkliche Koordination.

Der Rat wünscht im Hinblick auf die Verlängerung der Tram bis nach Kehl, dass die eingeleiteten Arbeiten mit dem Ziel fortgesetzt werden können, einen besser geeigneten Fahrausweis anzubieten, welcher auf spezifischere Verkehrsanforderungen zwischen den Kehler Gemeinden und dem Stadtverband Straßburg eingeht.

Da des Weiteren auf dem Gebiet des Stadtverbands Straßburg eine Preisstaffelung eingerichtet wurde, welche die Beitragsfähigkeiten der Haushalte berücksichtigt, schlägt der Rat des Eurodistrikts vor, dass die Möglichkeit untersucht wird, diese Maßnahme auf alle bestehenden und zukünftigen grenzüberschreitenden Abonnements auszuweiten.

Parallel zu diesen beiden vorrangigen Achsen wird ebenfalls vorgeschlagen, Überlegungen über die Einrichtung einer zweisprachigen Information und Öffentlichkeitsarbeit anzustellen, mit deren Hilfe die bestehenden sowie die demnächst ergriffenen Maßnahmen hervorgehoben werden können.

Die verkehrsausrichtenden Behörden, von denen einige in unserer Instanz vertreten sind, werden vom Eurodistriktrat aufgefordert, sich an diesen Schritten zu beteiligen, indem sie mit der Unterstützung ihrer Betreiber an der Einrichtung geeigneter Maßnahmen arbeiten.

Da diese Partner der binationalen Expertengruppe Verkehr des Eurodistrikts bereits angehören, wird zu diesem Zweck vorgeschlagen, dass die Expertengruppe diese Arbeiten in Zusammenarbeit mit dem Generalsekretär des Eurodistrikts durchführen kann, um Vorschläge unterbreiten zu können, welche anlässlich der nächsten Ratssitzung untersucht werden.

In einer Zeit, in der die umweltschutzrelevanten Herausforderungen in der öffentlichen Politik eine herausragende Stellung einnehmen und der Energiepreis sich ständig erhöht, ist es maßgeblich, dass den Einwohnern des Eurodistrikts effizientere Lösungen für den öffentlichen Verkehr angeboten werden.

Document de séance n° 1 / 5 / 2011

Vorlage Nr. 1 / 5 / 2011

Rapportrice / Berichterstatlerin :

Martine Schneider

Séance du Conseil de l'Eurodistrict Sitzung des Eurodistriktrates 1 / 2011	Date de la séance / Sitzungstag 28.03.2011
---	---

Point n° 5 de l'ordre du jour / Punkt 5 der Tagesordnung

Objet / Betreff. / Avenant au protocole d'accord relatif à l'expérimentation d'un dispositif d'apprentissage transfrontalier / Vereinbarungsnachtrag über eine Erprobung für grenzüberschreitende Berufsausbildung.

I. Rapport / Sachverhalt:

Les signataires au protocole d'accord relatif à l'expérimentation d'un dispositif d'apprentissage transfrontalier ont souhaité compléter ledit accord par un avenant précisant les points suivants :

- l'adhésion de la chambre d'agriculture régionale d'Alsace,
- la substitution du GECT Eurodistrict à la CUS et à l'Ortenaukreis,
- la législation sociale applicable aux apprentis,
- la possibilité d'élargissement des qualifications professionnelles concernées par ce dispositif.

Die Unterzeichner der Vereinbarung über eine Erprobung grenzüberschreitender Berufsausbildung haben beschlossen, die Vereinbarung mit einem Nachtrag zu ergänzen. Dieser umfasst:

- den Beitritt der regionalen Landwirtschaftskammer Elsass,
- die Nennung des EVTZ Eurodistrikt anstatt der CUS und des Ortenaukreises,
- die Bestimmungen zur sozialen Absicherung der Auszubildende,
- die Möglichkeit, weitere Ausbildungsberufe zu integrieren.

II. Proposition de résolution / Beschlussvorschlag:

Le Conseil de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau se félicite des efforts pour l'apprentissage transfrontalier et ratifie l'avenant (ci-joint).

Der Eurodistriktrat Strasbourg-Ortenau begrüßt die Bemühungen um eine grenzüberschreitende Berufsausbildung und ratifiziert den Vereinbarungsnachtrag (s. Anlage).

III. Résultat des délibérations / Beratungsergebnis:

- | | |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> Accord | <input type="checkbox"/> Zustimmung |
| <input type="checkbox"/> Refus | <input type="checkbox"/> Ablehnung |
| <input type="checkbox"/> Résolution modifiée | <input type="checkbox"/> Abweichender Beschluss |

Document de séance n° 1 / 6 / 2011

Vorlage Nr. 1 / 6 / 2011

Rapporteur / *Berichterstatter*

Dr. Marcus Obrecht

Séance du Conseil de l'Eurodistrict <i>Sitzung des Eurodis- trikrates</i> 1 / 2011	Date de la séance / <i>Sitzungstag</i> 28.03.2011
---	---

Point n° 6 de l'ordre du jour / *Punkt 6 der Tagesordnung*

Objet / *Betreff*: Résolution tarifs de téléphonie mobile / Resolution Handytarife

I. Rapport / *Sachverhalt*:

Depuis quelques années, on constate un accroissement net de la mobilité dans la région frontalière franco-allemande : les citoyens sont de plus en plus nombreux à traverser quotidiennement le Rhin pour se rendre au travail et profiter de services ou d'offres culturelles. Or, avec le passage de la frontière, le réseau de téléphonie mobile change, des réseaux étrangers plus puissants prennent le pas sur le fournisseur de l'abonné. Des frais de communication à l'étranger élevés peuvent en résulter pour chaque appel dans l'autre pays. Malgré l'ordonnance relative à l'itinérance et l'introduction d'un tarif européen par la Commission européenne, il revient encore beaucoup plus cher d'utiliser son téléphone mobile à l'étranger que dans son pays.

Un tarif de téléphonie mobile transfrontalier unifié est donc une demande récurrente des citoyens de l'« Eurodistrict Strasbourg-Ortenau ». Elle a été soumise aux responsables de l'Eurodistrict lors de la participation citoyenne en ligne d'octobre/novembre 2010.

À ce jour, les prestataires de services de télécommunications en France et en Allemagne proposent comme seule solution à ce problème des tarifs (étranger) très élevés. Le même problème se pose pour l'utilisation d'Internet au moyen de dispositifs mobiles.

In den letzten Jahren ist ein deutliches Anwachsen der Mobilität in der deutsch-französischen Grenzregion festzustellen: immer mehr Bürger überqueren täglich den Rhein, um ihren Arbeitsplatz aufzusuchen, Dienstleistungen oder kulturelle Angebote zu nutzen. Beim Grenzübertritt wechselt das Mobilfunknetz oder leistungsstarke fremde Netze verdrängen den abonnierten Netzanbieter. Dabei können hohe Auslandsgebühren bei einem Handytelefonat im anderen Land entstehen. Trotz Roaming-Verordnung und der Einführung eines Eurotarifs durch die Europäische Kommission sind die Gebühren immer noch wesentlich höher als bei der Nutzung des Mobiltelefons im Inland.

Ein immer wieder geäußertes Anliegen der Bürger im „Eurodistrikt Straßburg-Ortenau“ ist deshalb ein einheitlicher grenzüberschreitender Mobilfunktarif. Dieser Wunsch wurde auch während der Online-Bürgerbeteiligung im Oktober/November 2010 an die Verantwortlichen des Eurodistrikts herangetragen. Die Dienstleistungsunternehmen der Telekommunikationsbranche in Frankreich und Deutschland bieten für dieses Problem bisher nur sehr teure (Auslands-)Tarife an. Auch für die Nutzung des Internets auf mobilen Geräten entsteht die gleiche Problematik.

Eurodistrict Strasbourg-Ortenau

La résolution de l'Eurodistrict :

- renvoie à l'entrave au fonctionnement du marché intérieur causée par les tarifs élevés ;
- invite la *Bundesnetzagentur*, l'*Autorité de régulation des communications électroniques et des postes* (ARCEP) et la *Commission européenne* à se pencher sur ce problème et à chercher des mesures politiques de régulation ;
- soutient les initiatives d'Euro-Info-Consommateurs pour un tarif de téléphonie mobile transfrontalier unifié ;
- recommande d'envoyer la résolution au président de la *Bundesnetzagentur*, au président de l'ARCEP et à la *Commission européenne*.

Eurodistrikt Strasbourg-Ortenau

Die Entschließung des Eurodistrikt:

- verweist auf die durch die hohen Gebühren entstehende Behinderung des Binnenmarktes;
- fordert die *Bundesnetzagentur*, die *Autorité de régulation des communications électroniques et des postes* (ARCEP) und die *Europäische Kommission* dazu auf, sich dieses Problems anzunehmen und ordnungspolitische Maßnahmen zu prüfen;
- unterstützt die Initiativen von Euro-Info-Verbraucher zur Erreichung eines einheitlichen grenzüberschreitenden Mobilfunktarifes;
- empfiehlt die Entschließung an den Präsidenten der *Bundesnetzagentur*, den Präsidenten der ARCEP und an die *Europäische Kommission* zu schicken.

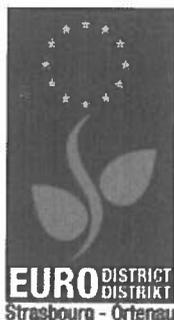
II. Proposition de résolution / Beschlussvorschlag:

Le Conseil de l'Eurodistrict approuve la résolution.

Der Eurodistriktrat nimmt die beiliegende Entschließung an.

III. Résultat des délibérations / Beratungsergebnis:

<input type="checkbox"/> Accord	<input type="checkbox"/> Zustimmung
<input type="checkbox"/> Refus	<input type="checkbox"/> Ablehnung
<input type="checkbox"/> Résolution modifiée	<input type="checkbox"/> Abweichender Beschluss



PLENUM DU 28 MARS 2011 / PLENARSITZUNG VOM 28. MÄRZ 2011

Résolution / EntschlieÙung

1 / 2011

Conseil de l'Euromistrict Strasbourg-Ortenau/ Rat des Eurodistrict StraÙburg-Ortenau

Résolution du Conseil de l'Euromistrict Strasbourg-Ortenau prise en son plenum du 28 mars 2011 relative aux coûts élevés de l'utilisation transfrontalière de services de télécommunications.

EntschlieÙung des Eurodistrict-Rates Strasbourg-Ortenau in seiner Plenarsitzung vom 28. März 2011, zu den hohen Kosten einer grenzüberschreitenden Nutzung von Telekommunikationsdienstleistungen.

Le Conseil de l'Euromistrict / Der Rat des Eurodistricts

- se référant à la troisième partie titre I du TRAITÉ SUR L'UNION EUROPÉENNE et du TRAITÉ SUR LE FONCTIONNEMENT DE L'UNION EUROPÉENNE (2010/C 83/01),
unter Hinweis auf den Dritten Teil Titel I des DES VERTRAGS ÜBER DIE EUROPÄISCHE UNION UND DES VERTRAGS ÜBER DIE ARBEITSWEISE DER EUROPÄISCHEN UNION (2010/C 83/01).
- se référant à la COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ DES RÉGIONS Une stratégie numérique pour l'Europe (COM/2010/0245 f/2) et en particulier au domaine « Digital Single Market » et à l'Action 19 : *Spectrum Policy plan*, l'Action 20 : *Investigate the cost of non-Europe in the telecoms market* et en particulier l'Action 101 : *Look for durable solutions for voice and data roaming by 2012* (COM(2010) 245 final/2),
unter Hinweis auf die MITTEILUNG DER KOMMISSION AN DAS EUROPÄISCHE PARLAMENT, DEN RAT, DEN EUROPÄISCHEN WIRTSCHAFTS- UND SOZIALAUSSCHUSS UND DEN AUSSCHUSS DER REGIONEN Eine Digitale Agenda für Europa (COM/2010/0245 f/2) und hier insbesondere der Bereich „Digital Single Market“ mit Action 19: *Spectrum Policy plan*, die Action 20: *Investigate the cost of non-Europe in the telecoms market* sowie insbesondere die Action 101: *Look for durable solutions for voice and data roaming by 2012* (COM(2010) 245 final/2);
- s'appuyant sur l'Art. 6 Al. 2 phrase 2 des STATUTS DE L'EURODISTRICT STRASBOURG-ORTENAU,
gestützt auf Art. 6 Abs. 2 Satz 2 der SATZUNG DES EURODISTRIKTS STRASSBURG-ORTENAU;

1. considère les frais élevés de téléphonie mobile auxquels sont soumis quotidiennement les travailleurs qui font la navette entre les deux pays et autres frontaliers, malgré l'ordonnance relative à l'itinérance et l'introduction d'un tarif européen, comme une entrave considérable au fonctionnement du marché intérieur européen,

betrachtet die hohen Mobilfunkgebühren, welche bei Pendlern und anderen Grenzgängern täglich entstehen, trotz Roaming-Verordnung und der Einführung eines Eurotarifs, als eine erhebliche Behinderung des europäischen Binnenmarktes.

2. invite la *Bundesnetzagentur*, l'*Autorité de régulation des communications électroniques et des postes* (ARCEP) et la *Commission européenne* à se saisir du problème de la communication mobile transfrontalière et plus particulièrement, à examiner si un tarif de téléphonie mobile transfrontalier unifié pourrait être favorisé par des mesures politiques de régulation,

fordert die *Bundesnetzagentur*, die *Autorité de régulation des communications électroniques et des postes* (ARCEP) und die *Europäische Kommission* auf, sich des Problems der grenzüberschreitenden Mobilfunkkommunikation anzunehmen und insbesondere zu prüfen, ob ein einheitlicher grenzüberschreitender Mobilfunktarif durch ordnungspolitische Maßnahmen gefördert werden kann.

3. soutient l'initiative d'Euro-Info-Consommateurs d'entamer des négociations avec les opérateurs de réseaux pour obtenir un tarif de téléphonie mobile transfrontalier unifié,

unterstützt die Initiative von Euro-Info-Verbraucher e.V. Gespräche mit den Netzbetreibern aufzunehmen, um einen einheitlichen grenzüberschreitenden Mobilfunktarif durchzusetzen.

4. propose de transmettre la présente résolution au président de la *Bundesnetzagentur*, au président de l'*Autorité de régulation des communications électroniques et des postes* (ARCEP) et à la *Commission européenne*.

schlägt vor, diese EntschlieÙung an den Präsidenten der *Bundesnetzagentur*, den Präsidenten der *Autorité de régulation des communications électronique et des postes* (ARCEP) und die die *Europäische Kommission* weiterzuleiten.

Document de séance n° 1 / 7 / 2011

Vorlage Nr. 1 / 7 / 2011

Rapporteur / *Berichterstatter*

Dr. Marcus Obrecht

Séance du Conseil de l'Eurodistrict <i>Sitzung des Eurodis- trikrates</i> 1 / 2011	Date de la séance / <i>Sitzungstag</i> 28.03.2011
---	--

Point n° 7 de l'ordre du jour / *Punkt 7 der Tagesordnung*

Objet/Betreff: *Forum de l'Eurodistrict pour une politique territoriale transfrontalière / Eurodistrikt-Forum für grenzüberschreitende Kommunalpolitik*

I. Rapport / *Sachverhalt:*

Le Forum de l'Eurodistrict pour une politique territoriale transfrontalière créé un réseau entre trois institutions chacune d'une expérience différente de la politique transfrontalière et européenne : le Conseil de l'Europe (CE), l'Euro-Institut (EI) et l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau (ED).

Depuis plusieurs années déjà, le Conseil de l'Europe propose, avec les *Écoles d'études politiques*, des possibilités de formation continue aux futures élites dans les pays en transition d'Europe centrale et orientale. Les thèmes abordés vont de l'intégration européenne aux questions de la consolidation démocratique dans les anciens États du bloc de l'Est. Dans le cadre de ces activités, le Conseil de l'Europe a mis en place un vaste réseau européen et crée de nombreuses écoles. Par ailleurs, les participants à diverses manifestations au sein de l'Eurodistrict ont émis à de multiples reprises le souhait, parallèlement aux questions européennes générales, d'en apprendre plus sur les expériences réalisées par les États-membres les plus anciens de l'UE en matière de coopération politique locale et transfrontalière, et ce d'autant plus que la région du Rhin supérieur est considérée dans d'autres régions européennes comme pionnière de la coopération transfrontalière. L'Euro-Institut de son côté possède les

Beim Eurodistrikt-Forum für grenzüberschreitende Kommunalpolitik vernetzen sich drei Institutionen, die jeweils unterschiedliche Erfahrung der grenzüberschreitenden und europäischen Politik einbringen: der Europarat (ER), das Euro-Institut (EI) und der Eurodistrict Straßburg-Ortenau (ED).

Seit mehreren Jahren bietet der Europarat mit den *École d'Études Politiques* eine Fort- und Weiterbildungsmöglichkeit für die zukünftigen Eliten in den Transformationsstaaten Mittel- und Osteuropas an. Die Themen, welche hierbei behandelt werden, gehen von der europäischen Integration bis zu Fragen der demokratischen Konsolidierung in den ehemaligen Ostblockstaaten. Im Rahmen dieser Aktivitäten hat der Europarat ein breites europäisches Netzwerk aufgebaut und Schulen an zahlreichen Orten gegründet. Bei den Veranstaltungen auf dem Gebiet des Eurodistricts wurde von den Teilnehmern immer wieder der Wunsch geäußert, neben den allgemeinen europäischen Themen auch mehr über die Erfahrungen der älteren EU-Mitgliedstaaten im Rahmen lokalpolitischer und grenzüberschreitender Zusammenarbeit zu erfahren. Zumal die Region am Oberrhein in anderen europäischen Regionen als Vorreiterin in Fragen der grenzüberschreitenden Kooperation gilt.

Die Expertise in der pädagogischen Aufbereitung dieser Erfahrungen besitzt das Euro-

Eurodistrict Strasbourg-Ortenau

compétences nécessaires au traitement pédagogique de ces expériences. Il propose en effet depuis des années un programme de formation continue très apprécié à destination des chargés de fonctions locaux. Quant à l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau, il se distingue par son travail de coopération concret dans les principales problématiques transfrontalières et politiques locales, qu'il s'agisse de réduire l'effet frontière, de permettre une action commune des administrations ou de faciliter la vie des citoyens. Pour l'Eurodistrict, l'expérience du Forum revêt une importance particulière car les activités de ce dernier sont étroitement liées à celles des différents groupes de travail. Le Forum représentera une force d'impulsion pour les groupes de travail.

Objectifs :

Les quatre objectifs du Forum sont :

- a) améliorer la visibilité de l'Eurodistrict au niveau européen ;
- b) créer un laboratoire de coopération transfrontalière ;
- c) élaborer des recommandations de bonne gouvernance pour des questions de politique locale ;
- d) mettre en place un réseau transfrontalier d'élites locales.

Pour cela, les trois institutions porteuses du projet travaillent en étroite collaboration avec l'université de Strasbourg et la Hochschule de Kehl.

Contenu et méthodes

Les sujets à aborder par le Forum concernent la politique locale et ouvrent des possibilités d'applications pratiques pour la politique transfrontalière de l'Eurodistrict (transports publics, santé et affaires social, environnement, construction écologique, développement durable, aménagement du territoire, tourisme, etc.). Les domaines connexes de la « démocratie participative » et de l'« intégration de la société civile » seront également traités.

Le Forum sera codirigé par M. Joachim Beck, directeur de l'Euro-Institut, et M. Marcus Obrecht, secrétaire-général du GECT. Il organisera chaque année trois manifestations d'une journée, consacrées à l'un des thèmes cités, qui pourront avoir lieu au choix dans l'une des villes ou communes de l'Eurodistrict. Le lieu sera déterminé

Eurodistrikt Strasbourg-Ortenau

Institut, das seit Jahren ein erfolgreiches Weiterbildungsprogramm für lokale Funktionsträger anbietet. Der Eurodistrikt Strasbourg-Ortenau zeichnet sich durch die konkrete Zusammenarbeit bei wichtigen grenzüberschreitenden und lokalpolitischen Fragestellungen aus. Hierbei werden die Grenzhindernisse reduziert, kooperatives Verwaltungshandeln ermöglicht und Erleichterungen für die Bürger erreicht. Für den Eurodistrikt sind die aus dem Forum zu gewinnenden Erfahrungen von besonderer Bedeutung, da die Arbeit der verschiedenen Arbeitsgruppen eng mit den Aktivitäten des Forums verzahnt wird. Das Forum bringt für die Arbeitsgruppen neue Impulse und unterstützt deren Arbeit.

Zielbeschreibung:

Die vier Ziele des Forums sind:

- a) die Sichtbarkeit des Eurodistrikts auf europäischer Ebene zu stärken;
- b) ein Labor für die grenzüberschreitende Zusammenarbeit zur Verfügung zu stellen;
- c) die Erarbeitung von Empfehlungen für eine Good governance lokalpolitischer Themen zu ermöglichen;
- d) ein Netzwerk lokaler Eliten grenzüberschreitend aufzubauen.

Die drei Forumsträger arbeiten dabei eng mit der Universität Strasbourg und der Hochschule Kehl zusammen.

Inhalt und Methode

Die im Forum aufzugreifenden Themen betreffen die lokalpolitische Ebene und bieten Möglichkeiten der praktischen Anwendbarkeit für die grenzüberschreitende Politik des Eurodistrikts (ÖPNV, Gesundheit und Soziales, Umweltschutz, ökologisches Bauen, nachhaltige Entwicklung, Raumplanung, Tourismus u.a.). Berücksichtigt werden ebenfalls die zu diesen Themen querliegenden Bereiche „partizipative Demokratie“ und „Einbindung der Zivilgesellschaft“.

Das Forum wird durch Co-Direktion von Dr. Joachim Beck, Direktor des Euro-Instituts, und Dr. Marcus Obrecht, Generalsekretär des EVTZ, geleitet. Es bietet jährlich drei eintägige Veranstaltungen zu jeweils einem der oben genannten Themen. Als Tagungsorte können Städte und Gemeinden im gesamten Territorium des Eurodistrikts gewählt

Eurodistrict Strasbourg-Ortenau

d'année en année dans le programme du Forum. Les participants auront par ailleurs la possibilité de participer à l'Université d'été du Conseil de l'Europe et d'y obtenir un certificat.

Le Forum vise en premier lieu les acteurs de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau en charge des questions et thématiques spécifiques auxquelles sont consacrées les journées d'étude (p. ex. dans le domaine des transports publics : politique, administration, sociétés de transport en commun, associations d'usagers, étudiants, journalistes). Selon le sujet, les membres des groupes de travail de l'Eurodistrict seront directement associés à la journée de réflexion. Un total de 30 à 40 personnes pourra participer à chaque manifestation. Les journées du Forum se dérouleront comme suit :

- a) exposé introductif d'un expert,
- b) exemples de bonne pratique d'autres régions européennes et/ou visites sur site,
- c) exposé d'un membre du groupe de travail sur l'état de la coopération dans l'ED,
- d) ateliers pour approfondir des thèmes isolés (p. ex. analyse des besoins).

Le concept pédagogique consiste à ouvrir aux experts de l'Eurodistrict, par le biais d'apports externes, de nouvelles voies et solutions pour les questions de politique territoriale et transfrontalière abordées, tout en nouant des contacts entre collègues des deux côtés du Rhin afin de créer des réseaux. Les manifestations seront traduites et une évaluation de la méthode sera réalisée à la fin de la première année

Budget

Les coûts induits par le Forum de l'Eurodistrict pour une politique territoriale transfrontalière concernent la traduction, les honoraires des intervenants, les repas et la location de locaux. L'Euro-Institut assume l'organisation des journées d'études, le Conseil de l'Europe les honoraires des intervenants. Les autres frais sont pris en charge par l'Eurodistrict. Le montant total n'excède pas 20 000 €.

Eurodistrikt Strasbourg-Ortenau

werden, sie werden jährlich im Jahresprogramm neu festgelegt. Zudem besitzen die Teilnehmer die Möglichkeit, die Summer School des Europarates zu besuchen und dort ein Zertifikat zu erhalten.

Das Forum richtet sich zunächst an diejenigen Akteure des Eurodistrikts Strasbourg-Ortenau, die sich mit den themenspezifischen Fragen des Forumstages befassen (z.B. für den Bereich ÖPNV: Politik, Verwaltung, Verkehrsbetriebe, Nutzervereinigungen, Studierende, Journalisten). Je nach Thema des Forumstages werden auch die Mitglieder der Eurodistrikt-Arbeitsgruppen unmittelbar in die Arbeit einbezogen. Insgesamt können zwischen 30-40 Personen pro Veranstaltung teilnehmen.

Der Ablauf einer Forumstagung sieht wie folgt aus:

- a) Impuls-Referat eines Experten,
- b) Gute Praxisbeispiel(e) aus anderen Regionen Europas und/oder Vorort-Besichtigungen,
- c) Referat eines Arbeitsgruppen-Teilnehmers über den Stand der im ED erreichten Kooperation,
- d) Workshops zur Vertiefung einzelner Themenbereiche (z.B. Bedarfsanalyse).

Die pädagogische Idee besteht darin, den Fachexperten im Eurodistrikt durch externen Input neue Wege und Lösungsansätze für die behandelten kommunalpolitischen und grenzüberschreitenden Themen aufzuzeigen und dabei gleichzeitig mit den Kollegen auf der anderen Seite des Rheins in Kontakt zu kommen und sich zu vernetzen. Eine Übersetzung der Veranstaltung wird gewährleistet. Eine Evaluation des Verfahrens erfolgt nach dem ersten Jahr.

Budget

Im Rahmen des Eurodistrikt-Forums für Lokalpolitik fallen Kosten an für Übersetzung, Referenten, Bewirtung der Teilnehmer und die Raummieten. Das Euro-Institut übernimmt die Organisation der Forumstage; der Europarat die Kosten für Referenten. Alle weiteren Kosten trägt der Eurodistrikt. Die Gesamthöhe der Budgets beträgt maximal 20.000 €.

Forum 2011

En 2011, il est prévu de créer le *Forum de l'Eurodistrict pour une politique territoriale transfrontalière* le 5 mai 2011, journée de l'Europe, avec une réunion de lancement au Conseil de l'Europe, à Strasbourg. La première partie aura pour thème les questions de la gouvernance transfrontalière (inauguration), la deuxième partie, les transports publics transfrontaliers (séance de travail). Le nouveau groupe de travail de l'ED « Environnement, transports et aménagement du territoire » commencera aussi ses travaux à cette occasion. Les participants ont la possibilité de participer à l'Université d'été du Conseil de l'Europe les 27/28/29 juin 2011. Les deux autres manifestations de l'année auront lieu au cours du second semestre à Offenbourg et Oberkirch.

Forum 2011

Für das Jahr 2011 ist vorgesehen, dass das *Eurodistrikt-Forum für grenzüberschreitende Kommunalpolitik* am Europatag, dem 5. Mai 2011, mit einem Kick-off-meeting im Europarat in Straßburg gegründet wird. Thematisch geht es im ersten Teil um Fragen der grenzüberschreitenden Governance (Eröffnung), im zweiten Teil um den grenzüberschreitenden ÖPNV (Arbeitstagung). Bei dieser Gelegenheit wird auch die neu gegründete ED-Arbeitsgruppe „Umwelt, Verkehr und Raumentwicklung“ ihre Arbeit aufnehmen. Teilnehmer des Forumstages haben die Möglichkeit, an der Summerschool des Europarates am 27./28./29. Juni 2011 teilzunehmen. Die beiden weiteren Veranstaltungen des Jahres sollen in der zweiten Jahreshälfte in Offenbourg und Oberkirch stattfinden.

II. Proposition de résolution / Beschlussvorschlag:

Le Conseil de l'Eurodistrict salue l'initiative pour un *Forum de l'Eurodistrict pour une politique territoriale transfrontalière* et approuve sa création, ainsi que le programme annuel pour 2011 et le budget de 20 000 €.

Der Rat des Eurodistrikts begrüßt die Initiative für ein *Eurodistrikt-Forum für grenzüberschreitende Kommunalpolitik* und stimmt deren Gründung ebenso wie dem Jahresprogramm 2011 mit einem Budget von 20.000€ zu.

III. Résultat des délibérations / Beratungsergebnis:

<input type="checkbox"/> Accord <input type="checkbox"/> Refus <input type="checkbox"/> Résolution modifiée	<input type="checkbox"/> Zustimmung <input type="checkbox"/> Ablehnung <input type="checkbox"/> Abweichender Beschluss
---	--



La multimodalité dans le contexte transfrontalier

Multimodalität im grenzüberschreitenden Kontext

05 mai 2011

05. Mai 2011

Conseil de l'Europe

Europarat

Objectifs du séminaire :

- Sensibiliser les participants au regard des enjeux actuels et des perspectives dans ce domaine dans le contexte européen.
- S'informer sur des exemples concrets de bonne pratique transfrontalière dans d'autres régions.
- Réaliser un état des lieux de la coopération existante dans ce domaine au sein de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau.
- Identifier de premières mesures concrètes (gestion intermodale des interconnexions) de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau destinées à former la base d'un nouveau programme de travail du groupe de travail « Transports ».

Zielsetzungen des Seminars:

- Sensibilisierung der Teilnehmer im Hinblick auf die aktuellen Herausforderungen und Perspektiven des Themas im europäischen Kontext
- Kennenlernen von konkreten Beispielen guter grenzüberschreitender Praxis aus anderen Regionen
- Bestandsaufnahme des aktuellen Standes der diesbezüglichen Kooperation im Eurodistrict Strasbourg-Ortenau
- Identifikation konkreter Maßnahmenansätze (intermodales Schnittstellenmanagement) des Eurodistricts Strasbourg-Ortenau als Grundlage für ein neues Arbeitsprogramm der Arbeitsgruppe „Verkehr“

Méthodes didactiques :

Procédé interactif : apports théoriques, travaux en groupes, échange d'expériences et d'informations.

Lehrmethoden:

Interaktive Methode: Vorträge; Gruppenarbeit, Erfahrungs- und Informationsaustausch.

Qui peut participer ?

Akteurs de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau en charge des questions du transport transfrontalier de voyageurs (élus, administration, sociétés de transports en commun, associations d'utilisateurs, étudiants), notamment les membres du groupe de travail sur ce sujet.

Wer ist eingeladen?

Akteure des Eurodistricts Strasbourg-Ortenau, die sich mit Fragen des grenzüberschreitenden Personenverkehrs befassen (Politik, Verwaltung, Verkehrsbetriebe, Nutzervereinigungen, Studierende), insbesondere die Mitglieder der themabezogenen Arbeitsgruppe

A noter :

- Traduction simultanée.

Was ist zu beachten?

- Das Seminar wird simultan gedolmetscht

Pour plus d'informations + inscriptions :

Dr. Joachim Beck, Direktor Euro-Institut
☎ +49 (0) 7851 / 7407 – 27 ✉ beck@euroinstitut.org

Informationen + Anmeldung:

Dr. Joachim Beck, Direktor Euro-Institut
☎ +49 (0) 7851 / 7407 – 27 ✉ beck@euroinstitut.org

Dr. Marcus Obrecht, Generalsekretär Eurodistrict
Strasbourg-Ortenau
☎ +49 (0) 7851 / 89975-0 ✉ marcus.obrecht@eurodistrict.eu

Dr. Marcus Obrecht, Generalsekretär Eurodistrict
Strasbourg-Ortenau
☎ +49 (0) 7851 / 89975-0 ✉ marcus.obrecht@eurodistrict.eu

Top 7 Annex 1

05 mai 2011

05. Mai 2011

Cérémonie d'ouverture du « Forum de l'Eurodistrict pour la politique communale transfrontalière »

12.00 – 13.00

Eröffnungszeremonie „Eurodistrikt-Forum für grenzüberschreitende Kommunalpolitik“

Buffet

13.00 – 14.00

Stehlunch

Séminaire

La multimodalité dans le transport transfrontalier de voyageurs

Seminar

Multimodalität im grenzüberschreitenden Personenverkehr

Animateurs / Moderatoren :

Dr. Joachim Beck, Euro-Institut
Dr. Marcus Obrecht, Eurodistrict

Ouverture du séminaire

14.00

Eröffnung des Seminars

Tour de table

Vorstellungsrunde

La multimodalité en Europe : enjeux et perspectives

14.15

Grenzüberschreitende Multimodalität in Europa: Herausforderungen und Perspektiven

Dr. Hans-Günter CLEV, agent de planification régionale (ancien directeur de la MOT)

Dr. Hans-Günter CLEV, Regionalplaner (ehem. Direktor der MOT)

Exemples de bonnes pratiques :

14.45

Beispiele guter Praktiken:

- Le transport multimodal dans la région métropolitaine Rhin-Neckar

Thomas SATZINGER, Groupement régional Rhin-Neckar (pressenti)

- Multimodaler Verkehr in der Metropolregion Rhein-Neckar

Thomas SATZINGER, Verband Region Rhein-Neckar (angefragt)

- Un syndicat intercommunal pour les transports publics dans l'agglomération de Genève

Loïc GODBERT, secrétaire du GLCT des transports publics (pressenti)

-Ein grenzüberschreitender Zweckverband für den ÖPNV im Großraum Genf

Loïc GODBERT, Secrétaire du GLCT des transports publics (angefragt)

Pause café

15.45

Kaffeepause

Top 7 Annex 1

Le développement de la multimodalité dans l'Eurodistrict Strasbourg-/Ortenau	16.00	Weiterentwicklung der Multimodalität im Eurodistrikt Strasbourg-/Ortenau
Le statu quo des travaux antérieurs		Status Quo der bisherigen Arbeiten
<i>Membre à déterminer du groupe de travail transports</i>		<i>N.N. Arbeitsgruppe Verkehr</i>
Ateliers autour des grandes questions :		Workshoparbeit anhand von Leitfragen:
- Quels sont les domaines où la multimodalité devrait progresser dans l'Eurodistrict (analyse des besoins) ?		-In welchen Bereichen sollte die Multimodalität im Eurodistrikt verbessert werden (Bedarfsanalyse)?
- Quels sont les tâches et les champs d'action concrets qui en découlent dans un avenir proche (programme de travail) ?		-Welche Aufgaben und konkreten Aktionsfelder ergeben sich für die nähere Zukunft (Arbeitsprogramm)?
-> Discussion et interrogation metaplan		-> Metaplanabfrage und Diskussion
Résumé et perspectives	17.15	Zusammenfassung und Perspektiven
Clôture de la manifestation	17.30	Ende der Veranstaltung

Document de séance n° 1 / 8.1 / 2011

Vorlage Nr. ° 1 / 8.1 / 2011

Rapportrice / Berichterstatterin :

Martine Schneider

Séance du Conseil de l'Eurodistrict / Sitzung des Euro- distriktrates 1 / 2011	Date de la séance / Sitzungstag 28.03.2011
--	--

Point n° 8.1 de l'ordre du jour / Punkt 8.1 der Tagesordnung

**Objet / Betreff: Prévention atmosphérique transrhénane dans l'Eurodistrict
Strasbourg-Ortenau et le Rhin Supérieur / Rhein übergreifende Luftreinhaltung
im Eurodistrikt Strabourg-Ortenau und am Oberrhein**

I. Rapport / Sachverhalt:

Le projet a émergé au sein du *Secrétariat Permanent de Prévention des Pollutions Industrielles* (SPPPI) Strasbourg-Ortenau. Il entend mettre en place une procédure transrhénane de prévention des risques de pollution atmosphérique qui couvrirait l'ensemble de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau. Cette procédure serait basée sur la création d'un inventaire commun des émissions et sur la mise au point de cartes de pollution de part et d'autre du Rhin.

Le groupe d'experts « qualité de l'air » de la Conférence du Rhin Supérieur a proposé que la construction de ces bases comparables d'émissions et de cartographie fasse l'objet d'un projet Interreg IV. La transposition des résultats obtenus pour l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau aux autres Eurodistricts du Rhin Supérieur sera également étudiée.

Pour piloter ce projet, un groupe de travail transfrontalier spécifique « procédure de prévention transrhénane de la pollution atmosphérique » a été créé au sein du SPPPI.

1. Partenariat transfrontalier

Une solide expérience de coopération transfrontalière a permis l'émergence de ce projet. De nombreux partenaires, de part et d'autre du Rhin, en assureront la réalisation : des experts de l'ASPA et de la « Landesanstalt für Umwelt, Messungen und Na-

Das Projekt entstand im *Secrétariat Permanent de Prévention des Pollutions Industrielles* (SPPPI). Ziel ist ein vorbeugendes rheinübergreifendes Luftreinhalteverfahren, welches für den gesamten Eurodistrikt Strasbourg-Ortenau gelten soll. Dieses Verfahren soll auf der Einrichtung einer gemeinsamen Bestandsaufnahme der Emissionen sowie der Ausarbeitung von Belastungskarten beiderseits des Rheins aufbauen.

Der *Expertenausschuss „Luftqualität“* der *Oberrheinkonferenz* schlug vor, dass der Aufbau dieser vergleichbaren Emissions- und Kartographiegrundlagen in ein Interreg IV-Projekt eingebunden wird. Die Übertragung der für den Eurodistrikt Strasbourg-Ortenau erzielten Ergebnisse auf die anderen Eurodistrikte am Oberrhein soll ebenfalls geprüft werden.

Zur Steuerung des Projekts wurde eine spezifische grenzüberschreitende Arbeitsgruppe u.d.T. „vorbeugendes rheinübergreifendes Luftreinhalteverfahren“ innerhalb des SPPPI eingerichtet.

1. Grenzüberschreitende Partnerschaft

Dieses Projekt konnte dank einer soliden Erfahrung im Bereich der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit entstehen. Zahlreiche Partner beiderseits des Rheins gewährleisten die Umsetzung: Fachleute der ASPA und „Landesanstalt für Umwelt, Messungen

turschutz, Baden-Württemberg » (LUBW), les services environnement des collectivités (Strasbourg et Kehl), les services d'autorisation d'exploitation industrielle (Dreal Alsace, Gewerbeaufsicht RP Freiburg et Landratsamt Ortenau) et une instance transrhénane d'information et de concertation (SPPPI). Des associations citoyennes de défense de l'environnement françaises et allemandes participent également au projet (Alsace Nature et Bürgerinitiative Umweltschutz Kehl).

2. Plus-value transfrontalière

Il s'agit de créer des procédures de prévention pour faire converger des pratiques différentes de part et d'autres du Rhin avec des bases de données de pollution communes construites pendant le projet. L'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau sera le territoire d'expérimentation. Il bénéficiera des premiers résultats liés à son territoire et constituera la référence pour d'éventuelles transpositions dans les autres Eurodistricts.

3. Impact positif sur le territoire et la population de l'Eurodistrict

Le projet s'inscrit dans un contexte récurrent d'inquiétudes aussi bien à Strasbourg qu'à Kehl quant à l'impact sur l'air de nouveaux projets industriels (centrales à bois, etc.) avec une difficulté exprimée à obtenir des évaluations d'impact compréhensibles sur l'autre rive. Cette procédure et les bases de données communes favoriseront, pour tout nouveau projet potentiellement polluant, la clarté et l'objectivité de l'information et de la concertation entre les collectivités, autorités, experts et associations citoyennes. Le SPPPI Strasbourg-Kehl s'appuie à cet effet sur une procédure commune.

4. Pérennité et caractère novateur

Résultats attendus pour l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau :

- Inventaire commun spatialisé des émissions et cadastre commun validé des émissions pour les principaux

und Naturschutz, Baden-Württemberg (LUBW), die Dienststellen für Umweltschutz der Gebietskörperschaften (Straßburg und Kehl), die für die Genehmigung von Industriebetrieben zuständigen Dienststellen (Dreal Alsace, Gewerbeaufsicht RP Freiburg und Landratsamt Ortenaukreis) sowie eine rheinübergreifende Informations- und Konzertationsinstanz (SPPPI). Französische und deutsche Bürgerverbände für den Umweltschutz beteiligen sich ebenfalls am Projekt (Alsace Nature und Bürgerinitiative Umweltschutz Kehl).

2. Grenzüberschreitender Mehrwert

Es geht darum, vorbeugende Verfahren einzurichten, um unterschiedliche Vorgehensweisen beiderseits des Rheins mit Hilfe gemeinsamer, im Laufe des Projekts aufzubauender, Datenbanken zur Luftreinhaltung einander anzunähern. Der Eurodistrict Strasbourg-Ortenau soll als Versuchsgebiet dienen. Erste Ergebnisse sollen hier entstehen, um danach auf andere Eurodistricts angewandt zu werden.

3. Positive Auswirkung auf das Gebiet und die Bevölkerung des Eurodistricts

Hintergrund des Projekts sind wiederkehrende Befürchtungen sowohl in Straßburg als auch in Kehl hinsichtlich der Auswirkungen neuer Industrieprojekte auf die Luftreinhaltung (Holzkraftwerke, usw.). Dabei gibt es auch Schwierigkeiten, verständliche Umweltverträglichkeitsstudien über das andere Rheinufer hinweg zu erhalten. Dieses Verfahren und die gemeinsamen Datenbanken fördern die Klarheit und Objektivität der Informationen sowie die Konzertation zwischen den Gebietskörperschaften, Behörden, Fachleuten und Bürgerverbänden bei jedem neuen, die Umwelt potenziell belastenden Projekt. Das SPPPI Strasbourg-Kehl entwickelt dabei ein gemeinsames Verfahren.

4. Nachhaltigkeit und innovativer Charakter

Erwartete Ergebnisse für den Eurodistrict Strasbourg-Ortenau:

- gemeinsame, räumlich dargestellte Bestandsaufnahme der Emissionen sowie ein gemeinsamer, validierter

polluants atmosphériques à une échelle géographique qui permette l'évaluation de l'influence d'une pollution supplémentaire.

- Simulations transfrontalières de cas de pollutions supplémentaires.
- Simulations de la contribution des différentes sources locales existantes de pollution et des apports extérieurs à la pollution de la zone.
- Proposition circonstanciée de procédure concertée de prévention transrhénane de pollution supplémentaire.

L'intérêt et les conditions d'application au trois autres Eurodistricts seront analysés. La procédure sera pérennisée au sein du SPPPI Strasbourg-Kehl. Les méthodes et outils des bases de données seront pérennisés grâce à la coopération ASPA-LUBW. Les bases de données seront actualisées régulièrement pour prendre en compte l'évolution des sources de pollution (transport, industrie, résidentiel, etc.).

5. Bilinguisme

Les rencontres de travail et d'information se feront en allemand et français.

B. Domaines d'action prioritaires

Environnement, énergie, protection du climat, biodiversité et développement durable.

C. Montant du cofinancement

Le porteur sollicite la participation de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau comme partenaire au projet et l'octroi d'un financement de **30 000 euros** sur 3 ans.

Katasterplan der Emissionen für die wichtigsten Luftschadstoffe in einem geographischen Maßstab, welcher die Bewertung einer zusätzlichen Luftbelastung ermöglicht.

- grenzüberschreitende Simulationen zusätzlicher Belastungen,
- Simulationen des Beitrags der verschiedenen bestehenden lokalen Belastungsquellen und der von außen erfolgenden Zusatzbelastung des Gebiets,
- detaillierter Entwurf eines konzertierten Verfahrens zur rheinübergreifenden Vorbeugung zusätzlicher Belastungen.

Mögliche Anwendungen im Rahmen der anderen Eurodistrikte werden analysiert. Das Verfahren wird innerhalb des SPPPI Strasbourg-Kehl zur ständigen Einrichtung gemacht. Die Methoden und Tools der Datenbanken bestehen dank der Zusammenarbeit ASPA-LUBW fort. Die Datenbanken werden regelmäßig auf den neuesten Stand gebracht, um die Entwicklung der Belastungsquellen zu berücksichtigen (Verkehr, Industrie, Wohngebiete, usw.)

5. Bilingualität

Die Arbeits- und Informationstreffen erfolgen in deutscher und französischer Sprache.

B. Prioritäre Handlungsfelder

Umweltschutz, Energie, Klimaschutz, biologische Vielfalt und nachhaltige Entwicklung.

C. Fördersumme

Der Projektträger beantragt die Beteiligung des Eurodistrikts Strasbourg-Ortenau als Projektpartner sowie die Bewilligung einer Fördersumme in Höhe von **30.000 Euro** über 3 Jahre.

II. Proposition de résolution / Beschlussvorschlag:

Le Conseil de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau se félicite de cette initiative qui ouvrira la possibilité d'étudier l'impact des pollutions additionnelles à Strasbourg et Kehl. Le Conseil approuve également la mise en place des inventaires et cartographies pour l'ensemble de son territoire. Le Conseil oc-

Der Rat des Eurodistrikts Strasbourg-Ortenau begrüßt diese Initiative, welche die Möglichkeit bietet, die Auswirkungen zusätzlicher Belastungen in Strasbourg und Kehl zu untersuchen. Der Rat stimmt der Einrichtung der Bestandsaufnahmen und der Entwicklung von Kartographien für sein gesamtes

troie un cofinancement de 30 000 euros, dans le cadre du projet Interreg IV et devient de ce fait partenaire au projet.

Le Conseil tient à faire savoir de manière générale que toute aide financière revêt un caractère unique et ne saurait être attribuée automatiquement chaque année. Le soutien financier assuré par l'Eurodistrict est lié à l'obligation de la part des porteurs du projet d'apposer le logo de l'Eurodistrict sur tous les supports de communication et d'évoquer dans le cadre de leurs relations publiques le soutien du projet transfrontalier par l'Eurodistrict.

Gebiet zu. Der Rat bewilligt eine Förder-summe in Höhe von 30.000 Euro im Rahmen des Projekts Interreg IV und wird Partner des Projektes.

Der Rat weist generell darauf hin, dass jede finanzielle Förderung einen einmaligen Charakter hat und nicht automatisch jedes Jahr wiederholt werden kann. Geknüpft an der Förderung durch den Eurodistrict besteht für die Projektträger die Verpflichtung, auf allen Kommunikationsträgern das Logo des Eurodistrikts anzubringen und die Förderung durch den Eurodistrict bei der Öffentlichkeitsarbeit zu erwähnen.

III. Résultat des délibérations / Beratungsergebnis:

<input type="checkbox"/> Accord <input type="checkbox"/> Refus <input type="checkbox"/> Résolution modifiée	<input type="checkbox"/> Zustimmung <input type="checkbox"/> Ablehnung <input type="checkbox"/> Abweichender Beschluss
---	--

Nom projet / Projektname « Prévention atmosphérique transrhénane dans l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau et le Rhin supérieur » / Rhein überschreitende Luftreinhaltung im Eurodistrict Strabourg-Ortenau und Oberrhein		Porteur projet / Projektträger: ASPAs / ASPA (Joseph Kleinpeter ASPA)	
EINNAHMEN/ RECETTES		AUSGABEN / DEPENSES	
Stadt Kehl (DE)	30 000 €	Maitrise d'ouvrage et coordination. Betreuung und Koordination.	77 750 €
Communauté Urbaine de Strasbourg (FR)	30 000 €	Inventaire des émissions / Emissionserhebung	160 750 €
Eurodistrict Strasbourg-Ortenau	30 000 €	Validation du modèle de qualité de l'air (dont campagne de mesures) / Validierung des Luftqualitätsmodells (inklusive MessKampagne)	311 044 €
LUBW (Landesanstalt für Umwelt Baden-Württemberg) (DE)	66 273 €	Contributions des sources de rejets atmosphériques à la pollution existante ou supplémentaire. Einfluss der bereits existierenden oder zusätzlich auftretenden Verschmutzungsquellen.	78 700 €
ASPAs (FR)	152 664 €	Proposition circonstanciée de procédure concertée de prévention transrhénane de pollutionsupplémentaire / Ausführlicher Vorschlag eines abgestimmten Verfahrens für eine „Rhein überschreitende Luftreinhaltung	58 050 €
NUMTECH (FR)	41 860 €	Rapport final et communication (dont traductions) / Abschlussbericht und Kommunikation (inklusive Übersetzungen)	55 000 €
UdS- Université de Strasbourg (FR)	20 000 €		
Union européenne / Europäische Union (50%)	370 797 €		
Gesamteinnahmen / Total	741 594 €	Gesamtausgaben / Total	741 594 €

Document de séance n° 1 / 8.2 / 2011

Vorlage Nr. ° 1 / 8.2 / 2011

Rapportrice / Berichterstatterin :

P. Simon-Studer

Séance du Conseil de l'Eurodistrict / Sitzung des Eurodistriktrates 1 / 2011	Date de la séance / Sitzungstag 28.03.2011
---	---

Point n° 8.2 de l'ordre du jour / Punkt 8.2 der Tagesordnung

Objet / Betreff: Année Internationale d'Orientation - Classe préparatoire « Arts plastiques, médias et arts du spectacle » / Internationales Orientierungsjahr - Vorstudium « Bildende Kunst, Medien und Performance Art »

Rapport / Sachverhalt:

„L'Année Internationale d'Orientation“ ou classe préparatoire aux arts conçue conjointement par la Kunstschule Offenburg (KSOG) et l' Ecole Supérieure des Arts Décoratifs de Strasbourg (ESADS) s'adresse aux jeunes souhaitant soit faire une pause créative d'orientation entre l'école et les études supérieures, soit se préparer à un cursus spécifique dans le domaine des arts.

Parallèlement aux contenus artistiques et généraux de la formation, le cursus prévoit des modules d'apprentissage ou d'approfondissement de la langue étrangère. Les participants travaillent en alternance à Strasbourg et Offenburg dans deux groupes composés au maximum de 15 personnes des deux nationalités. Les cours s'étalent sur une période de 10 mois (octobre à août) et chaque promotion annuelle comptera 30 étudiants. La première promotion commencera ses études en automne 2012.

Parallèlement aux contenus dédiés au développement de la personnalité, l'année internationale d'orientation permet à des jeunes d'acquérir des compétences artistiques, sociales et européennes au sein d'un milieu franco-allemand.

Le but poursuivi par les deux écoles d'arts

Das von der Kunstschule Offenburg (KSOG) und der Ecole Supérieure des Arts Décoratifs de Strasbourg (ESADS) gemeinsam konzipierte „Internationale Orientierungsjahr“ oder Vorstudium ist für junge Menschen gedacht, die zwischen Schule und Studium eine schöpferische Orientierungsphase einlegen, oder sich auf ein Studium im künstlerischen Bereich vorbereiten möchten.

Neben den künstlerischen und allgemeinen Inhalten gehören Module zum Erlernen bzw. Vertiefen der jeweils fremden Sprache zum Studium. Die TeilnehmerInnen arbeiten abwechselnd in Strasbourg und Offenburg in zwei national gemischten Studiengruppe mit maximal je 15 Personen. Die Kurse dauern jeweils 10 Monate (Oktober-August) und es sind 30 Studierende pro Jahr vorgesehen. Der erste Kurs ist für den Herbst 2012 geplant.

Neben den persönlichkeitsbildenden Inhalten bietet das internationale Orientierungsjahr jungen Studierenden den Erwerb künstlerischer, sozialer und europäischer Kompetenzen in einem deutsch-französischen Milieu.

Das Ziel der zwei Kunstschulen links und

des deux rives du Rhin est aussi de tester de nouvelles pratiques de formation et d'initier la mise en place de programmes transfrontaliers allant dans le sens d'une structure européenne commune de formation.

Le projet d'un montant global de 681.900 euros sur 4 ans (2011-2014) doit être financé pendant 4 ans par des fonds Interreg et des cofinancements de l'Eurodistrict et des villes d'Offenburg et de Strasbourg. (voir plan de financement annexé).

Pendant la première année 2011, les écoles KSOG et ESADS mettront au point un nouveau modèle transfrontalier commun de méthodes de formation. Les réflexions aboutiront sur le développement de programmes d'enseignement des arts destinés à servir au futur travail commun entre les instituts d'enseignement européens et leur mise en réseau.

Les contenus et concepts mis au point au cours de la première année seront présentés et discutés au cours d'un colloque transfrontalier organisé par KSOG et ESADS et auquel seront conviés les représentants des écoles d'arts. Ce colloque donnera aussi l'occasion d'inviter d'autres écoles à adhérer à ce concept.

A l'issue d'une phase pilote de 3 à 5 ans, ce projet devrait pouvoir se financer lui-même par le biais des frais d'inscription.

Evaluation selon les critères de sélection

Ce projet est basé sur un partenariat transfrontalier. Il est entièrement bilingue et les nouvelles méthodes pédagogiques développées créent une plus-value transfrontalière. Il aura un impact positif sur la région, étant donné qu'il permettra d'attirer des artistes-enseignants en leur offrant des opportunités d'emploi et contribuera à façonner une identité artistique dans l'Eurodistrict.

Ce projet pourrait également conférer à notre région une réputation de région européenne innovante en matière de formation,

rechts des Rheins ist es auch, neue Formen der Bildungspraxis zu erproben und Impulse für grenzüberschreitende künstlerische Lehrpläne zu schaffen im Sinne einer gemeinsamen europäischen Bildungsstruktur.

Das Projekt mit einem Gesamtbudget von 681.900 Euro für 4 Jahre soll über Interreg-Mittel, sowie Mitteln vom Eurodistrict und von den Städten Offenburg und Strasbourg 4 Jahre lang (2011-2014) kofinanziert werden.

Im ersten Jahr 2011 soll ein gemeinsames Modell von KSOG und ESADS zur Entwicklung einer neuen grenzüberschreitenden Bildungspraxis entstehen. Neue Impulse für kunstpädagogische Lehrpläne sollen geschaffen werden und als Basis für die künftige Arbeit und Vernetzung europäischer Bildungsinstitutionen dienen.

Die im ersten Jahr entwickelten Inhalte und Konzepte sollen mit Vertretern von wichtigen Bildungseinrichtungen der Künste im Rahmen eines von KSOG und ESADS ausgerichteten grenzüberschreitenden Kolloquiums dargestellt und diskutiert werden. Dieses Kolloquium soll auch Gelegenheit geben, weitere Schulen der Region in das Konzept einzubinden.

Das Projekt soll sich nach einer Pilotphase von 3 bis 5 Jahren über Teilnehmergebühren selbst komplett tragen.

Bewertung nach den Auswahlkriterien

Das Projekt basiert auf einer grenzüberschreitenden Partnerschaft. Es ist durchgehend bilingual und ein grenzüberschreitender Mehrwert wird durch die neue pädagogische Herangehensweise geschaffen. Eine positive Auswirkung für das Gebiet des Eurodistricts ist gegeben, da es für lehrende Künstler neue Arbeitsmöglichkeiten bietet und zur künstlerischen Identität des Eurodistricts beitragen wird.

Unserer Region könnte dieses Projekt einen guten Ruf als innovative europäische Bildungsregion bringen, junge Leute mit

attirer de jeunes personnes à haut potentiel créatif et susciter l'intérêt des jeunes pour l'Eurodistrict.

kreativem Potenzial anziehen und das Interesse der jungen Menschen auf den Eurodistrikt lenken.

II. Proposition de résolution / Beschlussvorschlag:

Le Conseil de l'Eurodistrict est d'avis que le projet d'année internationale d'orientation initié en commun par la Kunstschule Offenburg (KSOG) et l'Ecole Supérieure des Arts Décoratifs de Strasbourg (ESADS) est très intéressant pour les jeunes et contribue à forger une identité culturelle dans l'Eurodistrict. Il décide par conséquent de participer financièrement à ce projet à hauteur de **54 000 €** pour les années 2011 à 2014, et ce conformément au plan de financement joint.

Cette participation est soumise à une autre condition : il est demandé aux porteurs du projet d'apposer le logo de l'Eurodistrict sur tous les supports publicitaires et de mentionner dans leur communication le soutien financier accordé par l'Eurodistrict.

Der Eurodistriktrat ist der Ansicht, dass das von der Kunstschule Offenburg (KSOG) und der Ecole Supérieure des Arts Décoratifs de Strasbourg (ESADS) gemeinsam konzipierte „Internationale Orientierungsjahr“ für junge Menschen sehr interessant ist und dazu beiträgt im Eurodistrict eine kulturelle Identität zu stiften. Aus diesem Grund beschließt er dieses Projekt mit einem Beitrag in Höhe von **54.000 €** für die Jahre 2011 bis 2014 laut Finanzierungsplan zu fördern.

Geknüpft an die Unterstützung durch den Eurodistrict besteht für die Projektträger die Verpflichtung auf allen Werbendruckungen das Logo des Eurodistrikts anzubringen und die Förderung durch den Eurodistrict bei der Öffentlichkeitsarbeit zu erwähnen.

3

III. Résultat des délibérations / Beratungsergebnis:

<input type="checkbox"/> Accord	<input type="checkbox"/> Zustimmung
<input type="checkbox"/> Refus	<input type="checkbox"/> Ablehnung
<input type="checkbox"/> Résolution modifiée	<input type="checkbox"/> Abweichender Beschluss

Top 8.2 Annex 1

Internationales Orientierungsjahr / Vorstudium « Bildende Kunst, Medien und Performance Art » / Année Internationale d'Orientation / Classe préparatoire « Arts plastiques, médias et arts du spectacle »									
VORLÄUFIGES BUDGET / BUDGET PROVISOIRE									
PROJEKTVERANTWORTLICHE / RESPONSABLES DU PROJET : Kunstschule Offenburg - Ecole Supérieure des Arts Décoratifs de Strasbourg KONTAKTPERSON / CONTACT : Heinrich Bröckelmann									
EINNAHMEN / RECETTES	2011	2012	2013	2014	AUSGABEN / DEPENSES	2011 (Vorbereitung /préparation)	2012 (Okt.- Dez. /oct. - déc.)	2013	2014
Eigenmittel / Fonds propres KSOG-ESAD	0.00 €	31.250 €	125.000 €	125.000 €	Durchführungskosten pro Studienjahr / Coûts réalisation par année universitaire Honorare/honoraires Material/matériaux Exkursionen/excursions Overhead-Kosten/ frais généraux	0,00 € 0,00 € 0,00 € 0,00 €	11.750 € 7.000 € 1.500 € 11.000 €	47.000 € 28.000 € 6.000 € 44.000 €	47.000 € 28.000 € 6.000 € 44.000 €
					Kosten des internationalen Konzepts Coûts concept internat.				
					Honorare/honoraires Miete Atelier/ loyer atelier		2.750 € 13.600 €	11.000 € 34.000 €	11.000 € 34.000 €
					Projektmanagement/ management projet	19.800 €	26.400 €	33.000 €	33.000 €
					Fahrtkosten/frais déplacements étudiants		4.500 €	18.000 €	18.000 €
					Overhead-Kosten/ frais généraux	9.600 €	36.000 €	48.000 €	48.000 €
Eurodistrikt	12.000 €	14.000 €	14.000 €	14.000 €					
Interreg	0.000 €	41.625€	72.000 €	72.000 €					
Stadt Offenburg	8.700 €	8.813 €	24.000 €	24.000 €					
Stadt Strasbourg	8.700 €	8.813 €	24.000 €	24.000 €					
Weitere Drittmittel / autres fonds ext.	0.000 €	10.000 €	10.000 €	10.000 €					
GESAMTEINNAHMEN / TOTAL RECETTES	29.400 €	114.500 €	269.000 €	269.000 €	GESAMTKOSTEN / TOTAL DEPENSES	29.400 €	114.500 €	269.000 €	269.000 €

Document de séance n° 1 / 8.3 / 2011

Vorlage Nr. 1 / 8.3 / 2011

Rapportrice / *Berichterstatterin* :

P. Simon-Studer

Séance du Conseil de l'Eurodistrict <i>Sitzung des Euro- distriktrates</i> 1 / 2011	Date de la séance / <i>Sitzungstag</i> 28.03.2011
--	---

Point n° 8.3 de l'ordre du jour / *Punkt 8.3 der Tagesordnung*

**Objet / *Betreff*: De part et d'autre du Rhin - Journée transfrontalière de l'histoire / *Links und rechts des Rheins - deutsch-französische Geschichtstagung*
14. 05 2011 - *Museum im Ritterhaus Offenburg***

I. Rapport / *Sachverhalt*:

Dans le cadre de son 100^{ème} anniversaire, l'association « Historischer Verein für Mittelbaden » organise une journée franco-allemande de l'histoire le **samedi 14 mai 2011** à Offenburg. Avec plus de 3000 membres, l'Historischer Verein est l'une des plus importantes associations d'histoire d'Allemagne. Depuis de nombreuses années, elle travaille étroitement avec la Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace et le « Landesverein Badische Heimat ». Au sein de l'Historischer Verein, une personne est chargée tout spécialement des contacts avec les associations d'histoire alsacienne.

Par le biais de cette journée, les trois organisateurs souhaitent renforcer la mise en réseau des historiens régionaux allemands et français et anticipent des effets de synergie importants. Le projet doit contribuer à l'émergence d'une identité commune Eurodistrict et à la création d'un espace culturel commun. Il est prévu d'organiser cette journée transfrontalière régulièrement tous les deux ans.

Au cours de cette conférence, six historiens et historiennes allemands et français présenteront des travaux récents relatifs à l'histoire de la région. Les thèmes retenus englobent une période allant du 12^{ème} au 19^{ème} siècle.

Im Rahmen seines 100jährigen Bestehens veranstaltet der *Historische Verein für Mittelbaden e.V.* in Offenburg, am **Samstag, den 14. Mai 2011**, eine deutsch-französische Geschichtstagung. Der *Historische Verein* ist mit über 3.000 Mitgliedern einer der größten Geschichtsvereine Deutschlands. Er arbeitet seit vielen Jahren eng mit der *Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace* und dem *Landesverein Badische Heimat* zusammen. Ein Beauftragter des Vereins ist speziell für die Kontakte zu den elsässischen Geschichtsvereinen zuständig.

Die drei Organisationen möchten mit der bevorstehenden Tagung die Vernetzung zwischen deutschen und französischen Regionalhistorikern fördern und erwarten große Synergieeffekte. Das Projekt soll zur Stiftung einer gemeinsamen Eurodistrikt-Identität beitragen und die Schaffung eines gemeinsamen Kulturraumes fördern. Es ist vorgesehen, die grenzüberschreitende Tagung als zweijährige Reihe regelmäßig durchzuführen.

Bei der Tagung werden sechs deutsche/französische HistorikerInnen über neue Forschungsarbeiten zur Geschichte der Region vortragen. Die Themen betreffen den Zeitraum zwischen dem 12. und 19. Jahrhundert.

Eurodistrict Strasbourg-Ortenau

Évaluation selon les critères de sélection :

Le projet repose sur un partenariat transfrontalier. Le regroupement des thèmes scientifiques de discussion des deux pays et le débat commun sur l'état de la recherche scientifique en matière d'histoire locale génèrent une plus-value transfrontalière. Cette conférence innovante contribue au développement d'une identité commune au sein de la communauté scientifique et a un effet fédérateur sur le Rhin supérieur en tant qu'espace culturel. De plus, elle se tient dans les deux langues.

Eurodistrikt Strasbourg-Ortenau

Bewertung nach den Auswahlkriterien:

Das Projekt basiert auf einer grenzüberschreitenden Partnerschaft. Durch die Zusammenführung der wissenschaftlichen Diskussion der beiden Länder und die gemeinsame Diskussion aktueller Forschungsergebnisse zur Regionalgeschichte entsteht ein grenzüberschreitender Mehrwert. Diese innovative Tagung fördert die Entwicklung einer gemeinsamen Identität im Wissenschaftssystem und führt den oberrheinischen Kulturraum zusammen. Sie wird außerdem bilingual durchgeführt.

II. Proposition de résolution / Beschlussvorschlag:

Le Conseil de l'Eurodistrict se félicite du travail transfrontalier des associations d'histoire dans l'Eurodistrict qui contribue à faire émerger une identité culturelle commune. Pour cette raison, il décide de contribuer à hauteur de **2 500 €** à l'organisation de cette journée conformément au tableau de financement ci-joint.

Le Conseil tient à faire savoir de manière générale que toute aide financière revêt un caractère unique et ne saurait être attribuée automatiquement chaque année. Le soutien financier assuré par l'Eurodistrict est lié à l'obligation de la part des porteurs du projet d'apposer le logo de l'Eurodistrict sur tous les supports de communication et d'évoquer dans le cadre de leurs relations publiques le soutien de cette conférence transfrontalière par l'Eurodistrict.

Der Rat des Eurodistrikts begrüßt die grenzüberschreitende Arbeit der historischen Vereine im Eurodistrikt als wichtigen Beitrag zur Entstehung einer gemeinsamen kulturellen Identität. Er beschließt deshalb, laut beigefügter Finanzierungstabelle einen Anteil von **2.500 €** an den Organisationskosten zu übernehmen.

Der Rat weist generell darauf hin, dass jede finanzielle Förderung einen einmaligen Charakter hat und nicht automatisch jedes Jahr wiederholt werden kann. Geknüpft an die Förderung durch den Eurodistrict besteht für die Projektträger die Verpflichtung, auf allen Werbedruckern das Logo des Eurodistrikts anzubringen und die Förderung der grenzüberschreitenden Tagung durch den Eurodistrikt bei der Öffentlichkeitsarbeit zu erwähnen.

III. Résultat des délibérations / Beratungsergebnis:

Accord

Refus

Résolution modifiée

Zustimmung

Ablehnung

Abweichender Beschluss

Tagung / Conférence

Deutsch-Französische Geschichtstagung / Journée transfrontalière de l'histoire

Projekträger / Porteur du projet : Historischer Verein Mittelbaden e.V. (Herr Dr. Gall)

Sa., 14. Mai 2011 Offenburg, Museum im Ritterhaus / Samedi 14 mai 2011 au Musée Ritterhaus d'Offenburg

Vorläufiges Budget* / Budget prévisionnel*

RECETTES / EINNAHMEN	DEPENSES / AUSGABEN
Stadt Offenburg Ville d'Offenburg	Dolmetscher / Interprètes 1.500 € Honorare Referenten und Moderation / Honoraires intervenants et modération 1.000 € Einladungskarten / Cartons d'invitation 500 € Versendung Einladungen / Envoi invitation 400 € Essen Referenten / Repas intervenants 400 €
Historischer Verein für Mittelbaden e.V.	Miete/Technik Location salle et technique 500 €
Institutionelle Partner (beantragt) Partenaires institutionnels (à confirmer)	
Eurodistrikt	Sonstiges / Divers 700 €
Gesamt / Total	Gesamt / Total 5.000 €

* vorläufiges Budget für 50 Teilnehmer / Budget prévisionnel pour 50 participants

Tagung
Geschichte links und rechts des Rheins
Journée transfrontalière de l'histoire
De part et d'autre du Rhin: quelle histoire ?
(dt. Fassung)

10 Uhr Begrüßung:

Dr. Wolfgang M. Gall, Präsident des Historischen Vereins für Mittelbaden e.V.
Gabrielle Claerr-Stamm, Présidente de la Fédération des Sociétés d'Histoire et

d'Archéologie d'Alsace

Dr. Sven von Ungern-Sternberg, Vorsitzender des Landesvereins Badische Heimat e.V.

Prof. Dr. Anton Schindling, Vorsitzender der Kommission für geschichtliche Landeskunde in Baden-Württemberg

10.30 Uhr - 13.00 Uhr

Moderation: Gabriel Braeuner

Toby Walther: Breisach und der Sieg über Mailand 1162

Guillaume Porte: Anspruch und Wirklichkeit des Freiheitsbegriffes am Beispiel der Städte Freiburg und Colmar im 13. und 14. Jahrhundert

Sandrine de Ragenel: Der Reformator Paul Voltz und die Chronik von Schuttern

Andrea Kammeier-Nebel: Die Hexenpolitik des Rates in Offenburg und ihre regionalen Verflechtungen (1585-1610)

Diskussion

13.00 Uhr Mittagessen

15.00 Uhr – 17.00 Uhr

Moderation: Dr. Wolfgang M. Gall

Claudia Nowak: Was ist des Elsässers Vaterland? Politische Debatten, Denkmalstiftungen und Feiern im Elsass (1813-1848)

Gabriel Braeuner: Kultur im Reichsland Elsass-Lothringen: ein goldenes Zeitalter?

Diskussion

Inscription

Geschäftsstelle des Historischen Vereins für
Mittelbaden e.V.
Stadtarchiv Offenburg
77652 Offenburg, Ritterstr.10
Tel. 0781/822255
E-Mail: wolfgang.gall@offenburg.de

**Date limite des inscriptions:
29 avril 2011**

**Lieu du colloque
Museum im Ritterhaus**



Colloque d'histoire transfrontalière

De part et d'autre du Rhin : quelle histoire ?

Geschichte links und
rechts des Rheins



Historischer Verein
für Mittelbaden e.V.

Document de séance n° 1 / 8.4 / 2011

Vorlage Nr. ° 1 / 8.4 / 2011

Rapportrice / Berichterstatlerin:

Martine Schneider

Séance du Conseil de l'Eurodistrict / Sitzung des Euro- distriktrates 1 / 2011	Date de la séance / Sitzungstag 28.03.2011
--	--

Point n° 8.4 de l'ordre du jour / Punkt 8.4 der Tagesordnung

**Objet / Betreff: „Championnats régionaux d'athlétisme de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau“
/ Eurodistrikt-Meisterschaften der Leichtathleten Strasbourg-Ortenau**

I. Rapport / Sachverhalt:

Les associations d'athlétisme de la CUS (Ligue Régionale d'Alsace), de la Région Ortenau (Leichtathletik-Kreise Kehl, Offenburg, Lahr, Wolfach) et de la Région de Rastatt / Baden-Baden / Bühl souhaitent en 2011 organiser conjointement des championnats régionaux. Ceux-ci sont intitulés „**Championnats régionaux d'athlétisme de l'Eurodistrict**“.

Dans le cadre de la coopération entre les associations d'athlétisme des deux côtés du Rhin, qui s'est déjà illustrée par la construction d'une salle d'athlétisme transfrontalière à Offenburg, l'organisation commune de championnats permettra une avancée dans la coopération entre les associations respectives et, surtout, facilitera la rencontre des athlètes de la région.

La date des championnats est fixée au 29 mai 2011. L'événement aura lieu à Freistett. Les organisateurs comptent sur plus de 1000 visiteurs. Des compétitions sont annoncées pour tous les âges, des collégiens (14-15 ans) aux lycéens et étudiants (16-19 ans) jusqu'aux adultes (plus de 20 ans). Les gagnants des différentes disciplines obtiendront le titre de « **Champion de l'Eurodistrict 2011** ». Plus de 150 bénévoles (arbitres, organisation ...)

Die Leichtathletikverbände der CUS (Ligue Régionale d'Alsace), des Ortenaukreises (Leichtathletik-Kreise Kehl, Offenburg, Lahr, Wolfach) und des Kreises Rastatt / Baden-Baden / Bühl möchten im Jahr 2011 gemeinsame Regionalmeisterschaften veranstalten. Diese sollen unter dem Titel „**Eurodistrikt-Meisterschaften der Leichtathleten**“ ausgetragen werden.

Nachdem die Zusammenarbeit der Leichtathletikverbände auf beiden Seiten des Rheines bereits durch den grenzübergreifend unterstützten Bau der Leichtathletikhalle in Offenburg erste konkrete Formen angenommen hat, stellt die gemeinsame Meisterschaft einen weiteren Schritt für die Kooperation zwischen den jeweiligen Verbänden, vor allem aber für das Zusammenkommen von Sportlern in der Region dar.

Das Datum der Meisterschaft wurde auf den 29.05.2011 festgelegt, Veranstaltungsort wird Freistett sein. Die Veranstalter rechnen mit über 1.000 Teilnehmern. Ausgeschrieben ist der Wettkampf für alle Altersklassen von Schülern (Alter: 14/15), über A- und B-Jugendliche (Alter: 16-19) bis zu den Erwachsenen (Alter: > 20). Die Sieger in den einzelnen Disziplinen erhalten den Titel „**Eurodistrikt-Meister 2011**“. Über 150 ehrenamtliche Helfer (Kampfrichter,

d'Alsace et du Bade contribueront à la réussite de l'événement. L'objectif est également d'attirer l'attention du public sur l'athlétisme au sein de l'Eurodistrict.

Les porteurs de l'événement sont pour des raisons pragmatiques cette année, le club SV Freistett. L'année prochaine, le porteur de cette organisation sera une association alsacienne. Dans les années à venir, il est prévu que l'événement soit organisé en alternance dans la CUS et dans l'Ortenaukreis. Pour accroître l'attractivité de cet événement et afin de créer une bonne base pour les années à venir, les organisateurs souhaitent (du moins pour le premier événement) que l'inscription aux compétitions soit gratuite pour les athlètes. De leur côté, les clubs organisateurs contribueront financièrement à hauteur de 3750 € à l'événement. Cela représente la moitié du financement nécessaire. Ils demandent que l'Eurodistrict prenne à sa charge, la moitié restante, soit **3750 €**.

Evaluation selon les critères de sélection

Le projet est innovant. En effet, cette initiative sera la première organisation officielle de championnats transfrontaliers, dans une discipline olympique, dans le cadre de l'Eurodistrict. Elle contribue à la création d'un espace sportif et culturel commun et à la visibilité de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau. Le caractère pérenne du projet se base sur une coopération préexistante et sur la mise en valeur d'une structure existante « la salle d'athlétisme transfrontalière » d'Offenbourg.

Organisation, ...) aus dem Elsass und aus Baden werden zum Gelingen der Veranstaltung beitragen. Ziel ist es, eine hohe Aufmerksamkeit der Öffentlichkeit auf die Leichtathletik innerhalb des Eurodistriktes zu lenken.

Projektträger der Veranstaltung ist aus pragmatischen Gründen der diesjährige ausrichtende Verein, der SV Freistett. Im nächsten Jahr wird der Projektträger somit der dann ausrichtende elsässische Verein sein. Geplant ist, dass die Veranstaltung in den kommenden Jahren alternierend im Ortenaukreis bzw. in der CUS stattfindet. Um die Attraktivität für die teilnehmenden Vereine zu erhöhen und damit eine gute Basis für die kommenden Jahre zu legen, möchten die Veranstalter (zumindest bei der ersten Veranstaltung) keine Startgebühren für die Teilnehmer verlangen. Die Vereine tragen zur Hälfte der Finanzierung bei und beantragen eine Subvention von **3.750 €** vom Eurodistrikt.

Bewertung nach den Auswahlkriterien

Das Projekt ist innovativ: Bei dieser Initiative handelt es sich um die ersten grenzübergreifend ausgetragenen offiziellen Meisterschaften in einer olympischen Sportart innerhalb des Eurodistriktes. Sie tragen zur Schaffung eines gemeinsamen Sport- und Kulturraumes bei und zur Steigerung des Bekanntheitsgrades des Eurodistriktes Strasbourg-Ortenau. Die bestehende Kooperation und die Nutzung der grenzüberschreitenden Leichtathletikhalle in Offenburg gewährleistet die Nachhaltigkeit.

2

II. Proposition de résolution / Beschlussvorschlag:

Le Conseil de l'Eurodistrict soutient cette initiative de création d'un championnat d'athlétisme de l'Eurodistrict et accorde un soutien financier d'un montant de **3 750 euros**. Le Conseil de l'Eurodistrict se félicite de l'appellation « Championnats régionaux d'athlétisme de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau ».

Der Eurodistriktrat unterstützt die Initiative einer Eurodistrikt Leichtathletikmeisterschaft und beschließt einen Kostenanteil von **3.750 Euro** zu übernehmen. Der Eurodistriktrat begrüßt den Titel „Eurodistrikt Leichtathletikmeisterschaft Strasbourg-Ortenau“ für die Veranstaltung.

Le Conseil tient à faire savoir de manière

Der Rat weist generell darauf hin, dass jede

générale que toute aide financière revêt un caractère unique et ne saurait être attribuée automatiquement chaque année. Le soutien financier assuré par l'Eurodistrict est lié à l'obligation de la part des porteurs du projet d'apposer le logo de l'Eurodistrict sur tous les supports de communication et d'évoquer dans le cadre de leurs relations publiques le soutien du projet transfrontalier par l'Eurodistrict.

finanzielle Förderung einen einmaligen Charakter hat und nicht automatisch jedes Jahr wiederholt werden kann. Geknüpft an der Förderung durch den Eurodistrict besteht für die Projektträger die Verpflichtung, auf allen Werbendruckern das Logo des Eurodistricts anzubringen und die Förderung durch den Eurodistrict bei der Öffentlichkeitsarbeit zu erwähnen.

III. Résultat des délibérations / Beratungsergebnis:

<input type="checkbox"/> Accord <input type="checkbox"/> Refus <input type="checkbox"/> Résolution modifiée	<input type="checkbox"/> Zustimmung <input type="checkbox"/> Ablehnung <input type="checkbox"/> Abweichender Beschluss
---	--

Top 8.4 Annex 1

Eurodistrikt-Meisterschaften in der Leichtathletik Strasbourg- Ortenau Championnat d'athlétisme de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau Porteur du Projet SV Freistett , Stefan Seifried Monsieur Foshag, Leitwerk		
AUSGABEN / DEPENSES		EINNAHMEN/ RECETTES
Werbung / Plakate	750,00 €	Kostenbeitrag Leichtathletik-Kreise Kehl, Offenburg, Lahr, Wolfach, Rastatt 2.000,00 €
Pressekonferenz	250,00 €	Kostenbeitrag Ligue régionale d'athlétisme 1.750,00 €
Zeitmeßanlage	400,00 €	Subvention Eurodistrict 3.750,00 €
Startnummern+Nadeln	600,00 €	
Kampfrichter	1.500,00 €	
Starter	100,00 €	
Urkunden	500,00 €	
Medaillen	1.000,00 €	
Rotes Kreuz	100,00 €	
DLV/BLV Gebühren	250,00 €	
Anzeigen	150,00 €	
Munition	100,00 €	
Ausrichter	800,00 €	
Sonstiges	1.000,00 €	
Gesamteinnahmen /Total	7.500,00 €	Gesamteinnahmen /Total 7.500,00 €

Document de séance n° 1 / 8.5 / 2011

Vorlage Nr. 1 / 8.5 / 2011

Rapportrice / Berichterstatterin :

P. Simon-Studer

Séance du Conseil de l'Eurodistrict <i>Sitzung des Euro- distriktrates</i> 1 / 2011	Date de la séance / <i>Sitzungstag</i> 28.03.2011
--	--

Point n° 8.5 de l'ordre du jour / *Punkt 8.5 der Tagesordnung*

Objet / *Betreff*: Projet scolaire transfrontalier autour du cirque / *Grenzüberschreitende Projektarbeit um den Zirkus*

I. Rapport / *Sachverhalt*:

Depuis plusieurs années, *le lycée Einstein* de Kehl et *le Collège Fustel de Coulanges* de Strasbourg ont des échanges réguliers. Cette année, un échange traditionnel ne pourra cependant pas avoir lieu en raison d'une baisse du nombre d'élèves français apprenant l'allemand. Pour cette raison, les pédagogues ont décidé d'opter pour une nouvelle forme innovante de rencontre dans le cadre d'un projet de cirque franco-allemand au Jardin des Deux Rives. Le projet des 6èmes bilingues sur le thème du cirque se déroule sur une année scolaire et se termine par 3 journées communes sur le cirque organisées en mai 2011 avec l'association *Graine de Cirque* au Jardin des Deux Rives

Depuis le début de l'année scolaire, les deux classes des deux rives du Rhin échangent des courriers et une première réunion de préparation a eu lieu en décembre 2010 à Kehl. Une autre rencontre est prévue pour le printemps au Collège Fustel de Coulanges à Strasbourg afin de permettre aux élèves de poursuivre le travail sur le projet. Lors de leurs rencontres à Kehl et à Strasbourg, les élèves font connaissance avec le système scolaire du voisin et découvrent le quotidien de l'école

Seit mehreren Jahren besteht ein regelmäßiger Austausch zwischen dem *Einstein-Gymnasium* Kehl und dem *Collège Fustel de Coulanges* in Strasbourg. Aufgrund sinkender Schülerzahlen, die auf französischer Seite Deutsch lernen, kann dieses Jahr kein traditioneller Austausch stattfinden. Aus diesem Grund haben die Pädagogen sich für eine innovative Form der Begegnung im Rahmen eines deutsch-französischen Zirkusprojektes im Garten der Zwei Ufer entschieden. Das Projekt der bilingualen 6ten Klassen zum Thema Zirkuswelt erstreckt sich über das ganze Schuljahr und findet seinen Höhepunkt in drei gemeinsamen Zirkustagen im Mai 2011 mit dem Verein *Graine de Cirque* im Garten der Zwei Ufer.

Seit Anfang des Schuljahres tauschen beide Klassen links und rechts des Rheins Briefe aus und ein erstes Vorbereitungstreffen fand im Dezember 2010 in Kehl statt. Ein weiteres Treffen soll im Frühjahr im Collège Fustel de Coulanges erfolgen, damit die Kinder die Arbeit am gemeinsamen Projekt fortführen können. Bei den Begegnungen in Kehl und Strasbourg lernen die Schüler das jeweils andere Schulsystem kennen und bekommen einen Einblick in den Alltag des Nachbarn. Am Ende der deutsch-

Eurodistrict Strasbourg-Ortenau

voisine. Les journées franco-allemandes du cirque se termineront par un spectacle commun en présence des familles.

Les résultats du projet seront évalués en fin d'année scolaire au cours d'un picknick commun.

Evaluation selon les critères de sélection

Ce projet sur le thème du cirque permet aux élèves des deux écoles de se rencontrer pendant plusieurs jours et de découvrir le monde du cirque. Ce projet est d'une grande qualité pédagogique. Il repose sur un partenariat transfrontalier. La nouvelle approche pédagogique et la préparation commune des élèves français et allemands (travail sur le cirque) constituent une plus-value transfrontalière. Le regroupement des deux groupes d'élèves en une communauté de travail a un impact positif sur le territoire de l'Eurodistrict. Le projet est entièrement bilingue et correspond aussi au souhait de l'Eurodistrict de soutenir de nouveaux projets innovants, l'apprentissage de la langue du voisin dès le plus jeune âge revêtant un aspect très important.

Eurodistrikt Strasbourg-Ortenau

französischen Zirkustage werden die Familien zu einer gemeinsamen Abschlussaufführung eingeladen.

Am Schuljahresende ist zudem ein gemeinsames Picknick geplant, bei dem die Ergebnisse des Zirkusprojektes evaluiert werden.

Bewertung nach den Auswahlkriterien

Mit diesem Zirkusprojekt wird den Schülerinnen und Schülern beider Schulen eine mehrtägige Begegnung und ein Einblick in die Zirkuswelt ermöglicht. Dieses Projekt ist deshalb pädagogisch wertvoll. Es basiert auf einer grenzüberschreitenden Partnerschaft. Ein grenzüberschreitender Mehrwert wird durch die neue pädagogische Herangehensweise und die gemeinsame Vorbereitung der deutschen und französischen Schüler (Zirkusarbeit) geschaffen. Positive Auswirkung für das Gebiet des Eurodistrikts entsteht durch die Schaffung von Gemeinschaft unter den beiden Schülergruppen. Das Projekt ist durchgehend bilingual und entspricht auch dem Wunsch des Eurodistrikts nach neuen und innovativen Vorhaben. Große Bedeutung kommt hierbei auch dem Erlernen der Sprache des Nachbarn ab einem frühen Alter zu.

II. Proposition de résolution / Beschlussvorschlag:

Le Conseil de l'Eurodistrict se réjouit de l'échange original entre le Einstein-Gymnasium de Kehl et le Collège Fustel de Coulanges à Strasbourg. C'est dans ce sens qu'il accepte volontiers de soutenir financièrement ce projet et décide de prendre en charge une part des frais à hauteur de **921 euros**.

Le Conseil tient à faire savoir de manière générale que toute aide financière revêt un caractère unique et ne saurait être attribuée automatiquement chaque année. Le soutien financier assuré par l'Eurodistrict est lié à l'obligation de la part des porteurs du projet d'apposer le logo de l'Eurodistrict sur tous les supports de communication et d'évoquer dans le cadre de leurs relations publiques le

Der Eurodistriktrat begrüßt den originellen Austausch zwischen dem Einstein-Gymnasium in Kehl und dem Collège Fustel de Coulanges in Strasbourg. Er ist gerne bereit das geplante Zirkusprojekt finanziell zu unterstützen und beschließt einen Kostenanteil von **921 Euro** zu übernehmen.

Der Rat weist generell darauf hin, dass jede finanzielle Förderung einen einmaligen Charakter hat und nicht automatisch jedes Jahr wiederholt werden kann. Geknüpft an der Förderung durch den Eurodistrikt besteht für die Projektträger die Verpflichtung, auf allen Werbendruckten das Logo des Eurodistrikts anzubringen und die Förderung des grenzüberschreitenden Zirkusprojektes

**Eurodistrict
Strasbourg-Ortenau**

soutien du projet transfrontalier autour du
cirque par l'Eurodistrict.

**Eurodistrikt
Strasbourg-Ortenau**

durch den Eurodistrikt bei der
Öffentlichkeitsarbeit zu erwähnen.

III. Résultat des délibérations / Beratungsergebnis:

<input type="checkbox"/> Accord	<input type="checkbox"/> Zustimmung
<input type="checkbox"/> Refus	<input type="checkbox"/> Ablehnung
<input type="checkbox"/> Résolution modifiée	<input type="checkbox"/> Abweichender Beschluss

Annex 1 Top 8.5

<u>RUND HERUM UM DEN ZIRKUS / ATOUR DU CIRQUE</u>	
<p>Grenzüberschreitende Projektarbeit um den Zirkus mit Schülern des Collège Fustel de Coulanges Strasbourg und des Einstein-Gymnasiums Kehl am 24., 26. und 27. Mai 2011 / <i>Projet scolaire transfrontalier autour du cirque avec des élèves du Collège Fustel de Coulanges Strasbourg et du Einstein-Gymnasium Kehl les 24, 26 et 27 mai 2011</i></p> <p><i>Projekträger / Porteurs du projet : Collège Fustel de Coulanges Strasbourg und Einstein-Gymnasium Kehl (Frau Wülfing)</i></p>	
Vorläufiges Budget / budget prévisionnel	
EINNAHMEN/ RECETTES	AUSGABEN / DEPENSES
Eigenmittel: Beitrag der frz. und dt. Familien (12 € x 53 Schüler) / <i>Recettes propres: participation des familles françaises et allemandes (12 € x 53 élèves)</i>	636 € Bezahlung für 3 Zirkusanimateure für insgesamt 45 Std. (3 Tage x 15 Std.) / <i>Rémunération de 3 intervenants pour 45 heures (3 jours x 15 heures)</i>
Bewilligte Fördermittel des Rectorat Strasbourg / <i>Subventions accordées par le Rectorat de Strasbourg</i>	940 € Leihmaterial / location matériel
Antrag Fördermittel Eurodistrikt / <i>Demande de subvention auprès de l' Eurodistrict</i>	921 € Accessoires für Zirkusaufführung (Stoffe, etc.) / Achat de fournitures pour le spectacle (tissu, etc.)
	120 € Beitrag Organisation Graine de Cirque / cotisation association Graine de Cirque
	200 € Diverse Ausgaben / frais divers
	50 €
Gesamteinnahmen /Total	2497 €
	Gesamtausgaben / Total
	2497 €

Document de séance n° 1 / 8.6 / 2011
Vorlage Nr. 1 / 8.6 / 2011
Rapportrice / Berichterstatterin :
P. Simon-Studer

Séance du Conseil de l'Eurodistrict Sitzung des Eurodis- trikrates 1 / 2011	Date de la séance / Sitzungstag 28.03.2011
---	--

Point n° 8.6 de l'ordre du jour / Punkt 8.6 der Tagesordnung

Objet / Betreff: Spectacle transfrontalier d'opéra / Grenzüberschreitende Opernaufführung

I. Rapport / Sachverhalt:

Deux chorales de jeunes de Kehl (Kinderchor der Friedenskirche) et de Strasbourg (Chorale de l'Ecole de musique Saint Thomas) chanteront ensemble le célèbre opéra français « Carmen » le 11 septembre 2011 dans l'église Saint Paul à Strasbourg. Ils seront accompagnés par l'Orchestre M composé de musiciens français et allemands et dirigé par le chef d'orchestre Gabriel Mattei.

Avec le produit de la vente des billets (env. 4 000 €), l'association „Solidarité Entraide Madagascar“ financera la construction d'une adduction d'eau potable pour le village de Tsarakianja à Madagascar.

Plusieurs rencontres et répétitions sont prévues pour préparer le spectacle franco-allemand.

- 4 rencontres avec le chef d'orchestre et les deux chorales
- 3 répétitions avec les deux chorales
- 2 répétitions des deux chorales avec l'orchestre M

Les rencontres et les répétitions se déroulent à Kehl et Strasbourg

Evaluation selon les critères de sélection

Ce projet sur le thème de l'opéra permet à des jeunes allemands et français de se rencontrer et de découvrir le monde de

Zwei Jugendchöre aus Kehl (Kinderchor der Friedenskirche) und Strasbourg (Chorale de l'Ecole de musique Saint Thomas) werden gemeinsam am 11. September 2011 in der Kirche Saint Paul in Strasbourg die berühmte französische Oper „Carmen“ aufführen. Begleiten wird sie das Orchester M, das sich aus deutschen und französischen Musikern zusammensetzt und welches vom Dirigent Gabriel Mattei geleitet wird.

Mit dem Erlös aus dem Kartenverkauf, (ca. 4.000 €) wird der Verein *Solidarité Entraide Madagascar* den Bau eines Trinkwasserversorgungssystems für das Dorf Tsarakianja in Madagaskar finanzieren.

Zur Vorbereitung der deutsch-französischen Aufführung sind mehrere Probetermine geplant:

- 4 Treffen mit dem Dirigenten und den beiden Jugendchören
- 3 Proben mit den beiden Jugendchören
- 2 Proben der beiden Chöre mit dem Orchester M

Die Treffen und Proben finden in Kehl und in Strasbourg statt.

Bewertung nach den Auswahlkriterien

Mit diesem Opernprojekt wird Jugendlichen aus Deutschland und Frankreich eine Begegnung und einen Einblick in die

Eurodistrict Strasbourg-Ortenau

l'opéra. Or, ce projet est d'une grande qualité pédagogique. Il repose sur un partenariat transfrontalier. La réalisation franco-allemande d'une œuvre musicale connue et la préparation commune des jeunes allemands et français au spectacle génèrent une plus-value transfrontalière. Le regroupement des jeunes ainsi que la possibilité de faire de nouvelles connaissances a un impact positif sur le territoire de l'Eurodistrict. Le projet est entièrement bilingue et correspond aussi au souhait de l'Eurodistrict de soutenir l'apprentissage de la langue du voisin par le biais de projets originaux. Par ailleurs, le projet a un caractère innovant puisque le produit de la vente des billets servira à la construction d'une adduction d'eau potable pour un village à Madagascar et que l'Eurodistrict témoigne ainsi de sa solidarité vis-à-vis des pays en voie de développement..

Eurodistrikt Strasbourg-Ortenau

Opernwelt ermöglicht. Das Projekt ist insofern pädagogisch wertvoll. Es basiert auf einer grenzüberschreitenden Partnerschaft. Ein grenzüberschreitender Mehrwert ist durch die deutsch-französische Aufführung eines bekannten Werkes und die gemeinsame Vorbereitung der deutschen und französischen Jugendlichen auf die Vorstellung gegeben. Positive Auswirkungen für das Gebiet des Eurodistrikts entstehen durch die Schaffung von Gemeinschaft und die Möglichkeit von neuen Bekanntschaften. Das Projekt ist durchgehend bilingual und entspricht dem Wunsch des Eurodistrikts, das Erlernen der Sprache des Nachbarn durch neue Projekte zu fördern. Innovativ ist ferner die Tatsache, dass der Verkaufserlös der Konzertkarten den Bau eines Trinkwasserversorgungssystems in einem Dorf in Madagaskar finanzieren wird und der Eurodistrikt dadurch seine Solidarität gegenüber Entwicklungsländern zum Ausdruck bringt.

II. Proposition de résolution / Beschlussvorschlag:

Le Conseil de l'Eurodistrict se réjouit de la réalisation de ce projet de spectacle transfrontalier d'opéra avec des chorales de jeunes de Kehl et Strasbourg pour une bonne cause. C'est dans ce sens qu'il accepte volontiers de soutenir financièrement ce spectacle d'opéra et décide de prendre en charge une part des frais à hauteur de **1 000 euros**.

Le Conseil tient à faire savoir de manière générale que toute aide financière revêt un caractère unique et ne saurait être attribuée automatiquement chaque année. Le soutien financier assuré par l'Eurodistrict est lié à l'obligation de la part des porteurs du projet d'apposer le logo de l'Eurodistrict sur tous les supports de communication et d'évoquer dans le cadre de leurs relations publiques le soutien du projet transfrontalier autour de l'opéra par l'Eurodistrict.

Der Eurodistriktrat begrüßt das Projekt einer grenzüberschreitenden Opernaufführung mit Jugendchören aus Kehl und Strasbourg für einen guten Zweck. Er ist gerne bereit die geplante Opernaufführung finanziell zu unterstützen und beschließt einen Kostenanteil von **1.000 Euro** zu übernehmen.

Der Rat weist generell darauf hin, dass jede finanzielle Förderung einen einmaligen Charakter hat und nicht automatisch jedes Jahr wiederholt werden kann. Geknüpft an der Förderung durch den Eurodistrict besteht für die Projektträger die Verpflichtung, auf allen Werbendruckten das Logo des Eurodistrikts anzubringen und die Förderung des grenzüberschreitenden Opernprojektes durch den Eurodistrict bei der Öffentlichkeitsarbeit zu erwähnen.

2

III. Résultat des délibérations / Beratungsergebnis:

- | | |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> Accord | <input type="checkbox"/> Zustimmung |
| <input type="checkbox"/> Refus | <input type="checkbox"/> Ablehnung |
| <input type="checkbox"/> Résolution modifiée | <input type="checkbox"/> Abweichender Beschluss |

Top 8.6 Annex 1

OPERNPROJEKT / projet d'opera
CARMEN

Grenzüberschreitende Opernaufführung für einen guten Zweck
am 11. September 2011 in der Kirche St Paul in Strasbourg
Spectacle d'opéra pour une bonne cause
le 11. septembre 2011 en l'église St Paul de Strasbourg

Projektpartner / *Partenaires du projet* : Verein / Association « Solidarité Entraide Madagascar » (ASEM),
Orchestre M, Kinderchor der Friedenskirche, Chorale de l'Ecole de musique Saint-Thomas
(Kontakt Projekt /Contact projet : Mme Aline Audin ASEM)

Vorläufiges Budget / *budget prévisionnel*

EINNAHMEN/ RECETTES	AUSGABEN / DEPENSES		
Verkauf von Werbeflächen im Programm / <i>Vente d'espaces publicitaires dans le programme</i>	1.000 €	Betriebskosten / <i>Dépenses de fonctionnement</i> Vorbereitungs-, Material-, Transport und Versorgungskosten / <i>Frais de préparation, de matériel, de transport et</i> <i>de nourriture</i>	2.063 €
Förderung Oberheinkonferenz / <i>Subvention Conférence du Rhin Supérieur</i>	2.797 €	Externe Dienstleistungen / <i>services extérieurs</i> u.a. Miete Kirche / <i>dont location église</i>	1.020 €
Eurodistrict	1.000 €	Öffentlichkeitsarbeit / <i>Communication</i>	1.240 €
Spende Essen privater Partner / <i>Don de</i> <i>nourriture partenaire privé</i>	126 €	Honorar Dirigent / <i>Cachet chef d'orchestre</i>	600 €
Kartenverkauf Konzert / <i>ventes de billets</i> <i>d'entrée au concert</i>	4.000 €	Bau eines Trinkwasserversorgungs-systems in Madagascar / <i>Construction d'une adduction d'eau</i> <i>potable à Madagascar</i>	4.000 €
Gesamteinnahmen /Total	8.923 €	Gesamtausgaben / Total	8.923 €

**DEMANDES DE SUBVENTION REJETEES PAR LE SECRETARIAT GENERAL
1^{er} TRIMESTRE 2011**

DURCH DAS GENERALSEKRETARIAT ABGEWIESENE SUBVENTIONSANTRÄGE 1 : QUARTAL 2011

!

Intitulé projet / Bezeichnung Projekt	Montant Subvention / Höhe der Förderung	Partenaires projet / Projektpartner	Contact / Kontaktperson	Instruction dossier / Antragsbe- arbeitung	Avis du secrétariat général / Bewertung General- sekretariat
KUNSTSCHULEN SOMMERAKADEMIE ECOLE D'ART ACADEMIE D'ETE	10.800 €	Kunstschule Offenburg (KSO) Ecole Supérieure des Arts Décoratifs de Strasbourg (ESADS)	Heinrich BRÖCKELMANN (Gesamtleitung Kunstschule Offenburg) Kunstschule Offenburg Weingartenstr. 34b 77654 Offenburg	P. Simon-Studer	Demande rejetée car projet a déjà bénéficié d'une subvention l'année dernière Antrag abgewiesen; da Projekt schon letztes Jahr gefördert wurde

Guide d'excursions Freizeitfahrplan Eurodistrict Strasbourg-Ortenau	11.000 €	Fnault Alsace Verkersclub Deutschland Alsace Nature	Hannes Linck (Projektleiter VCD) VCD <i>Büro Freiburg Heinrich-Mann-Straße 20 79100 Freiburg</i>	P. Simon-Studer	Demande rejetée car projet a déjà bénéficié d'une subvention les 3 dernières années Antrag abgewiesen, da Projekt schon die letzten 3 Jahre gefördert wurde
--	----------	--	---	-----------------	--

Le projet Interreg ANNEE INTERNATIONALE D'ORIENTATION OU CLASSE PREPARATOIRE AUX ARTS conçu par la Kunstschule Offenburg (KSOG) et l' Ecole Supérieure des Arts Décoratifs de Strasbourg (ESADS) s'adresse à des jeunes souhaitant faire une pause créative d'orientation avant leurs études supérieures ou se préparer à une filière d'études dans le domaine des arts.

Il est particulièrement intéressant pour l'Eurodistrict puisqu'il permettra l'initiation de programmes transfrontaliers d'enseignement et contribuera à forger une identité culturelle dans l'Eurodistrict.

La somme demandée à l'Eurodistrict est de 54.000 € sur 4 ans (2011-2014)

Le projet de JOURNÉE TRANSFRONTALIERE DE L'HISTOIRE organisé par les sociétés d'histoire françaises et allemandes:

Historischer Verein für Mittelbaden e.V.

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Landesverein Badische Heimat e.V.

permettra de renforcer la mise en réseau d'historiens régionaux allemands et français et contribuera à faire émerger une identité partagée et un espace culturel commun dans l'Eurodistrict

La somme demandée à l'Eurodistrict est de 2.500 €

LE PROJET SCOLAIRE TRANSFRONTALIER AUTOUR DU CIRQUE

a permis à des enfants du Collège Fustel de Coulanges de Strasbourg et du Lycée Einstein de Kehl d'avoir des échanges réguliers pendant l'année scolaire 2010/2011. Il se terminera par 3 jours de rencontre sur le thème du cirque au Jardin des Deux Rives en mai. Pour l'Eurodistrict, il s'agit d'un projet innovant d'apprentissage de la langue du voisin puisqu'il s'affranchit des méthodes traditionnelles d'enseignement des langues en salle de classe.

La somme demandée à l'Eurodistrict est de 921 €

Le projet de PRODUCTION FRANCO-ALLEMANDE DU SPECTACLE D'OPERA CARMEN

réunira des jeunes de chorales de Kehl et de Strasbourg qui chanteront ensemble l'opéra « Carmen » le 11 septembre 2011 en l'église Saint Paul à Strasbourg. L'Orchestre M qui les accompagnera est composé de musiciens français et allemands. Les fonds récoltés iront à l'association « Solidarité Entraide Madagascar » pour un projet d'adduction d'eau potable dans un village malgache.

Ce projet est doublement intéressant puisqu'il contribuera à faire émerger une identité musicale dans l'Eurodistrict et introduit l'idée de solidarité de l'Eurodistrict vis-à-vis de pays en voie de développement.

La somme demandée à l'Eurodistrict est de 1.000 €